

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DES FINANCES



RAPPORT ANNUEL 2011

LISTE DE PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS

AMR	: Avis de Mise en Recouvrement
AMR/A	: Avis de Mise en Recouvrement/Trésor
ASBL	: Association sans but lucratif
ATD	: Avis à tiers détenteurs
BAD	: Banque Africaine de Développement
CDF	: Franc congolais
CDI	: Centre des Impôts
COREF	: Comité d'Orientation de la Réforme des Finances publiques
CPCC	: Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo
CREDAF	: Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGE	: Direction des Grandes Entreprises
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, Domaniales, Judiciaires et de Participations
DPI	: Direction Provinciale des Impôts
DUI-KIN	: Direction Urbaine des Impôts de Kinshasa
EIFI	: Ecole Informatique des Finances
ENA	: Ecole Nationale d'Administration
FCE	: Facilité de Crédits Elargie
FMI	: Fond Monétaire International
IBP	: Impôt sur les bénéfices et profits
ICA	: Impôt sur le chiffre d'affaires
IER	: Impôt exceptionnel sur les rémunérations du personnel expatrié
IM	: Impôt mobilier
IPR	: Impôt professionnel sur les rémunérations
IPR/Nat.	: Impôt professionnel sur les rémunérations des nationaux
IPR/Exp.	: Impôt professionnel sur les rémunérations des expatriés
ISL	: Impôt synthétique libérateur
P/BIC	: Précompte BIC
PEG	: Programme Economique du Gouvernement
PM	: Personne morale
PME	: Petites et moyennes entreprises
PP	: Personne physique
PPTE	: Pays Pauvres Très Endettés
RDC	: République Démocratique du Congo
TVA	: Taxe sur la valeur ajoutée
UE	: Union Européenne
USA	: United States of America
USD	: Dollar des Etats-Unis

SOMMAIRE

- 0. Introduction
- I. Organigramme de la Direction Générale des Impôts
- II. Exécution des missions de la Direction Générale des Impôts
- III. Gestion des moyens mis à la disposition de la Direction Générale des Impôts
- IV. Informatisation des Services
- V. Etat d'avancement des réformes
- VI. Perspectives d'avenir

INTRODUCTION

L'année 2011 a été caractérisée par la poursuite de l'exécution du Programme Economique du Gouvernement (2009 – 2012) avec le Fonds Monétaire International (FMI) au titre de la Facilité des crédits élargie (FCE) conclu dans le cadre de l'initiative renforcée pour les PPTTE. Sur le plan économique, budgétaire et financier, ce programme est notamment axé sur la consolidation de la stabilité macroéconomique et la mise en œuvre des réformes structurelles visant à améliorer la mobilisation des ressources internes et le renforcement de la gestion des finances publiques.

Dans le cadre de ce programme, la Direction Générale des Impôts (DGI) s'est résolument engagée, en 2011, dans le processus de mise en œuvre de la réforme du système fiscal et de la modernisation de l'Administration fiscale avec notamment la préparation de l'introduction, en République Démocratique du Congo, de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) en remplacement de l'Impôt sur le Chiffre d'Affaires (ICA), en vue de l'amélioration des capacités de mobilisation des recettes fiscales.

La mobilisation des recettes fiscales en 2011 a été caractérisée par un amenuisement sensible du potentiel fiscal dû principalement à l'arrêt des activités de certaines grandes entreprises minières (sociétés du groupe FIRST QUANTUM) et de leurs sous-traitants, lesquels avaient pourtant apporté une contribution significative dans les recettes de 2010. Par ailleurs, l'évolution très positive des cours de principaux métaux en 2010, qui pouvait laisser présager une augmentation des recettes en matière d'Impôt sur les Bénéfices et Profits (IBP) en 2011, n'a pu améliorer ce tableau parce que la plupart des entreprises minières se trouvent encore dans une phase où leurs activités ne permettent pas encore de dégager des revenus imposables conséquents. Les paiements de ces entreprises, à ce titre, se sont limités au millième de leurs chiffres d'affaires.

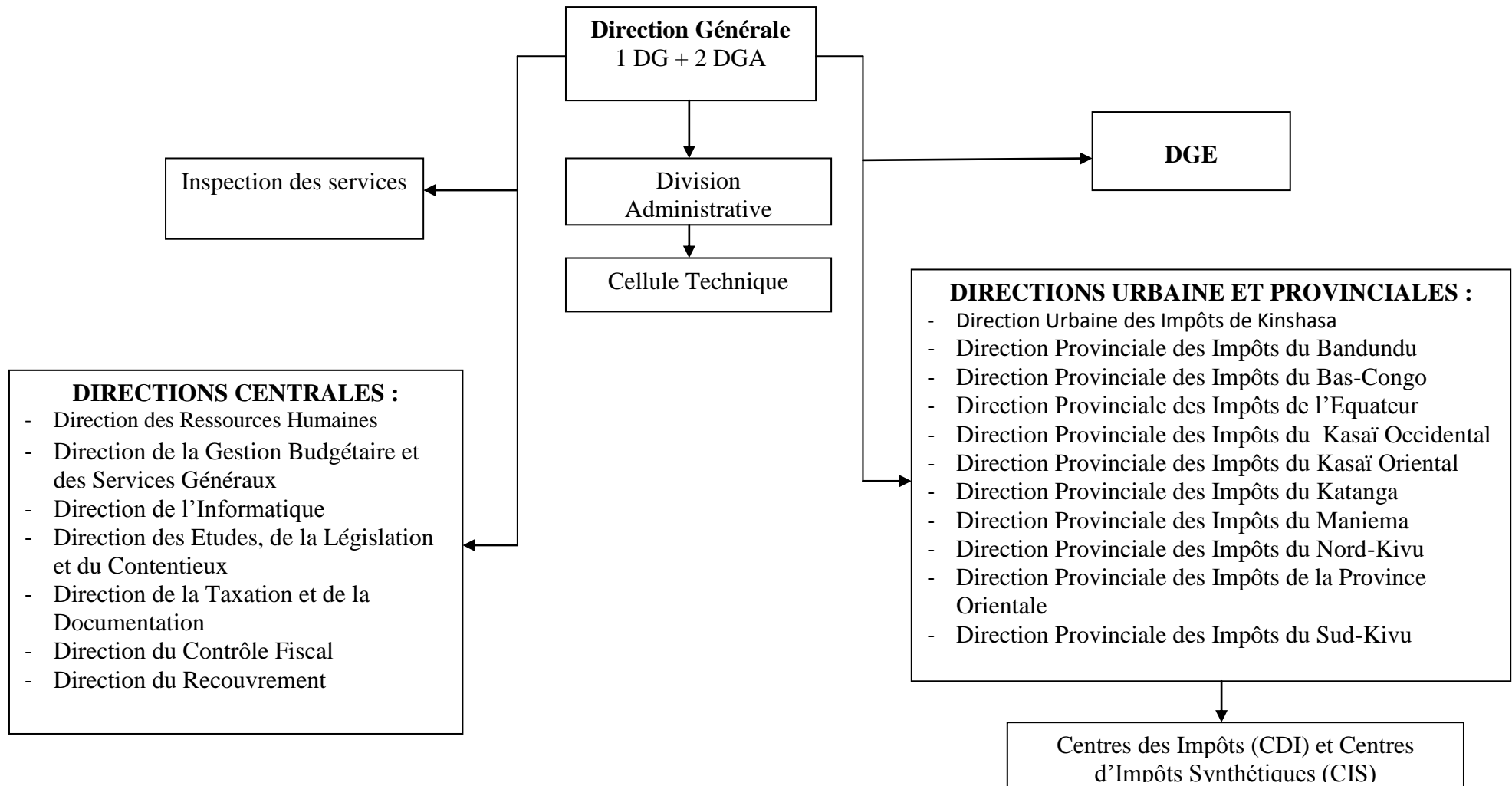
Par ailleurs, l'action de mobilisation des recettes au cours du dernier trimestre de l'année 2011 a été fortement gênée par l'environnement ayant entouré l'organisation des élections présidentielle et législatives, lequel a poussé la plupart des dirigeants des entreprises à s'absenter du pays rendant ainsi difficile la finalisation de certains dossiers de contrôle ou de recouvrement.

En dépit de l'environnement sus évoqué et de la diminution drastique de l'assiette fiscale dans le secteur minier, la DGI a réalisé des recettes de **CDF 893.307.395.407,27** auxquelles il convient d'ajouter des avances de **CDF 62.817.604.592,73** effectuées par quelques entreprises minières, soit un total de l'ordre de **CDF 956.125.000.000,00**, contre des assignations budgétaires de **CDF 1.114.355.174.076,00**, soit un taux d'exécution de **85,80 %**, dégageant un gap de **CDF 158.230.174.076,00**.

Les réalisations de **CDF 956.125.000.000,00** représentent un montant de **USD 1.042.681.986,31**. Il sied de mentionner que c'est pour la première fois que la DGI a dépassé la barre d'un milliard de dollars américains.

L'année 2011 fut également celle de l'aboutissement du plan d'action pour la mise en œuvre effective de la taxe sur la valeur ajoutée au 1^{er} janvier 2012 et de la préparation des Services et des opérateurs économiques à sa gestion efficace.

I. ORGANIGRAMME DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS



Cet organigramme fonctionnel a connu de modification au niveau de l'Administration Centrale. En effet, le Décret n° 011/43 du 22 novembre 2011 modifiant et complétant le Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant création de la Direction Générale des Impôts a procédé à :

- la scission de la Direction des Etudes, de la Législation et du Contentieux en deux nouvelles Directions, à savoir : la Direction des Etudes, Statistiques et Communication et la Direction de la Législation ;
- la création de deux nouvelles Directions, celle de l'Assiette Fiscale et la Direction de la Recherche et des Recouvrements, en remplacement de la Direction de la Taxation et de la Documentation et de la Direction du Contrôle Fiscal.

En outre, le même Décret a autorisé le Ministre ayant les finances dans ses attributions à fixer provisoirement le cadre structurel uniforme des Services d'Assiette et de Recouvrement des Sièges des Directions Provinciales des Impôts (DPI). En vue d'une meilleure gestion de la TVA par les structures réformées, les Sièges des DPI ne disposant pas de Centre des Impôts (CDI) ont été modélisés et modernisés en application de ce texte. A fin 2011, la DGI a déjà procédé à l'installation des CDI ci-après : le CDI de Kinshasa (2005), le CDI de Lubumbashi (2008) et celui de Goma (2011).

II. EXECUTION DES MISSIONS DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

II.1. RAPPEL DES MISSIONS DE LA DGI

Créée par le Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003, la Direction Générale des Impôts exerce, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, toutes les missions et prérogatives en matière fiscale relevant du Pouvoir central. Ces missions et prérogatives comprennent notamment celles concernant l'assiette, le contrôle, le recouvrement et le contentieux des impôts, taxes, redevances et prélèvements à caractère fiscal.

La Direction Générale des Impôts est, en outre, chargée d'étudier et de soumettre à l'autorité compétente les projets de lois, de décrets et d'arrêtés en la matière. Elle doit également être consultée pour tout texte ou toute convention à incidence fiscale ou tout agrément d'un projet d'investissement à un régime fiscal dérogatoire.

Elle exerce ses compétences sur toute l'étendue du territoire national.

II.2. ACTION DE LA HAUTE DIRECTION DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

La DGI est dirigée par un Directeur Général, assisté d'un ou de deux Directeurs Généraux Adjoints. Par Ordonnance Présidentielle n° 10/032 du 28 mai 2010, l'équipe dirigeante est composée de Messieurs Dieudonné LOKADI MOGA, Charles MUKWANGA WA MUKWANGA et Vincent KABWA KANYAMPA, respectivement, Directeur Général et Directeurs Généraux Adjoints. Le premier Directeur Général Adjoint est chargé des Questions Administratives et Financières, et le second des Questions Fiscales et des Réformes.

II.2.1. Supervision et coordination de l'ensemble des activités

Sous la houlette de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Adolphe MUZITU, dans le cadre des orientations données par Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, Joseph KABILA KABANGE, et sous l'encadrement permanent de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, MATATA PONYO Mapon, la Haute Direction a supervisé et coordonné l'ensemble des activités de la DGI. Elle a principalement donné l'impulsion dans les domaines ci-après :

- pilotage des missions d'assiette et de recouvrement, afin que les comités de pilotage de l'Administration Centrale et des Directions Urbaine et Provinciales des Impôts poursuivent normalement leurs activités ;

- mise en œuvre, par les Services, des recommandations issues du séminaire des Directeurs des Impôts, tenu à Kinshasa du 24 au 29 janvier 2011, sur le thème : « le renforcement de la fonction contrôle et la définition des stratégies et actions pour la mise en œuvre de la Taxe sur la Valeur Ajoutée » ;
- exécution des recommandations issues de la session des Directeurs des Impôts, tenue à Kinshasa du 07 au 08 octobre 2011, sur l'évaluation des contrats d'objectifs et de moyens signés entre la Haute Direction et les Directions Centrales, d'une part, et avec la Direction des Grandes Entreprises et les Directions Urbaine et Provinciales des Impôts, d'autre part ;
- définition des stratégies mensuelles de mobilisation des recettes, par la tenue des réunions de la Commission d'Assiette et de Recouvrement, en vue de leur exécution par les Services de l'Administration Centrale et les Services Opérationnels chargés de la gestion quotidienne de l'impôt.

II.2.2. Participation aux rencontres internationales et réunions de mobilisation des recettes

Le Directeur Général des Impôts a régulièrement participé aux réunions hebdomadaires de mobilisation des recettes, tenues au cabinet de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances, aux côtés notamment des responsables de deux autres Régies financières – la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA) et la Direction Générale des Recettes Administratives, Domaniales, Judiciaires et de Participations (DGRAD) – relevant du Pouvoir central.

Dans le cadre des rencontres internationales touchant à la politique fiscale ou à l'administration des impôts, les membres de la Haute Direction ont notamment pris part à :

- la 27^{ème} Assemblée générale et au 26^{ème} colloque international du Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF). Le Colloque tenu, du 16 au 19 mai 2011, à Oran, en Algérie, a porté sur le thème : « L'organisation de l'administration fiscale et performance » ;
- la conférence du FMI sur la mobilisation des recettes en Afrique Sub-saharienne tenue, du 21 au 22 mars 2011, à Nairobi, au Kenya ;
- la conférence du FMI sur la mobilisation des recettes dans les pays en développement tenue, du 17 au 19 avril 2011, à Washington, aux USA ;
- la conférence à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de la France, sur le thème : « Conduire le changement dans l'Administration publique », tenue, du 30 mai au 10 juin 2011, à Paris.

II.2.3. Mécanismes de collaboration avec d'autres structures

Au cours de l'année 2011, le Directeur Général des Impôts a procédé à la signature du Protocole d'accord de collaboration entre la Direction Générale des Impôts (DGI) et la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA), dans l'objectif de :

- systématiser l'échange de renseignements suivant une procédure moderne et efficace ;
- lutter conjointement contre la fraude douanière et fiscale.

II.3. MISSION DE LEGISLATION FISCALE

II.3.1. Projets de textes fiscaux initiés par la DGI

Conformément à l'article 2, alinéa 3 *in limine*, du Décret n° 017/2003 portant sa création, la DGI a un pouvoir d'initiative pour préparer, en matière fiscale, des avant-projets de lois à voter par le Parlement et à promulguer par le Président de la République, des avant-projets de décrets à sanctionner par le Premier Ministre et des projets d'arrêtés à signer par le Ministre ayant les Finances dans ses attributions. Dans ce cadre, elle a, en 2011, initié les textes ci-après :

- l'avant-projet de loi modifiant et complétant l'Ordonnance-Loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus, dans l'objectif d'imposer, en matière d'IBP, les prestations de services de toute nature fournies par les personnes physiques et morales non établies en République Démocratique du Congo ;
- l'avant-projet de loi portant modification de certaines dispositions de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, en vue d'unifier les échéances des impôts à paiement mensuel (IPR et IERE notamment) ;
- l'avant-projet de loi portant modification de l'Ordonnance-Loi n° 90-046 du 8 août 1990 portant réglementation du petit commerce en vue de ramener les contribuables relevant du régime de la patente dans le champ d'application de l'IBP ;
- l'avant-projet de loi portant abrogation du précompte de l'impôt sur les bénéfices et profits ;
- l'avant-projet de loi portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur les bénéfices et profits en remplacement du régime fiscal applicable aux petites et moyennes entreprises en matière d'impôt sur les revenus professionnels et d'impôt sur le chiffre d'affaires à l'intérieur ;
- l'avant-projet de décret portant mesures d'exécution de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ;
- le projet d'arrêté interministériel fixant la liste des équipements agricoles exonérés de la TVA ;
- le projet d'arrêté interministériel fixant la liste des intrants pharmaceutiques exonérés de la TVA ;
- le projet d'arrêté interministériel instituant une Commission chargée de l'examen des quotas des biens destinés à l'usage officiel des Missions Diplomatiques et Consulaires et des représentations des Organisations Internationales à exonérer de la TVA ;
- le projet d'arrêté interministériel modifiant et complétant l'Arrêté Interministériel n° 003/CAB/MIN/ECO-FIN&BUDG/2001 et n° 021/MIN-MINES-HYDRO/2001 du 25 juin 2001 fixant les modalités de révision des prix des carburants terrestres et d'aviation ;
- le projet d'arrêté ministériel portant modification du seuil d'assujettissement à la TVA ;

- le projet d'arrêté ministériel fixant les conditions d'agrément des représentants fiscaux des redevables de la TVA établis ou domiciliés hors de la RDC ;
- le projet d'arrêté ministériel fixant les modalités complémentaires de remboursement des crédits de TVA ;
- le projet d'arrêté ministériel fixant les modalités de traitement de l'impôt sur le chiffre d'affaires grevant les stocks et les crédits d'impôts sur le chiffre d'affaires existant au 31 décembre 2011 ;
- le projet d'arrêté ministériel modifiant et complétant l'Arrêté Ministériel n° 066/CAB/MIN/FINANCES/2011 du 29 novembre 2011 fixant les modalités de traitement de l'impôt sur le chiffre d'affaires grevant les stocks et des crédits d'impôt sur le chiffre d'affaires existant au 31 décembre 2011 ;
- le projet d'arrêté ministériel portant suspension de la perception de la TVA sur certains produits de première nécessité ;
- le projet d'arrêté ministériel portant suspension de la perception de la TVA à l'importation en faveur des entreprises pétrolières de production et des entreprises minières relevant d'un régime conventionnel.

II.3.2. Textes sanctionnés à l'initiative de la DGI

Des initiatives prises dans le domaine de la législation fiscale et de son interprétation, la DGI a reçu, en retour et pour exécution, notamment les textes ci-après :

- le Décret n° 011/19 du 14 avril 2011 portant modalités de calcul et de recouvrement de l'impôt professionnel sur les rémunérations des membres des Institutions politiques et Assimilés ;
- le Décret n° 011/42 du 22 novembre 2011 portant mesures d'exécution de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ;
- l'Arrêté Interministériel n° 219/CAB/MIN/AGRI/2011 et n° 323/CAB/MIN/FINANCES/2011 du 19 décembre 2011 fixant la liste des équipements agricoles exonérés de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ;
- l'Arrêté Interministériel n° 019/CAB/MIN/AFFET/2011 et n° 317/CAB/MIN/FINANCES/2011 du 23 décembre 2011 instituant une Commission chargée de l'examen des quotas des biens destinés à l'usage officiel des Missions Diplomatiques et Consulaires et des Représentations des Organisations Internationales à exonérer de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ;
- l'Arrêté Interministériel n° 016/CAB/MIN/SANTE/2011 et n° 328/CAB/MIN/FINANCES/2011 du 28 décembre 2011 fixant la liste des intrants pharmaceutiques exonérés de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ;
- l'Arrêté Interministériel n° 005/CAB/MIN-ECONAT/2011, n° 019/CAB/MIN/HYDRO/2011 et n° 330/CAB/MIN/FINANCES/2011 du 31 décembre 2011 modifiant et complétant l'Arrêté Interministériel n° 003/CAB/MIN/ECO-FIN&BUDG/2001 et n° 021/MIN-MINES-HYDRO/2001 du 25 juin 2001 fixant les modalités de révision des prix des carburants terrestres et d'aviation ;

- l'Arrêté Ministériel n° 008/CAB/MIN/FINANCES/2011 du 17 février 2011 portant fixation de coefficients de réévaluation applicables aux bilans clos au 31 décembre 2010 ;
- l'Arrêté Ministériel n° 036/CAB/MIN/FINANCES/2011 du 11 août 2011 portant réajustement des chiffres d'affaires limites de la deuxième catégorie des petites et moyennes entreprises ;
- l'Arrêté Ministériel n° 037/CAB/MIN/FINANCES/2011 du 11 août 2011 portant modification du seuil d'assujettissement à la Taxe sur la Valeur Ajoutée ;
- l'Arrêté Ministériel n° 061/CAB/MIN/FINANCES/2011 du 19 octobre 2011 portant suspension de la perception aux frontières du précompte de l'Impôt sur les Bénéfices et Profits ;
- l'Arrêté Ministériel n° 065/MIN/FINANCES/2011 du 29 novembre 2011 fixant les modalités complémentaires de remboursement des crédits de taxe sur la valeur ajoutée ;
- l'Arrêté Ministériel n° 066/CAB/MIN/FINANCES/2011 du 29 novembre 2011 fixant les modalités de traitement de l'impôt sur le chiffre d'affaires grevant les stocks et les crédits d'impôts sur le chiffre d'affaires existant au 31 décembre 2011 ;
- l'Arrêté Ministériel n° 067/CAB/MIN/FINANCES/2011 du 29 novembre 2011 fixant les conditions d'agrément des représentants fiscaux des redevables de la Taxe sur la Valeur Ajoutée établis ou domiciliés hors de la République Démocratique du Congo ;
- l'Arrêté Ministériel n° 071/CAB/MIN/FINANCES/2011 du 30 décembre 2011 portant suspension de la perception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée sur certains produits de première nécessité ;
- l'Arrêté Ministériel n° 072/CAB/MIN/FINANCES/2011 du 30 décembre 2011 portant suspension de la perception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée à l'importation en faveur des entreprises pétrolières de production et des entreprises minières relevant d'un régime conventionnel.

II.3.3. Ediction des mesures d'exécution de la législation fiscale

Dans le cadre de sa mission générale d'exécution de la législation et de la réglementation fiscales et dans le respect de son pouvoir réglementaire résiduel en la matière, la DGI a édicté des instructions portant notamment sur :

- les modalités de taxation d'office de l'Impôt sur les Bénéfices et Profits ;
- les dispositions sur les modalités de déclaration des stocks par les revendeurs des produits importés ;
- les modalités d'application de la déductibilité de l'Impôt sur le Chiffre d'Affaires, en ce qui concerne précisément l'entendement des termes « matières premières » et « biens intermédiaires » ;
- les précisions sur les modalités pratiques d'application de l'Impôt Synthétique Libératoire à partir de l'exercice fiscal 2011, revenus 2010, relativement à la Circulaire Ministérielle n° 001/CAB/MIN/FINANCES/2011 du 7 février 2011 et à la

Circulaire Ministérielle n° 003/CAB/MIN/FINANCES/2011 du 12 février 2011 portant sur le même objet ;

- la coordination de l'activité de recherche et recoupement au sein de la Direction Générale des Impôts ;
- la gestion des comptes de contribuables au sein des Services opérationnels ;
- l'organisation des missions de contrevérification fiscale ;
- l'organisation du contrôle fiscal au premier degré ;
- l'interdiction de contrôle et recouvrement des impôts, droits, taxes et autres redevances dus à l'Etat sans requête des Régies financières, en application du Décret n° 011/03 du 21 janvier 2011 portant sur le même objet ;
- les modalités pratiques de demande et de communication des données de recoupement ;
- l'organisation des missions ponctuelles de fiscalisation des contribuables non répertoriés ;
- les instructions relatives à l'assujettissement des entreprises à la Taxe sur la Valeur Ajoutée ;
- la mise en service du modèle de déclaration mensuelle de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ;
- la mise en service du modèle de l'état détaillé des déductions de Taxe sur la Valeur Ajoutée ;
- la mise en service du modèle de déclaration des stocks ;
- la mise en service du modèle de déclaration d'assujettissement à la Taxe sur la Valeur Ajoutée ;
- la mise en service du modèle de formulaires de demande de remboursement des crédits de Taxe sur la Valeur Ajoutée ;
- la diffusion du nouveau modèle d'attestation de situation fiscale ;
- le rappel des dispositions en matière de facturation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Par ailleurs, en prévision de l'application effective de la TVA au 1^{er} janvier 2012 et dans le souci de garantir une meilleure application de la nouvelle législation, tant par les Services de la DGI que par les opérateurs économiques, des équipes d'accompagnement ont été constituées à cet effet. Lesdites équipes avaient reçu notamment pour tâches :

- d'apporter leur concours dans la gestion efficace des opérations de passage de l'ICA à la TVA, particulièrement en ce qui concerne les modalités de traitement de l'ICA grevant les stocks et des crédits d'ICA existant au 31 décembre 2011 ;
- d'expliciter la manière de remplir les imprimés TVA, principalement la déclaration mensuelle TVA ;
- d'appuyer techniquement les Services dans la rédaction des réponses à réserver aux préoccupations enregistrées en rapport avec l'application de la législation sur la TVA et ses mesures d'application.

II.3.4. Participation aux travaux préparatifs à l'octroi des avantages fiscaux

Devant être consultée pour tout texte ou toute convention à incidence fiscale ou tout agrément d'un projet d'investissement à un régime fiscal dérogatoire, et ce, conformément à l'article 2, alinéa 3 *in fine*, du Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant sa création, la DGI a pris part, au cours de l'année 2011, à des réunions organisées par l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANAPI) en vue de l'examen des demandes d'agrément des projets au régime général du Code des Investissements. Au total, 155 projets ont été agréés à ce régime au cours de la période, en attendant la signature des arrêtés interministériels des Ministres ayant le Plan et les Finances dans leurs attributions.

II.3.5. Participation à la conclusion des conventions fiscales internationales

Conformément à l'article 2, alinéa 3 *in fine*, du Décret n° 017/2003 du 02 mars 2003 portant sa création, la DGI est consultée avant la conclusion de toute convention à incidence fiscale. Dans ce cadre, la DGI a participé, en 2011, aux activités ci-après, en rapport avec les conventions fiscales internationales :

- participation au débat au sein de la Commission Economie et Finances de l'Assemblée Nationale sur le bien-fondé et les avantages que tirerait la République Démocratique du Congo en ratifiant les Conventions préventives à la double imposition, à la fraude et à l'évasion fiscales en matière d'impôt sur le revenu avec la République Sud-Africaine, d'une part, et avec le Royaume de Belgique, d'autre part ; ce processus a abouti à l'adoption et à la promulgation des Lois n° 11/019 du 15 septembre 2011 et n° 11/021 du 24 décembre 2011 autorisant la ratification des Conventions avec respectivement la République Sud-Africaine et le Royaume de Belgique ;
- participation, en Corée du Sud, à une mission constituée des experts du Gouvernement congolais, dans le cadre de laquelle la DGI a eu à préparer un projet de convention fiscale proposé à la partie sud-coréenne ;
- participation aux travaux entre experts congolais et turcs de négociation de projets d'accords sur le libre échange, sur la promotion et la protection mutuelles des investissements ainsi que de celui de convention de non-double imposition ; toutefois, les deux derniers projets d'accords n'avaient pas connu un début de négociation en 2011 ;
- participation à deux rounds de négociation entre experts congolais et indiens d'un projet d'accord relatif à l'échange de renseignements et à l'assistance mutuelle en matière de perception des impôts, tenus respectivement à Kinshasa et à New Delhi.

II.4. EXECUTION DU BUDGET DES RECETTES DES IMPOTS

Le Budget de l'Etat de l'exercice 2011 assigne à la DGI des recettes hors Pétroliers producteurs de l'ordre de **CDF 1.114.355.174.076,00**, soit une moyenne mensuelle de **92,86** milliards. Par rapport aux assignations budgétaires de l'année 2010 de l'ordre de **CDF 798.069.054.563,57**, soit une moyenne mensuelle de **66,50** milliards, ces prévisions connaissent un taux d'accroissement de **39,64%**

A fin 2011, les recettes hors pétroliers producteurs de la DGI comptabilisées se chiffrent à **CDF 956.125.000.000,00**. Par rapport aux prévisions budgétaires de la période de **CDF 1.114.355.174.076,00**, il se dégage un écart négatif de **CDF 158.230.174.076,00**, soit un taux d'exécution de **85,80%**.

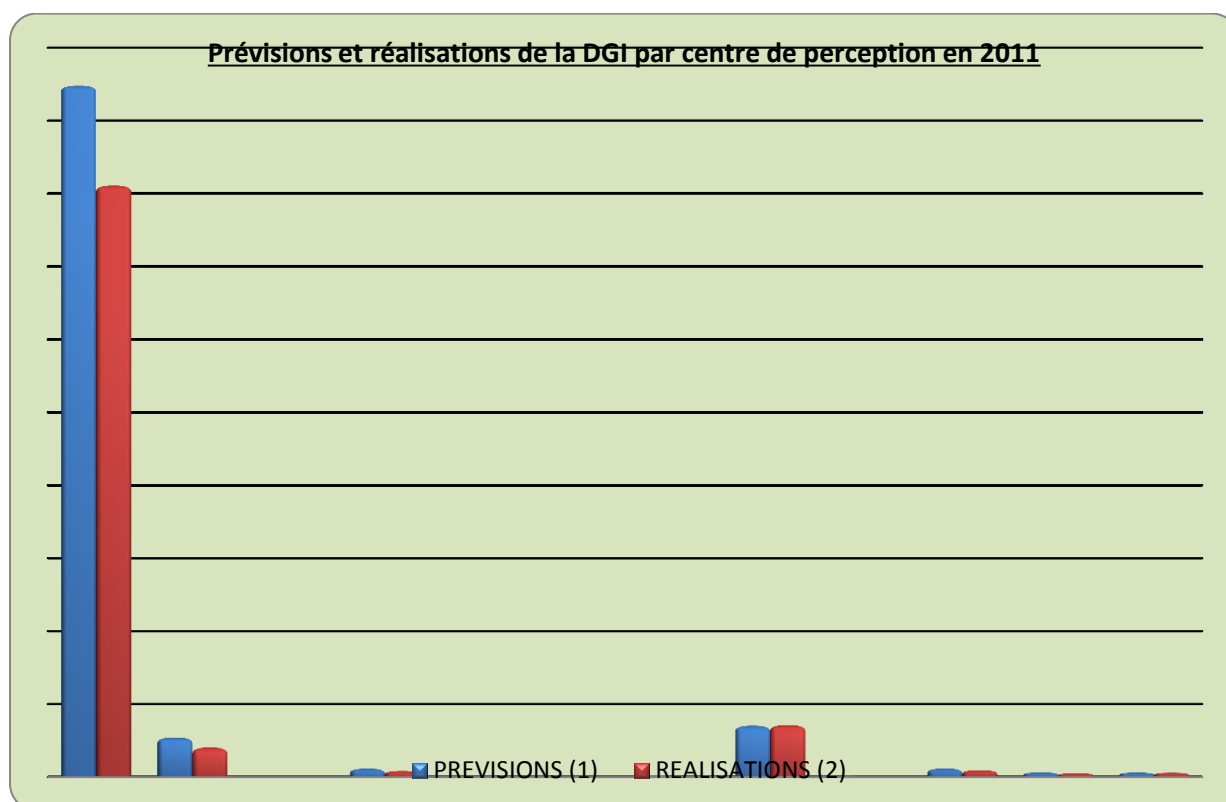
II.4.1. Mesures d'accompagnement du Budget des recettes des Impôts

Pour l'exécution du Budget des recettes des Impôts de l'année 2011, les mesures ci-après ont été arrêtées et mises en œuvre :

- le début effectif du fonctionnement des organes de pilotage des missions d'assiette et de recouvrement au niveau de l'Administration centrale et à celui des Directions Urbaine et Provinciales des Impôts ;
- le renforcement de la fonction gestion, en vue d'un suivi plus efficace, en cours d'année, de la situation fiscale des contribuables ;
- le renforcement des mesures d'encadrement des activités de contrôle à travers, entre autres, la mise en place d'une banque de données de recoupements et l'institution d'un contrôle-qualité des redressements établis par les Services ;
- la maîtrise du solde débiteur dans le respect du délai de prescription de recouvrement ;
- le traitement accéléré, dans le respect du délai légal d'instruction, du contentieux d'assiette dans sa phase administrative ;
- un meilleur encadrement des droits courants attesté par une réduction significative des taux de défaillance en matière de souscription des déclarations au niveau des structures réformées ;
- le démarrage du Centre des Impôts de Goma pour un meilleur suivi des entreprises de taille moyenne de la Province du Nord-Kivu ;
- l'application rigoureuse de la réglementation sur le Numéro Impôt par l'ensemble des services publics (Ministères, Etablissements et Organismes publics, Provinces, Entités Territoriales Décentralisées, etc.) ;
- la poursuite de l'application du régime fiscal des PME par le recouvrement effectif de l'Impôt Synthétique Libératoire.

II.4.2. Exécution du Budget des recettes des Impôts par centre de perception

CENTRE	PREVISIONS (1)	REALISATIONS (2)	ECART (3) = (2) - (1)	TAUX D'EXECUTION	TAUX DE PARTICIPATION
DGE	947 889 190 112,28	810 965 791 650,60	-136 923 398 461,68	85,55%	84,82%
DUI-KIN	54 185 153 730,62	40 380 936 101,96	-13 804 217 628,66	74,52%	4,22%
S/TOTAL KINSHASA	1 002 074 343 842,90	851 346 727 752,56	-150 727 616 090,34	84,96%	89,04%
BANDUNDU	1 231 413 862,36	868 141 182,40	-363 272 679,96	70,50%	0,09%
BAS CONGO	11 366 881 456,17	8 276 983 471,37	-3 089 897 984,80	72,82%	0,87%
EQUATEUR	1 133 429 389,74	826 385 725,58	-307 043 664,16	72,91%	0,09%
KASAÏ OCC	1 048 909 441,74	918 120 252,72	-130 789 189,02	87,53%	0,10%
KASAÏ OR	1 756 849 678,10	1 274 115 521,85	-482 734 156,25	72,52%	0,13%
KATANGA	70 359 870 433,17	71 154 185 680,52	794 315 247,35	101,13%	7,44%
MANIEMA	1 573 743 353,89	1 245 953 793,08	-327 789 560,81	79,17%	0,13%
NORD-KIVU	11 547 781 191,47	9 285 967 331,74	-2 261 813 859,73	80,41%	0,97%
PROVINCE ORIENTALE	6 244 205 871,20	5 106 848 531,74	-1 137 357 339,46	81,79%	0,53%
SUD-KIVU	6 017 745 555,60	5 821 570 756,44	-196 174 799,16	96,74%	0,61%
S/TOTAL DPI	112 280 830 233,44	104 778 272 247,44	-7 502 557 986,00	93,32%	10,96%
TOTAL HORS PETROLIERS PRODUCTEURS	1 114 355 174 076,00	956 125 000 000,00	-158 230 174 076,00	85,80%	100,00%



Il ressort du tableau et du graphique que **96,48%** de ces recettes sont réalisées par la DGE pour **84,82%**, la DPI/Katanga pour **7,44%** et la DUI-KIN pour **4,22%**. Viennent ensuite les DPI/Nord-Kivu et Bas-Congo avec respectivement **0,97%** et **0,87%**. Les autres Services gestionnaires se répartissent les **1,68%** restants.

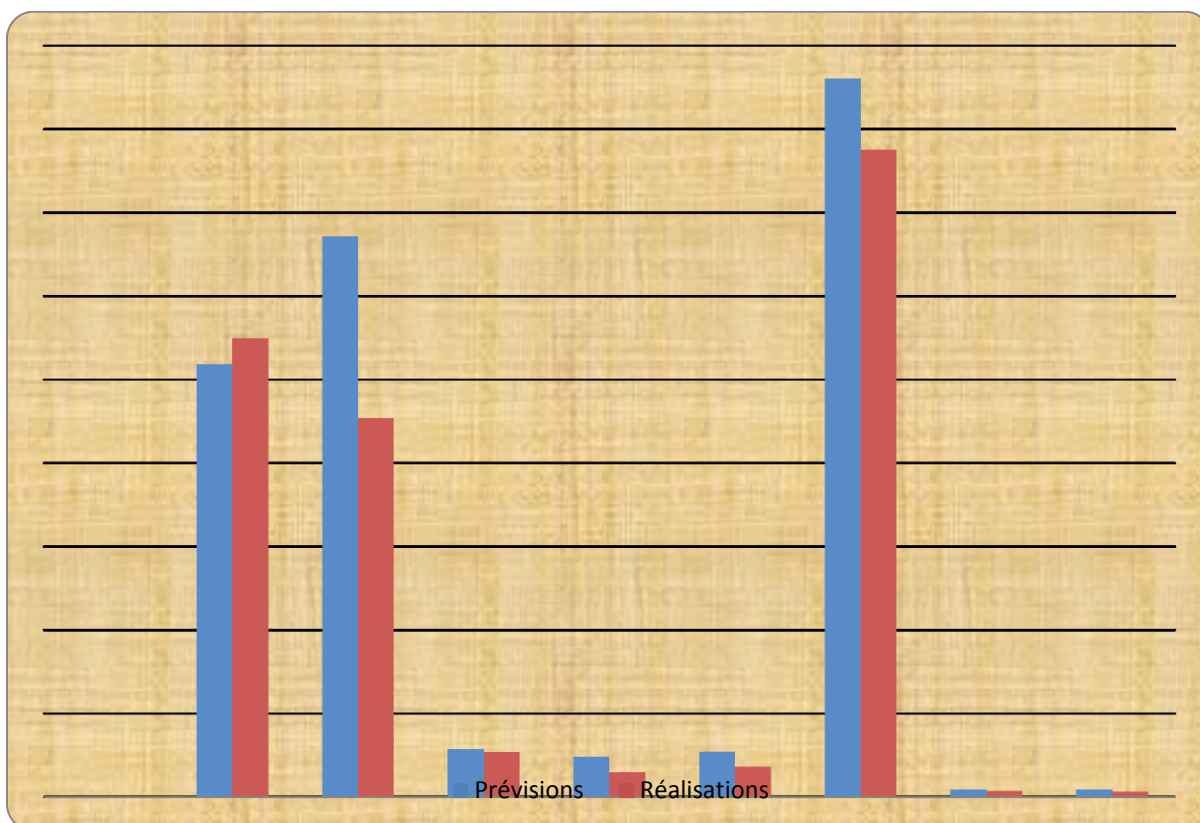
II.4.3. Exécution du Budget des recettes des Impôts par nature d'impôt

Au regard des assignations budgétaires de l'exercice, les réalisations, par nature d'impôt, de la DGI se présentent de la manière suivante :

N° ORDRE	LITTERA	LIBELLE	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXECUTION
	711	IMPÔTS S/ LES REV.; BEN. & GAINS EN CAP.			
A	7111	IMPOT SUR LES REVENUS DES PERS. PHYS.			
	71111a	Impôt sur les revenus des nationaux	183 609 140 091,18	228 882 767 353,09	124,66%
	71111b	IPR / NAT. Institutions Politiques	25 523 558 163,33	13 375 492 087,52	52,40%
	71 112	Impôt sur les rev. des Expatriés	46 757 513 203,20	31 370 781 226,64	67,09%
	71 113	Impôt sur les rev.des Prof. Libérales	3 367 543 016,88	1 319 388 966,99	39,18%
S/TOTAL A			259 257 754 474,58	274 948 429 634,24	106,05%
B	7 112	IMPÔT SUR LES BENEFICES DES SOCIETES ET AUTRES ENTREPRISES			
	71 121	Impôt sur les bén.des Stés non pétrolières	300 235 529 978,00	203 430 891 481,70	67,76%
	71 123	Impôt sur les bén.des Eses Individuelles	35 478 797 979,48	23 353 732 425,27	65,82%
S/TOTAL B			335 714 327 957,48	226 784 623 906,97	67,55%
C	7 113	IMPÔT SUR LES GAINS EN CAPITAL			
	71 131	Impôts sur les revenus des cap.mobiliers.	28 844 181 220,99	27 052 845 394,49	93,79%
S/TOTAL C			28 844 181 220,99	27 052 845 394,49	93,79%
D	7 118	AMENDES ET PEN. SUR IMPÔTS S/LES REV., BEN. ET GAINS EN CAP.			
	71 181	Amendes et pénalités	24 138 853 978,11	14 737 450 439,56	61,05%
S/TOTAL D			24 138 853 978,11	14 737 450 439,56	61,05%
E	712	IMPÔT SUR LES SALAIRES & LA MAIN D'ŒUVRE			
	7 121	Impôt Excep.s/ les Rém.desExpatriés (IERE)	27 216 389 750,36	18 107 428 588,03	66,53%
S/TOTAL E			27 216 389 750,36	18 107 428 588,03	66,53%
F	714	IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES			
	714 131	ICA / I sur les ventes locales	165 625 255 083,50	119 016 035 000,71	71,86%
	714 132	ICA / I sur les prestations de services	251 583 290 200,75	261 441 273 302,43	103,92%
	714 133	ICA / I sur les travaux immobiliers	13 051 007 101,16	7 296 677 209,17	55,91%
S/TOTAL F			430 259 552 385,41	387 753 985 512,32	90,12%
G	7 145	TAXES SUR L'UTILISATION OU L'AUTORISATION D'UTILISER DES BIENS OU D'EXERCER DES ACTIVITES			
	714 511	Immatriculation des véhicules routiers (plaques)	4 619 169 689,07	3 622 639 293,44	78,43%
S/TOTAL G			4 619 169 689,07	3 622 639 293,44	78,43%
H	7 423	VENTES RESIDUELLES DES ETABLISSEMENTS NON MARCHANDS			
	742 339	Ventes des Imprimés	4 304 944 620,00	3 117 597 230,96	72,42%
S/TOTAL H			4 304 944 620,00	3 117 597 230,96	72,42%
TOTAL			1 114 355 174 076,00	956 125 000 000,00	85,80%

En grandes rubriques budgétaires, les réalisations de la DGI en 2011 se présentent comme suit :

LIBELLE	PREVISIONS	REALISATIONS	ECART	TAUX D'EXECUTION	TAUX DE PARTICIPATION
IMPOT SUR LES REVENUS DES PERS. PHYS.	259 257 754 474,58	274 948 429 634,24	15 690 675 159,65	106,05%	28,76%
IMPÔT SUR LES BENEFICES DES SOCIETES ET AUTRES ENTREPRISES	335 714 327 957,48	226 784 623 906,97	-108 929 704 050,51	67,55%	23,72%
IMPÔT SUR LES GAINS EN CAPITAL	28 844 181 220,99	27 052 845 394,49	-1 791 335 826,50	93,79%	2,83%
AMENDES ET PEN. SUR IMPÔTS S/LES REV., BEN. ET GAINS EN CAP.	24 138 853 978,11	14 737 450 439,56	-9 401 403 538,55	61,05%	1,54%
IMPÔT SUR LES SALAIRES & LA MAIN D'ŒUVRE	27 216 389 750,36	18 107 428 588,03	-9 108 961 162,34	66,53%	1,89%
IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES (ICA)	430 259 552 385,41	387 753 985 512,32	-42 505 566 873,09	90,12%	40,55%
TAXES SUR L'UTILISATION OU L'AUTORISATION D'UTILISER DES BIENS OU D'EXERCER DES ACTIVITES	4 619 169 689,07	3 622 639 293,44	-996 530 395,63	78,43%	0,38%
VENTES RESIDUELLES DES ETABLISSEMENTS NON MARCHANDS	4 304 944 620,00	3 117 597 230,96	-1 187 347 389,04	72,42%	0,33%
TOTAL GENERAL	1 114 355 174 076,00	956 125 000 000,00	-158 230 174 076,00	85,80%	100,00%



II.4.4. Justification du niveau d'exécution du Budget des recettes des Impôts

A fin 2011, les recettes hors pétroliers producteurs de la DGI comptabilisées se chiffrent à **CDF 956.125.000.000,00**. Par rapport aux prévisions budgétaires de la période de **CDF 1.114.355.174.076,00**, il se dégage un écart négatif de **CDF 158.230.174.076,00**, soit un taux d'exécution de **85,80%**.

II.4.4.1. Justification en rapport avec les indicateurs issus du cadrage macroéconomique

Les prévisions des recettes de la DGI sont élaborées en tenant compte notamment des indicateurs issus du cadrage macroéconomique tels que déterminés par la Circulaire du Ministère du Budget contenant les instructions relatives à l'élaboration du Budget de l'Etat pour l'exercice concerné. Il s'agit principalement du taux de croissance du PIB, du taux de déflateur du PIB et du taux de change moyen.

D'emblée, il importe de souligner le fait que le taux de croissance du PIB constaté à fin 2011 n'a pas d'incidence directe sur le niveau des recettes mobilisées dans l'année, en raison du décalage entre la période de réalisation des revenus et l'année d'imposition. En effet, le taux de croissance économique observé n'entraîne pas un accroissement corrélatif des impôts dus au profit du Trésor au titre de l'année concernée dans la mesure où les bénéficiaires y relatifs ne pourront être imposés qu'au cours de l'exercice suivant. Particulièrement pour le secteur minier, les bénéficiaires en question ne peuvent être imposés au cours de l'exercice suivant que sous réserve notamment de la récupération, par les entreprises concernées, des pertes fiscales cumulées des années 2009 et 2010 de **CDF 2.523.802.602.210,40**.

L'écart négatif de **CDF 158.230.174.076,00** a comme première explication le décalage entre les indicateurs macroéconomiques projetés pour l'élaboration du Budget des recettes de l'année 2011 et ceux effectivement constatés en fin d'année :

	2011		
	VOTE	REALISE	ECART
Taux de croissance du PIB (%)	6,8	6,9	0,1
Déflateur du PIB (%)	8,6	15,5	6,9
Taux de change moyen (CDF/USD)	961,6	919,5	-42,1

Source : Circulaire n° 002/CAB/VPM BUDGET/2012 du 07 août 2012.

De ce tableau, il y a lieu de noter que le niveau élevé du déflateur du PIB à fin 2011 (15,5%) par rapport à son niveau projeté (8,6%) procède de l'amenuisement du PIB réel traduisant une baisse de l'activité économique de l'année

et, par conséquent, celle du niveau des recettes attendues. Par ailleurs, la faiblesse du taux de change constaté de 919,5 par rapport à celui incorporé dans les prévisions de l'année de l'ordre de 961,6 a pour conséquence la diminution des réalisations provenant des secteurs qui étaient autorisés à procéder au paiement des impôts en monnaies étrangères (entreprises pétrolières de production et minières).

II.4.4.2. Autres faits justificatifs

Le niveau de réalisation constaté en 2011 et l'écart négatif global relevé ci-haut s'expliquent également par les faits ci-après :

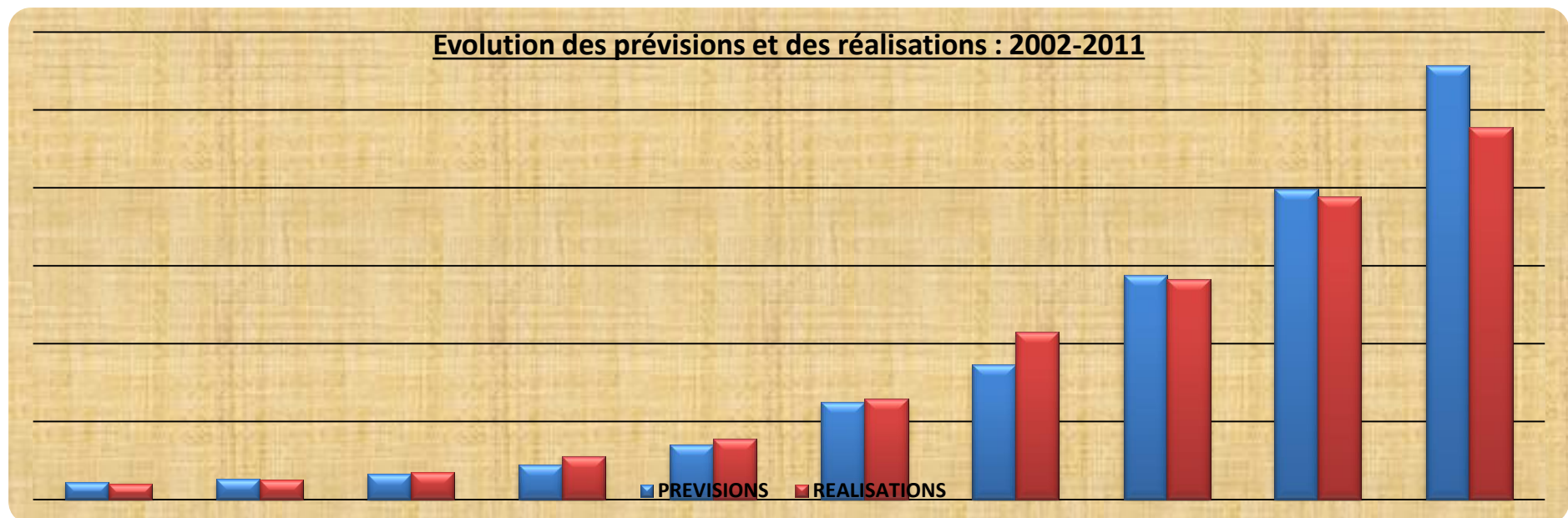
1. Le mauvais comportement des paiements au titre d'IBP. En effet, ces paiements se sont chiffrés à **CDF 203.430.891.481,70** contre des prévisions de **CDF 300.235.529.978,00**, soit un écart négatif de **CDF 96.804.638.496,30**. Cette contre-performance est imputable :
 - au manque à gagner occasionné par l'arrêt des activités des entreprises du Groupe FIRST QUANTUM (FRONTIER, COMISA et leurs sous-traitants), dont la participation était très importante dans les recettes 2010. En effet, le titre minier de la société FRONTIER avait été retiré au cours du second semestre de l'année 2010 ;
 - à l'impact négatif sur le résultat fiscal de l'exercice 2011 dû au report des pertes fiscales cumulées par les entreprises du secteur minier (revenus 2009 et 2010) de l'ordre de **CDF 2.523.802.602.210,40**. Ces cas de pertes fiscales déclarées en 2011 concernent notamment les entreprises ci-après : TENKE FUNGURUME MINING (**CDF 793.833.578,00**), KAMOTO COPPER COMPANY (**CDF 139.634.594.061,38**), MMG KINSEVERE ex. AMCK MINING (**CDF 43.670.119.070,00**), BOSS MINING SPRL (**CDF 69.278.007.474,00**), MUTANDA MINING (**CDF 54.999.579.390**), RUASHI MINING (**CDF 105.127.388.307,00**). Dans ces conditions, ces entreprises n'ont pu effectuer que le paiement, au titre d'IBP, d'un impôt minimum représentant le millième de leurs chiffres d'affaires déclarés ;
 - les résultats déficitaires déclarés en mars 2011 par les sociétés des télécommunications (VODACOM : **CDF 86.393.015.984,00**, CCT : **CDF 20.439.601.821,00**, TIGO : **CDF 28.578.841.225,65**) ;
 - les résultats peu reluisants enregistrés par certaines entreprises relevant des autres secteurs, entre autres :

ENTREPRISE	IBP 2010/2009	IBP 2011/2010	ECART
ATC	3 304 714 005,60	84 668 907,60	-3 220 045 098,00
FINA CONGO	3 300 993 434,23	2 243 147 054,86	-1 057 846 379,37
SEP CONGO	2 984 184 175,00	1 547 610 625,56	-1 436 573 549,44
TOTAL			-5 714 465 026,81

2. L'insuffisance du paiement de l'IPR à charge des membres des Institutions Politiques et Assimilés entraînant un manque à gagner de **CDF 12.148.066.075,81** à fin 2011 ;
3. La souscription des déclarations des impôts à paiement mensuel (IPR, ICA) non suivies de paiement dans le chef de plusieurs entreprises du portefeuille de l'Etat (REGIDESO, OCPT, CINAT, STUC, GHK...) tout au long de l'année ;
4. L'interférence des instances judiciaires (Cours d'appel, Tribunaux de Grande Instance et Tribunaux de Commerce) dans la procédure de recouvrement forcé des droits dus au Trésor par certaines grandes entreprises ;
5. L'impact négatif de la décision de prolongation des exonérations *contra legem* accordées à certaines entreprises (MIDEMA et BRALIMA notamment) dans le cadre des contrats-programmes signés avec le Gouvernement.

II.4.5. Evolution des réalisations de la DGI de 2002 à 2011

ANNEE \ RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
PREVISIONS	45 225 853 638,00	51 988 000 000,00	65 200 000 000,00	90 377 000 000,00	140 997 000 000,00	250 363 128 853,54	346 700 000 000,00	576 574 312 145,00	798 069 054 563,57	1 114 355 174 076,00
REALISATIONS	40 561 785 276,00	49 731 932 111,22	70 318 624 328,26	110 926 096 036,44	156 036 631 644,99	258 053 508 953,00	430 749 636 794,00	564 451 315 336,03	778 456 531 944,17	956 125 000 000,00
TAUX D'EXECUTION	89,69%	95,66%	107,85%	122,74%	110,67%	103,07%	124,24%	97,90%	97,54%	85,80%



II.4.6. Suivi des paiements du secteur des ressources naturelles

Le secteur des ressources naturelles (Mines, Hydrocarbures et Forêts) a contribué à hauteur de **CDF 381.915.424.078,34**. Par rapport aux recettes globales de la DGI de l'ordre de **CDF 956.125.000.000,00**, la participation du secteur atteint un taux de **39,94 %**. Les détails de ces paiements, par nature d'impôt, se présentent comme suit :

NATURE	MINES	HYDROCARBURES	FORÊT	CUMUL
IBP	44 562 414 291,19	142 012 032 460,49	436 947 242,94	187 011 393 994,62
IM	6 033 476 712,44	730 977 915,32	152 855 724,71	6 917 310 352,47
IPR/Nat	103 344 718 673,34	16 179 807 839,90	2 231 916 011,45	121 756 442 524,69
IPR/Exp	2 577 265 029,08	0,00	228 059 795,06	2 805 324 824,14
IER	1 258 279 591,70	6 488 382,61	69 206 170,68	1 333 974 144,99
ICA/I	39 865 500 325,16	602 244 005,41	829 436 580,05	41 297 180 910,62
IMPRIMES	23 080,00	0,00	0,00	23 080,00
PENALITES	9 605 497 168,40	1 387 104 220,20	162 693 115,82	11 155 294 504,42
AMR A	38 907 554,87	0,00	0,00	38 907 554,87
Avances des Pétr. Prod	0,00	9 524 548 816,56	0,00	9 524 548 816,56
Préc.BIC	75 023 370,96	0,00	0,00	75 023 370,96
TOTAL	207 361 105 797,14	170 443 203 640,49	4 111 114 640,71	381 915 424 078,34

II.4.7. Suivi des paiements des Pétroliers producteurs

Pour l'exercice 2011, les prévisions budgétaires des Pétroliers producteurs s'élèvent à **CDF 138.911.103.592,00**. Les paiements pour la période sont de **CDF 150.622.050.975,83**, ce qui représente un taux d'exécution de **108,43%**. Par rapport aux recettes enregistrées en 2010, soit **CDF 98.430.871.761,66**, il se dégage un taux d'accroissement de **53,02 %**.

Les détails y relatifs se présentent comme suit :

		2011				
	Répertoire	Production en baril	Exportations en baril	Ventes en USD	Réalizations en CDF	Prix moyen du baril
ON SHORE	1. LIREX	1 512 483,02	1 570 000,00	164 466 335,00	38 509 404 829,71	104,69
GROUPE PERENCO	2. PERENCO-REP	1 814 983,06	1 860 000,00	196 432 805,00	39 511 947 012,91	104,69
TOTAL ON SHORE		3 327 466,08	3 430 000,00	360 899 140,00	78 021 351 842,62	104,69
OFF SHORE	3. MIOC	2 595 794,50	2 775 256,00	304 596 932,39	36 514 639 182,99	109,17
GROUPE CHEVRON	4. TEIKOKU	1 682 300,94	1 780 000,00	195 289 510,00	23 346 691 283,80	109,17
	5. ODS LTD	923 493,56	970 000,00	106 331 390,00	12 739 368 666,42	109,17
TOTAL OFF SHORE		5 201 589,00	5 525 256,00	606 217 832,39	72 600 699 133,21	109,17
TOTAL GENERAL		8 529 055,08	8 955 256,00	967 116 972,39	150 622 050 975,83	0,00

Le prix du baril pour la production du pétrole on shore s'est situé pour l'année 2011, entre les fourchettes de USD 98,00 et 121,61 tandis que celui du pétrole off shore s'est situé entre les fourchettes de USD 98,30 et 121,61.

II.5. MISSIONS D'ASSIETTE

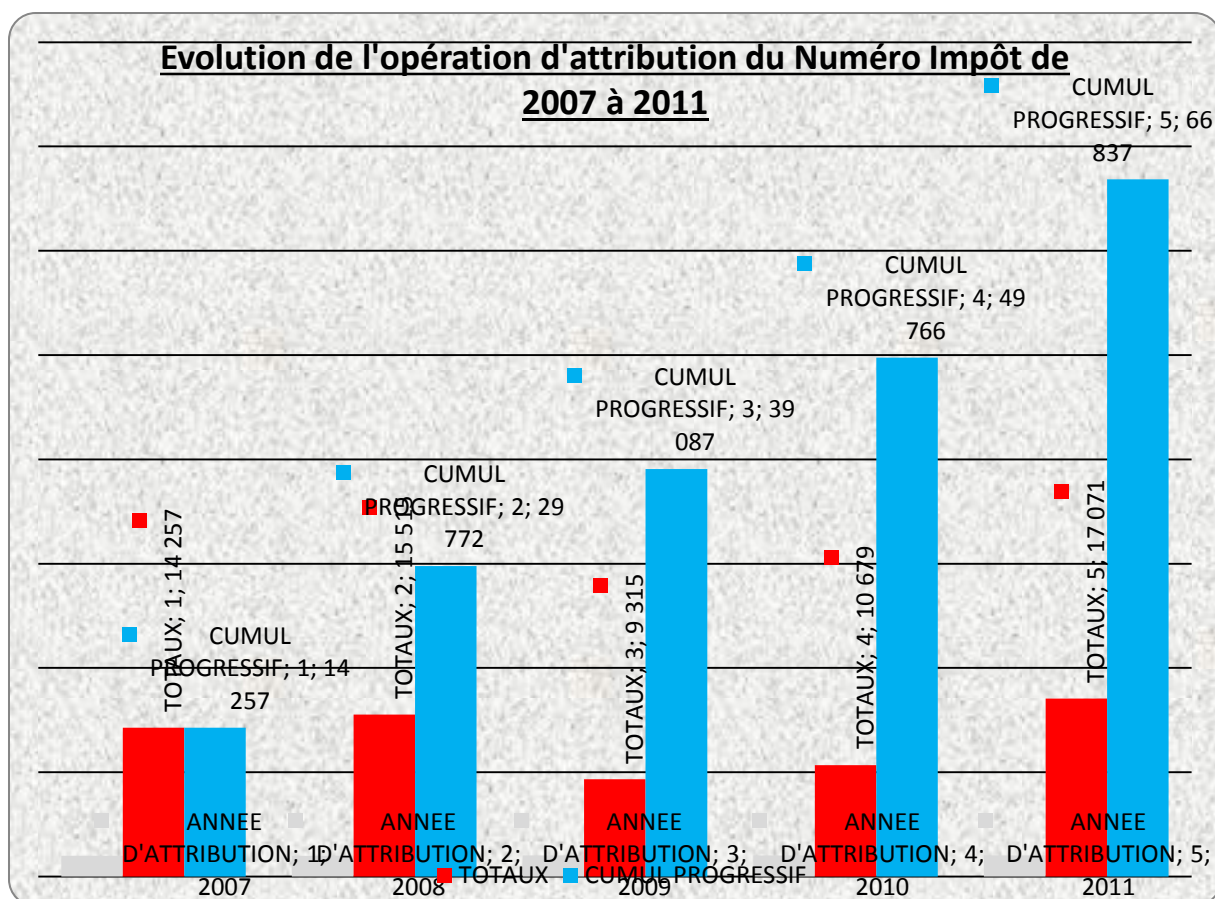
II.5.1. Attribution du Numéro Impôt

Institué par le Décret n° 03/012 du 18 juillet 2003, le Numéro Impôt, qui ne remplace pas le Numéro d'identification national créé par l'Ordonnance n° 73-236 du 13 août 1973, sert à l'identification des contribuables. Il est le seul identifiant de toute personne physique ou morale, redevable d'impôts et autres droits dus à l'Etat. Il répond au triple souci de :

- maîtriser les répertoires généraux des contribuables et assujettis de tous les services opérationnels ;
- faciliter le recoupement d'informations à caractère fiscal entre différentes Administrations ;
- élargir l'assiette fiscale.

Depuis le début de l'opération, l'attribution du Numéro Impôt s'est effectuée jusqu'à fin 2011, de la manière ci-après :

ANNEE D'ATTRIBUTION	PP	PM	ASBL	TOTAL	CUMUL PROGRESSIF
2007	12 336	1 415	506	14 257	14 257
2008	13 905	1 103	507	15 515	29 772
2009	8 050	929	336	9 315	39 087
2010	9 596	750	333	10 679	49 766
2011	15 100	1 072	899	17 071	66 837
CUMUL AU 31/12/2011	58 987	5 269	2 581	66 837	



Pour accélérer l'attribution du Numéro Impôt, l'option levée fut celle de procéder à la mise en service des postes déconcentrés de saisie des fiches d'identification des contribuables en provinces. A fin 2011, seul le poste déconcentré de saisie de la Direction Urbaine des Impôts de Kinshasa, en réseau avec le serveur central installé à l'Administration Centrale, fut déjà opérationnel.

II.5.2. Tenue et mise à jour des répertoires

II.5.2. 1. Répertoires généraux des services opérationnels

A fin 2011, les répertoires généraux des Services opérationnels réformés (DGE, CDI et SMM des DPI), constitués des contribuables immatriculés, se présentent comme suit :

SERVICE	REPERTOIRE GENERAL
DGE	584
DUI-KIN	4 944
DPI KATANGA	109
DPI BANDUNDU	821
DPI BAS-CONGO	321
DPI EQUATEUR	264
DPI KASAI-OCCIDENTAL	374
DPI KASAI-ORIENTAL	1 322
DPI MANIEMA	148
DPI NORD-KIVU	1 020
DPI PROVINCE ORIENTALE	878
DPI SUD-KIVU	1 647
TOTAL GENERAL	12 433

II.5.2. 2. Répertoires sectoriels des services opérationnels

En fonction des assujettissements opérés partant de leurs répertoires généraux, les Services opérationnels réformés (DGE, CDI et SMM des DPI) ont confectionné des répertoires sectoriels par nature d'impôt en vue d'assurer le suivi du respect des obligations déclaratives (notamment la délivrance des récépissés de dépôt de déclaration, l'émission des mises en demeure de déclarer, la taxation d'office pour absence de déclaration à l'échéance). Le tableau ci-dessous en donne les détails :

CENTRES DE PERCEPTION	NATURE D'IMPOT		
	IBP	IPR	ICA
DGE	487	584	383
DUI-KIN	4 021	4 944	1 852
DPI KATANGA	63	109	121
DPI BANDUNDU	471	821	462
DPI BAS-CONGO	104	321	25
DPI EQUATEUR	162	264	76
DPI KASAI-OCCIDENTAL	166	374	204
DPI KASAI-ORIENTAL	1 316	1 322	673
DPI MANIEMA	70	148	22
DPI NORD-KIVU	589	1 020	367
DPI PROVINCE ORIENTALE	499	878	172
DPI SUD-KIVU	714	1 647	117
TOTAL	8 661	12 433	4 474

II.5.3. Mission de contrôle fiscal

L'Administration des Impôts a le pouvoir exclusif de vérifier, sur pièces et sur place, l'exactitude des déclarations de tous les impôts et autres droits dus par les redevables. Au premier degré, seule la Direction Générale des Impôts dispose du pouvoir d'exercer le contrôle fiscal. Au second degré, l'Inspection des Services de la Direction Générale des Impôts peut procéder à la contre-vérification fiscale dans les conditions fixées par la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales.

Par ailleurs, la structure du contrôle-qualité, instituée par la Note de Service n° 01/0085/DGI/DG/MM/2011 du 8 juillet 2011, est chargée de procéder au réexamen, en formulant des avis aux Services opérationnels avant notification au contribuable, des conclusions du contrôle sur place effectué, tant au premier qu'au second degrés. Ce contrôle-qualité s'effectue uniquement sur les dossiers fiscaux repris sur une liste arrêtée par le Directeur Général des Impôts.

II.5.3.1. Le contrôle fiscal au premier degré

Au cours de l'année 2011, le contrôle fiscal au premier degré s'est réalisé sur base des autorisations accordées aux Services opérationnels par le Directeur Général. A la clôture de l'année, la situation de programmation des missions de contrôle sur place se présente comme suit :

SERVICES	NOMBRE DE DOSSIERS A PROGRAMMER	NOMBRE DE DOSSIERS PROGRAMMES	TAUX DE PROGRAMMATION
DGE	507	486	95,86%
DUI-KIN	3 529	2 668	75,60%
DPI KATANGA	1 268	1 126	88,80%
DPI BANDUNDU	93	92	98,92%
DPI BAS-CONGO	520	201	38,65%
DPI EQUATEUR	160	115	71,88%
DPI KASAI-OCCIDENTAL	119	78	65,55%
DPI KASAI-ORIENTAL	267	267	100,00%
DPI MANIEMA	82	79	96,34%
DPI NORD-KIVU	450	450	100,00%
DPI PROVINCE ORIENTALE	311	265	85,21%
DPI SUD-KIVU	424	135	31,84%
TOTAL	7 730	5 962	77,13%

Au 31 décembre 2011, **3.564** dossiers de contrôle ont été clôturés pour un montant total de **CDF 130.974.433.177,00**, dont **3.291** dossiers en redressements pour un montant de **CDF 128.334.011.457,00** et **273** dossiers en taxations d'office pour un montant de **CDF 2.640.421.720,00**. Les détails de ce résultat de contrôle sur place sont présentés dans le tableau ci-dessous :

SERVICES	REDRESSEMENTS		TAXATIONS D'OFFICE		CUMUL
	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	
DGE	309	77 571 097 277,00	0	0,00	77 571 097 277,00
DUI/KINSHASA	1 219	12 927 425 351,00	82	572 703 534,00	13 500 128 885,00
DPI KATANGA	514	35 683 737 106,00	50	1 312 864 245,00	36 996 601 351,00
DPI BANDUNDU	40	66 214 546,00	18	54 611 643,00	120 826 189,00
DPI BAS-CONGO	137	816 417 981,00	8	108 159 220,00	924 577 201,00
DPI EQUATEUR	46	78 843 458,00	64	66 834 170,00	145 677 628,00
DPI KASAI-OCCIDENTAL	64	57 832 890,00	0	0,00	57 832 890,00
DPI KASAI-ORIENTAL	156	75 551 901,00	11	9 953 812,00	85 505 713,00
DPI MANIEMA	67	34 097 090,00	11	28 618 898,00	62 715 988,00
DPI NORD-KIVU	445	548 314 996,00	5	472 212 354,00	1 020 527 350,00
DPI PROVINCE ORIENTALE	192	240 501 360,00	9	8 759 844,00	249 261 204,00
DPI SUD-KIVU	102	233 977 501,00	15	5 704 000,00	239 681 501,00
TOTAL	3 291	128 334 011 457,00	273	2 640 421 720,00	130 974 433 177,00

II.5.3.2. Le contrôle fiscal au second degré

Les résultats de la contre-vérification fiscale de **CDF 125.897.264.935,32** prennent en compte les ordres de mission signés en 2011 pour 104 entreprises et les 119 avis de redressement consécutifs aux ordres de mission signés au cours des années antérieures et clôturés en 2011.

Les redressements établis par l'Inspection des Services et pris en charge par les Services opérationnels au cours de l'année 2011 s'élèvent à **CDF 54.797.343.343,54**, dont **CDF 6.513.838.604,97** pour le compte des impositions établies en 2010 et **CDF 48.283.504.738,57** relativement aux impositions établies en 2011.

II.5.4. Participation des travaux d'assiette dans les réalisations

La participation des travaux d'assiette (contrôle fiscal au premier degré, régularisations par les gestionnaires des comptes et contre-vérification fiscale) dans les réalisations de l'année 2011 se présente comme suit :

SERVICE	SUPPLEMENTS MIS EN RECOUVREMENT (1)	SUPPLEMENTS RECOUVRES (2)	REALISATIONS (3)	TAUX DE PART. (4) = (2)/(3)
DGE	60 335 739 281,00	53 807 968 240,00	810 965 791 650,60	6,64%
DUI/KINSHASA	3 021 052 054,00	1 142 297 396,00	40 380 936 101,96	2,83%
DPI/BANDUNDU	30 966 835,00	45 058 685,00	868 141 182,40	5,19%
DPI/BAS CONGO	278 416 083,00	416 958 510,00	8 276 983 471,37	5,04%
DPI/EQUATEUR	135 546 859,00	49 667 422,00	826 385 725,58	6,01%
DPI/KASAI OCCIDENTAL	130 696 759,00	40 711 426,00	918 120 252,72	4,43%
DPI/KASAI ORIENTAL	85 505 713,00	83 600 329,00	1 274 115 521,85	6,56%
DPI/KATANGA	25 785 946 099,00	6 696 036 202,00	71 154 185 680,52	9,41%
DPI/MANIEMA	62 716 988,00	26 497 734,00	1 245 953 793,08	2,13%
DPI/NORD KIVU	429 382 258,00	201 561 297,00	9 285 967 331,74	2,17%
DPI/PROVINCE ORIENTALE	796 065 551,00	127 454 481,00	5 106 848 531,74	2,50%
DPI/SUD KIVU	72 683 293,00	105 827 483,00	5 821 570 756,44	1,82%
TOTAL	91 164 717 773,00	62 743 639 205,00	956 125 000 000,00	6,56%

De ce tableau, il s'observe que la participation de travaux de contrôle fiscal dans les réalisations de **CDF 956.125.000.000,00** se situe à **CDF 62.743.639.205,00**, soit un taux de **6,56 %**. Autrement dit, les déclarations souscrites par les contribuables (**CDF 830.563.756.202,27**) et les avances faites au Trésor par quelques entreprises minières (**CDF 62.817.604.592,73**) participent aux dites réalisations au taux de **93,44 %**.

II.6. MISSIONS DE RECOUVREMENT

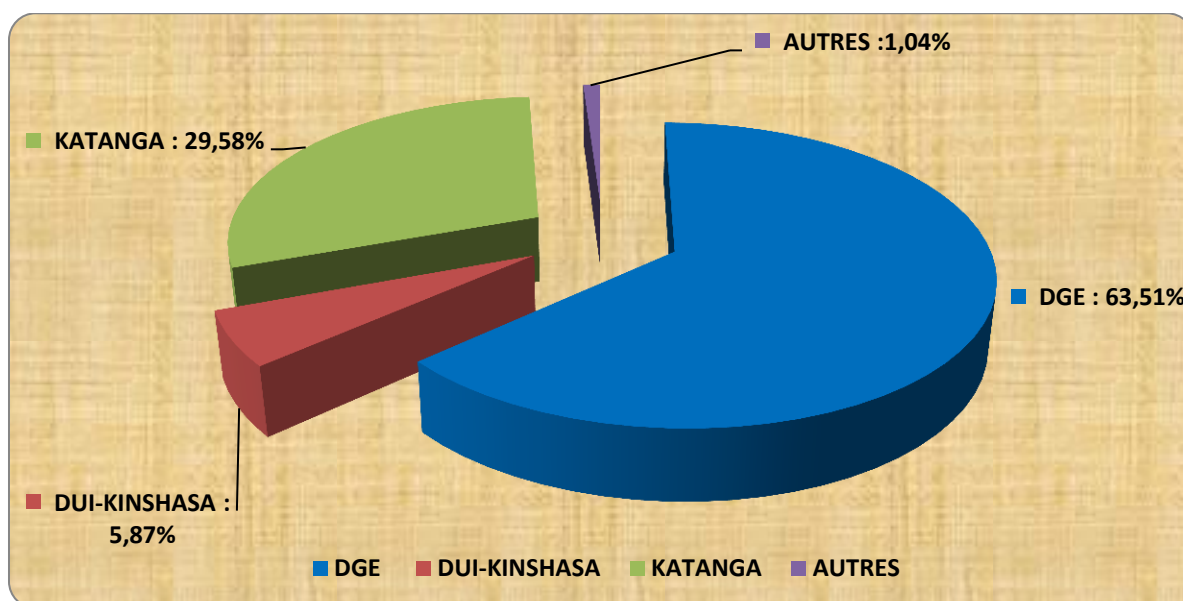
II.6.1. Situation du solde débiteur

Le solde débiteur de la Direction Générale des Impôts est constitué essentiellement des restes à payer des entreprises publiques au titre de l'IPR et de l'ICA/I, du solde antérieur à la création de la DGE et de la prise en charge des redressements, régularisations et autres taxations d'office opérés.

La situation du solde débiteur à fin 2011 se présente comme ci-dessous :

SERVICE	SOLDE RECOUVRABLE	SOLDE DIFFICILEMENT RECOUVRABLE	SOLDE IRRECOUVRABLE	CUMUL
DGE	8 349 779 717,52	164 160 800 058,24	113 511 665 002,11	286 022 244 777,87
DUI-KINSHASA	3 022 785 389,00	17 270 749 728,00	6 136 310 179,00	26 429 845 296,00
BANDUNDU	311 488 810,06	87 424 390,32	282 626 871,03	681 540 071,41
BAS-CONGO	1 099 587 646,00	271 628 227,00	819 009 195,00	2 190 225 068,00
EQUATEUR	33 670 117,26	-	70 604 393,74	104 274 511,00
KASAÏ OCCIDENTAL	109 378 223,00	22 618 042,00	98 030 676,00	230 026 941,00
KASAÏ ORIENTAL	1 036 960,24	330 551 447,00	602 894 305,00	934 482 712,24
KATANGA	16 071 205 601,87	83 733 182 475,40	33 424 113 052,59	133 228 501 129,86
MANIEMA	5 577 211,33	254 909 147,66	20 434 882,71	280 921 241,70
NORD KIVU	1 696 030,20	2 976 031,51	5 282 218,82	9 954 280,53
PROVINCE ORIENTALE	754 883,96	127 253,16	179 257,85	1 061 394,97
SUD KIVU	150 076 203,47	-	116 483 979,00	266 560 182,47
TOTAL GENERAL	29 157 036 794	266 134 966 800	155 087 634 013	450 379 637 607

La répartition en pourcentage, par Service gestionnaire, de ce solde débiteur se présente comme suit :



II.6.2. Justification du niveau élevé du solde débiteur

Le niveau important de ce solde de **CDF 450.379.637.607,00** s'explique notamment par :

- la limitation du niveau d'imputation des crédits d'impôt ;
- l'interférence des instances judiciaires (Cours d'appel, Tribunaux de Grande Instance et Tribunaux de Commerce) dans la procédure de recouvrement forcé des droits dus au Trésor par certaines grandes entreprises ;
- la mauvaise qualité de certaines impositions mises en recouvrement ;
- les difficultés de recouvrement du solde débiteur des entreprises publiques évalué à **CDF 152.615.772.726,92**.

II.6.3. Suivi des exonérations et autres allègements fiscaux

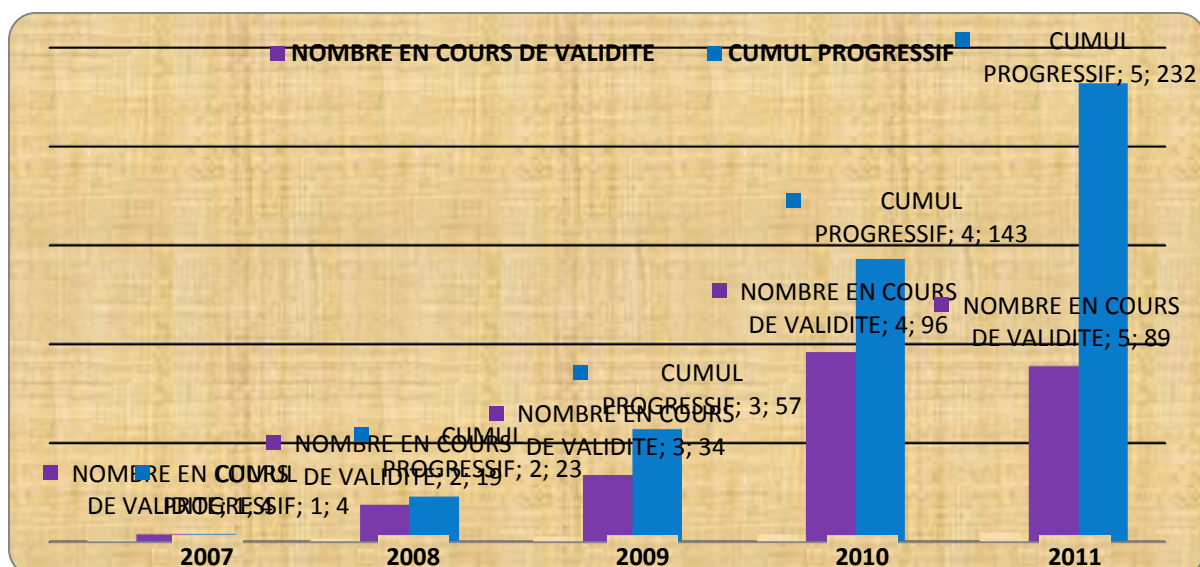
Conformément à l'article 174 de la Constitution, le Code des Impôts, le Code des Investissements, le Code Minier et autres textes législatifs particuliers ont prévu des exemptions, exonérations et autres allègements fiscaux.

II.6.3. 1. Exonérations en cours de validité en 2011

En vertu du Code des Investissements, les exonérations accordées par les Arrêtés interministériels des Ministres des Finances et du Plan, en cours de validité au 31 décembre 2011, ont concerné 232 entreprises dont les détails sont repris dans le tableau ci-après :

ANNEE D'OCTROI	NOMBRE EN COURS DE VALIDITE	CUMUL PROGRESSIF
2007	04	04
2008	19	23
2009	34	57
2010	96	143
2011	89	232

L'évolution du répertoire des entreprises agréées au régime général du Code des Investissements peut également être retracée par le graphique suivant :



II.6.3. 2. Manque à gagner résultant des exonérations en cours de validité au profit des grandes entreprises en 2011

Au cours de l'année 2011, 133 grandes entreprises ont effectivement bénéficié des exonérations relevant du régime général du Code des Investissements ou sur base de contrats-programmes avec le Gouvernement. Ces exonérations ont occasionné un manque à gagner de **CDF 82.284.472.933,40**. Elles se répartissent, par nature d'impôt, de la manière suivante :

NATURE D'IMPÔT	NBRE D'ENTREPRISES	CHIFFRE D'AFFAIRES/BENEFICES EXONERE	MANQUE À GAGNER
ICA/I	97	525 196 837 128,26	70 474 715 454,17
IBP	36	21 201 513 286,00	11 809 757 479,23
TOTAL	133	546 398 350 414,26	82 284 472 933,40

II.6.3. 3. Situation des exonérations contra legem

En principe, les exonérations accordées en violation des dispositions du Code des Investissements ou sur base des contrats-programmes avec le Gouvernement avaient été rapportées par le Décret n° 10/16 du 22 avril 2010 de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre. Toutefois, les entreprises du secteur industriel qui s'étaient vues privées des avantages issus soit du régime conventionnel suivant l'ancien Code des investissements, soit des contrats-programmes, avaient contesté contre la mesure gouvernementale au motif de non respect des

engagements contractés par l'Etat par rapport aux investissements réalisés par lesdites entreprises. Pour rencontrer cette préoccupation, un moratoire jusqu'au terme contractuel lié à chaque investissement fut accordé par le Gouvernement suivant lettre référencée RDC/GC/PM/0714/2010 du 13 septembre 2010 de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre.

C'est dans ce contexte que la MIDEMA, la SOTEXKI et la BRALIMA ont continué à bénéficier, au cours de l'année 2011, des exonérations consenties dans le cadre du régime conventionnel suivant l'ancien Code des investissements (cas de la MIDEMA) ou des contrats-programmes conclus avec le Gouvernement (cas de la SOTEXKI et de la BRALIMA). Au titre d'ICA/I, le manque à gagner enregistré est de l'ordre de **CDF 32.948.912.510,25** (MIDEMA : **CDF 20.038.841.123,39**, SOTEXKI : **CDF 460.105.497,66** et BRALIMA : **CDF 12.449.965.889,20**). Il convient de préciser que ce manque à gagner est déjà pris en compte dans la situation générale de manque à gagner repris au point **II.3.6.2**.

II.7. Mission de traitement du contentieux fiscal

II.7.1. Situation du contentieux de recouvrement

Les mesures de poursuite à la disposition des Receveurs des Impôts et Huissiers Fiscaux comprennent les avis à tiers détenteurs, les saisies mobilières et immobilières ainsi que les ventes. En pratique, l'Administration des Impôts a essentiellement eu recours aux avis à tiers détenteurs et aux fermetures provisoires d'entreprises.

Si les contestations relatives au paiement des cotisations et aux poursuites doivent être adressées aux Receveurs des Impôts, les grandes entreprises ont souvent pris la liberté de saisir les Tribunaux de Grande Instance pour contester la validité et la forme des actes de poursuite, sur pied de l'article 72, alinéa 2, de la loi du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales. Du fait que l'opposition devant le juge suspend l'exécution de la saisie jusqu'à la décision judiciaire, l'action de l'Administration a été très souvent paralysée par la Justice. Le tableau ci-après illustre cet état des choses :

LIBELLE	NOMBRE	VALEUR
Recours introduits avant 2011	63	195 110 976 434,40
Recours initiés en 2011	27	25 305 200 477,61
TOTAL	90	220 416 176 912,01

II.7.2. Situation du contentieux d'assiette

Pendant l'année 2011, l'Administration Fiscale a reçu 203 réclamations des grandes entreprises. Les recours enregistrés devant les tribunaux s'élèvent à 27.

II.7.2.1. Contentieux fiscal en phase administrative

Conformément à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, les réclamations des contribuables doivent être instruites d'abord, par l'Administration des Impôts et, en cas d'insatisfaction du réclamant, par la section judiciaire de la Cour d'Appel territorialement compétente.

La situation des réclamations reçues, traitées ainsi que des décisions y relatives se présente comme suit :

LIBELLE	NOMBRE
Réclamations en début d'année	78
Réclamations reçues au cours de l'année	203
Réclamations traitées au cours de l'année	206
Rejets	48
Dégrèvement total	103
Dégrèvement partiel	55
Dossiers en cours de traitement à fin 2011	75

II.7.2.2. Contentieux en phase juridictionnelle

Au cours de l'année 2011, un certain nombre d'assignations avaient été lancées contre les décisions contentieuses de différents Services opérationnels. Le tableau ci-après en donne les détails :

LIBELLE	NOMBRE	VALEUR
Recours au début de l'année 2011	63	195 110 976 434,40
Recours durant l'année 2011	27	25 305 200 477,61
Dossiers jugés	6	6 236 579 182,73
Dossiers en cours	84	214 179 597 729,28

III. GESTION DES MOYENS MIS A LA DISPOSITION DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

Pour faire face à ses missions, la DGI a tout naturellement recours aux moyens humains, matériels et financiers.

III.1. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Bien qu'elle n'ait pas de personnalité juridique, la DGI est une régie indirecte relevant de l'autorité directe du Ministre des Finances et bénéficiant d'une certaine autonomie administrative. Dans ce cadre, le Décret n° 018/2003 du 02 mars 2003 portant Règlement d'Administration relatif au personnel de carrière de la Direction Générale des Impôts pris conformément au statut de la Fonction Publique régit spécifiquement son personnel. Ce texte particulier accorde une certaine souplesse de gestion de ces fonctionnaires en matière d'affectation, de motivation ou d'application du régime disciplinaire.

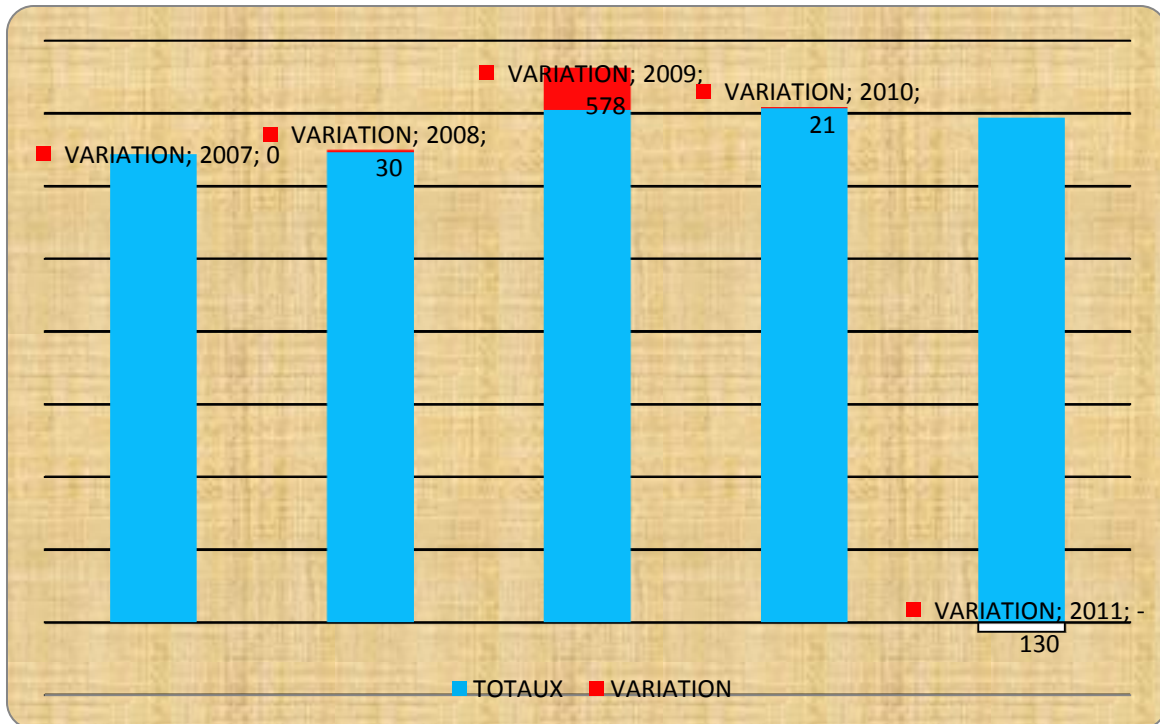
III.1.1. Effectifs de la Direction Générale des Impôts

Les effectifs de la DGI s'établissent, à fin décembre 2011, à **6.938** unités.

III.1.2. Evolution globale des effectifs de 2007 à 2011

	2007	2008	2009	2010	2011
TOTAUX	6.439	6.469	7.047	7.068	6.938
VARIATION	-	30	578	21	-130

Titre et nature du graphique voir 2013



III.1.3. Formation du Personnel de la Direction Générale des Impôts

La formation est un volet essentiel de la politique de renforcement des capacités développée par la DGI. Elle est réalisée sous forme de formation de base au début ou en cours de carrière, de formation spécialisée sur place ou sous forme de participation à des formations de longue ou de courte durée à l'étranger.

III.1.3.1. Formation sur place

En 2011, les efforts de formation, sur place, des agents peuvent se résumer comme suit :

N°	INTITULE DE LA FORMATION	PERIODE
1	Recyclage des Vérificateurs Polyvalents des Impôts, des Gestionnaires des comptes des contribuables et Instructeurs du Contentieux de la DGE et du CDI/Kinshasa	Du 24 janvier au 16 février 2011
2	Formation des agents œuvrant aux sièges des DPI à modéliser et à moderniser (Bandundu, Bukavu, Kananga, Kindu, Kisangani, Matadi, Mbandaka, Mbuji-Mayi)	Deux vagues : du 21 février au 09 mars 2011 et du 14 au 30 mars 2011
3	Formation de mise à niveau des Vérificateurs Polyvalents et Gestionnaires des comptes des contribuables (DGE, CDI/Kinshasa, CDI/Lubumbashi et CIS de la DUI/Kinshasa)	Du 17 au 28 mars 2011
4	Formation des Huissiers Fiscaux dans tous les Services opérationnels	Du 11 au 28 avril 2011
5	Formation des formateurs sur la TVA à Kinshasa au profit de quelques Cadres de la DGI	Du 23 mai au 03 juin 2011
6	Formation sur le système comptable OHADA organisée par le CPCC au profit de quelques Cadres de la DGI	Du 08 mai au 20 août 2011
7	Formation initiale en TVA au profit des Cadres et Agents de la DGI œuvrant à Kinshasa	Du 02 au 12 août 2011
8	Formation initiale en TVA au profit du personnel des DPI	Du 29 août au 09 septembre 2011 et du 12 au 23 septembre 2011
9	Recyclage au profit des lauréats de l'EIFI, agents de la DGI sur les applications informatiques en exploitation dans les Services	Du 05 au 16 septembre 2011
10	Formation des agents devant œuvrer au CDI/MATADI	Du 12 septembre au 12 novembre 2011
11	Formation accélérée en outil informatique (WORD, EXCEL et ACCESS) au profit des agents de la Direction du Contrôle Fiscal	Du 17 octobre au 16 novembre 2011
12	Formation approfondie en TVA (DGE, CDI/Kinshasa, CDI/Lubumbashi et CDI/Goma)	Du 31 octobre au 25 novembre 2011
13	Formation en matière de contrôle de la TVA (DGE, CDI/Kinshasa)	Du 07 au 18 novembre 2011
14	Séminaire atelier en TVA en faveur des opérateurs économiques de Kinshasa et des Provinces	Du 07 au 18 novembre 2011
15	Session accélérée en WORD, EXCEL et module d'application du NIF en faveur des Cadres et Agents de la Direction de la Taxation et de la Documentation	Du 21 novembre au 14 décembre 2011
16	Formation approfondie en TVA des agents devant œuvrer au CDI/ Matadi	Du 21 novembre au 16 décembre 2011

III.1.3.2. Formation à l'étranger

En 2011, les efforts en termes de participation des agents à des formations de longue ou de courte durée à l'étranger sont résumés dans le tableau ci-après :

N°	INTITULE DE LA FORMATION	PAYS
1	Séminaire International du CREDAF sur les modalités d'imposition et de contrôle des opérations internationales du 7 au 9 février 2011	Tchad
2	Conférence FMI sur le thème : "Mobilisation des recettes dans les pays en développement", du 17 au 19 avril 2011	Kenya
3	Cycle International Spécialisé d'Administration Publique organisé par l' ENA sur le thème : "Marchés publics", du 28 mars au 21 avril 2011	France
4	Séminaires de formation organisés par le centre Africain de perfectionnement et de recyclage (CAPER) sur les thèmes : "Gestion de Ressources Humaines pour Non-Spécialistes" et "MS Project : Planification et Pilotage de Projet", du 9 au 17 juillet 2011	France
5	Séminaire atelier organisé par le SETYM International Inc. sur les pratiques frauduleuses, collusion et corruption, du 22 août au 2 septembre 2011	Canada
6	Séminaire organisé par le Forum Africain des Administrations Fiscales (ATAF) sur "les prix de transfert à l'intention des concepteurs de politiques", du 18 au 22 juillet 2011	Cameroun
7	Séminaire organisé par l'Institut FORHOM sur le thème : "Audit et contrôle des marchés publics", du 5 au 23 septembre 2011	France
8	Séminaire de formation organisé par Mémoire et Développement sur "les Techniques d'archivage et gestion des documents (niveau3)", du 8 au 19 août 2011	Cameroun
9	Séminaire du CREDAF sur le thème : "les modalités de mise en œuvre d'un guide de vérificateur", du 10 au 12 octobre 2011	République du Congo
10	Séminaire de formation organisé par la Direction Générale des Finances Publiques sur le thème : "le recouvrement des impôts", du 27 juin au 8 juillet 2011	France
11	Séminaire de formation organisé par l'Ecole Nationale d'Administration sur " La corruption : réalités économiques et moyens de lutte", du 6 juin au 1er juillet 2011	France
12	Séminaire de formation organisé par la Direction Générale des Finances Publiques sur le thème : " La formation du personnel des impôts ", du 20 juin au 1er juillet 2011	France
13	Séminaires de formation organisés par MINES-PARIS et IFP TRAINING sur les thèmes : "Economie Minière" et "comptabilité dans l'amont pétrolier", du 21 novembre au 9 décembre 2011	France
14	Conférence du Conseil International des Infirmières sur le thème : "infirmière, porte d'accès aux soins, à la qualité et à la santé", du 30 avril au 10 mai 2011	Malte
15	Conférence FMI sur le thème : "La mobilisation des ressources en Afrique Sub-saharienne", du 21 au 22 mars 2011	Kenya

16	Séminaire de formation organisé par la Direction Générale des Finances Publiques sur "La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)", du 9 au 27 mai 2011	France
17	Séminaire de formation organisé par la Direction Générale des Finances Publiques sur le contrôle fiscal, du 6 au 17 juin 2011	France
18	Séminaire organisé par l'Institut FORHOM sur le thème : "Contrôle interne et manuel des procédures", du 26 septembre au 14 octobre 2011	France
19	Formation des Inspecteurs des impôts à l'Ecole Nationale des Finances Publiques de la France 2011-2012	France
20	Séminaire du CREDAF sur le thème : "L'administration fiscale et la décentralisation", du 19 au 21 septembre 2011	Tunisie
21	Cycle International Spécialisé d'Administration Publique organisé par l'ENA sur le thème : "Evaluation et mobilisation des ressources fiscales et douanières", du 26 septembre au 21 octobre 2011	France

III.1.4. Politique sociale

III.1.4.1. Prise en charge des soins de santé

La DGI dispose d'un Centre Médical, qui assure les soins des agents et leurs ayants droit. A cet effet, en 2011, le Centre Médical a bénéficié des crédits subdélégués de l'ordre de **CDF 267.698.000,00** pour prendre directement en charge les soins de santé de plus de **22.034** cas (toutes pathologies confondues).

Face aux cas dépassant la capacité installée du Centre Médical et des formations hospitalières locales, la DGI a procédé, au courant de l'année 2011, à l'évacuation sanitaire à l'étranger de 94 cas pour un coût de **CDF 824.301.943,82**.

Par ailleurs, une somme de **CDF 27.369.783,50** a également été libérée par la DGI pour honorer les appels de fonds établis en faveur des Cadres et Agents. En revanche, un montant de **CDF 31.976.832,58** a été affecté au remboursement des dépenses de santé pré financées par les Cadres et Agents.

III.1.4.2. Assistance sociale

Au-delà des droits et avantages sociaux statutairement reconnus aux Cadres et Agents, la DGI a apporté son assistance à quelques membres de son personnel pour rencontrer les difficultés liées à des besoins d'ordre social.

Dans ce cadre, elle a pris en charge l'achat de titres de voyage pour des cas de décès des personnes n'entrant pas en ligne de compte des bénéficiaires des allocations familiales pour une valeur de **CDF 21.703.119,58** et a accordé des avances sur rémunérations de l'ordre de **CDF 221.451.198,00** pour notamment leur permettre de faire face à la problématique de garantie locative.

III. 2. GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES

Conformément à l'article 4 du Décret du 2 mars 2003 portant sa création, la DGI bénéficie, pour son fonctionnement et la motivation de son personnel, d'une allocation budgétaire au moins égale à 5% des recettes assignées ainsi que de 40% des pénalités fiscales recouvrées. Elle bénéficie également d'une quotité de 10% des pénalités recouvrées pour ses dépenses d'investissement.

Dans le cadre de sa motivation, en sus du traitement d'activité de l'ensemble des agents de carrière des services publics de l'Etat, le personnel de la DGI reçoit des primes spécifiques (prime de mobilisation des recettes et primes de contentieux) prévues par le Décret n° 018/2003 du 2 mars 2003 portant Règlement d'Administration relatif au personnel de carrière de la Direction Générale des Impôts.

III.2.1. Ressources financières de la DGI

Au cours de l'année 2011, la DGI a bénéficié des ressources totales évaluées à **CDF 63.539.157.850,88**. Le tableau ci-après en donne les détails :

ORIGINE	MONTANT	TAUX DE PARTICIPATION
Rétrocession	45 799 569 013,72	72,08%
Pénalités de service	17 739 588 837,16	27,92%
TOTAL	63 539 157 850,88	100,00%

III.2.2. Utilisation de la rétrocession de 5 % des recettes réalisées

Pour une meilleure gestion de la part de rétrocession revenant aux frais de fonctionnement, un plan de trésorerie-type conforme à la nomenclature et au cadre comptable prévus dans le manuel de procédures d'exécution de la dépense est appliqué au niveau aussi bien de l'Administration Centrale que de la Direction des Grandes Entreprises et des Directions Urbaine et Provinciales des Impôts.

III.2.2.1. Crédits de fonctionnement alloués aux Services

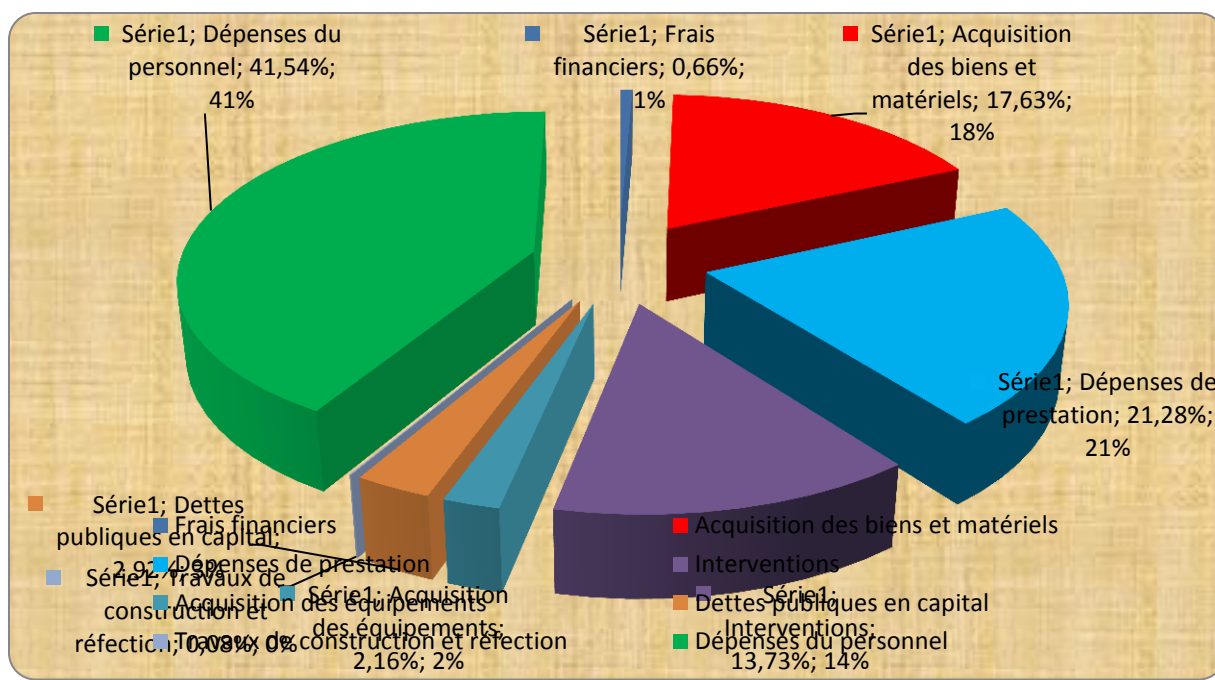
Les ressources provenant de la rétrocession sont destinées au paiement de la prime de mobilisation des recettes des agents (50%) et aux frais de fonctionnement des Services de la DGI (50%).

En 2011, les crédits de fonctionnement ont représenté un montant de **CDF 22.899.784.506,86**, dont **CDF 5.984.733.236,34** au titre de crédits subdélégués aux Services, soit **26,13%** de la part de la rétrocession allouée pour le fonctionnement de la DGI, et **CDF 16.915.051.270,52** au titre de dépenses centralisées au niveau de l'Administration centrale, soit **73,87%**.

S'agissant des dépenses de fonctionnement centralisées au niveau de l'Administration Centrale, elles sont évaluées, au cours de l'année 2011, à **CDF 15.883.984.186,33** sur un crédit total de **CDF 16.915.051.270,52**, dégageant ainsi un solde créditeur de **CDF 1.031.067.084,19**.

Le tableau ci-dessous en donne les détails par nature de dépense :

LIBELLE	MONTANT EN CDF	%
Frais financiers	104 461 457,94	0,66%
Acquisition des biens et matériels	2 801 111 984,82	17,63%
Dépenses de prestation	3 379 771 479,12	21,28%
Interventions	2 181 548 323,83	13,73%
Acquisition des équipements	343 079 167,00	2,16%
Dettes publiques en capital	464 005 574,69	2,92%
Travaux de construction et réfection	11 965 522,25	0,08%
Dépenses du personnel	6 598 040 676,68	41,54%
TOTAL	15 883 984 186,33	100,00%



III.2.2.2. Prime de mobilisation des recettes

La prime de mobilisation des recettes des agents est couverte par les 50% des ressources provenant de la rétrocession revenant à la DGI sur les recettes mobilisées. Au cours de l'année 2011, l'enveloppe globale de cette prime s'est évaluée à **CDF 22.899.784.506,86**. Cette somme a été totalement reversée au personnel.

III.2.3. Utilisation des pénalités de service

III.2.3.1. Primes de contentieux

Conformément à l'article 22 du Décret n° 018/2003 du 2 mars 2003 portant règlement d'administration relatif au personnel de carrière de la Direction Générale des Impôts, il est attribué aux agents de la DGI ainsi qu'aux aviseurs, dans le cadre de la lutte contre la fraude, une prime de contentieux pour toute infraction en matière fiscale par eux découverte, constatée ou signalée. Elle est assise sur 40% de l'ensemble des pénalités fiscales recouvrées, sur pied de l'article 4 alinéa 1^{er} *in fine*, du Décret n° 017/2003 du 2 mars 2003 portant création de la Direction Générale des Impôts, tel que modifié et complété à ce jour.

Au cours de l'année 2011, la part des pénalités fiscales recouvrées revenant à la DGI au titre de la prime de contentieux a représenté un montant total de **CDF 14.191.671.069,73**. Cette somme a été répartie aux aviseurs et aux agents conformément à la réglementation et aux instructions en la matière.

III.2.3.2. Dépenses d'investissement

En application de l'article 4, alinéa 2, du Décret du 2 mars 2003 portant sa création, la DGI bénéficie, en sus des crédits budgétaires lui alloués, d'une quotité de 10% des pénalités recouvrées pour couvrir ses dépenses d'investissement.

En 2011, cette quotité a représenté un montant de **CDF 1.773.958.883,72** pour les pénalités recouvrées de la période, à laquelle il faut ajouter le solde de l'année 2010 de **CDF 1.399.608.368,18**, soit un total de **CDF 3.173.567.251,90**. Sur ce montant, les dépenses d'investissement effectuées au cours de l'année se sont évaluées à **CDF 3.078.080.520,46**, telles que renseignées dans le tableau ci-après :

LIBELLE	MONTANT EN CDF	%
Frais financiers	35 946 953,68	1,17%
Entretien et réparation matériels et mobiliers de bureau	1 333 455 190,00	43,32%
Construction immeuble	23 250 000,00	0,76%
Acquisition équipements de bureau	691 345 144,11	22,46%
Acquisition équipements informatiques	326 419 465,81	10,60%
Acquisition équipement médical	3 947 357,00	0,13%
Acquisition équipements électriques	144 756 148,86	4,70%
Acquisition des véhicules terrestres	444 711 900,00	14,45%
Autres équipements de transport	57 917 450,00	1,88%
Acquisition équipements électroménagers	1 595 311,00	0,05%
Acquisition équipements téléphoniques	14 735 600,00	0,48%
TOTAL	3 078 080 520,46	100,00%

IV. INFORMATISATION DES SERVICES

Au cours de l'année 2011, la DGI a poursuivi ses efforts dans l'informatisation des Services centraux et des Services opérationnels (DGE, DUI-KIN et DPI) et dans le renforcement des capacités des utilisateurs pour une meilleure exploitation des applications informatiques dans le cadre de la gestion de l'impôt et des ressources humaines. Ces efforts se sont traduits par :

1° dans le domaine de l'informatisation des Services

- la connexion de la Haute Direction au réseau de la DGE ;
- le déploiement de l'application de gestion de l'impôt de la DGE-CDI dans les Sièges modélisés et modernisés des DPI ;
- la mise à jour de l'application de gestion de l'impôt en exploitation au niveau des Centres d'Impôts Synthétiques ;
- l'implantation d'un réseau informatique au CDI de Goma en vue de son démarrage ;
- le développement et le lancement du site Web de la DGI ;
- le développement et le déploiement du programme informatique de suivi des statistiques par le Comité de pilotage des missions d'assiette et de recouvrement au niveau national ;
- l'implémentation des modules de saisie des paiements et des déclarations à l'Antenne DGE/Katanga ;
- le développement de l'application de gestion de la base de données de recouvrements de l'Administration centrale.

2° dans le domaine du renforcement des capacités des utilisateurs

- la formation des Gestionnaires des comptes de la DGE et du CDI de Kinshasa au logiciel de gestion de l'impôt ;
- l'assistance aux utilisateurs dans l'exploitation des applications existantes (attribution du numéro impôt, gestion de l'impôt, gestion de la paie du personnel, banque de données, etc.).

3° dans le cadre de la mise en œuvre de la TVA

- la mise à niveau de l'application de gestion de l'impôt de la DGE-CDI en intégrant la gestion de la TVA ;
- l'implémentation du modèle de la déclaration mensuelle de la TVA.

V. ETAT D'AVANCEMENT DES REFORMES FISCALES

Le Programme de réforme et de modernisation de l'Administration des Impôts défini en 2002 comporte deux volets, à savoir : la réforme des structures et la réforme du système fiscal congolais.

V. 1. Réforme des structures de l'Administration des Impôts

A fin 2011, la mise en œuvre de la réforme des structures de l'Administration des Impôts a déjà franchi les étapes ci-après :

- l'érection d'une véritable Administration centrale qui s'occupe uniquement des missions stratégiques depuis 2003 ;
- l'installation de la DGE (2003) et des CDI de Kinshasa (2005), de Lubumbashi (2008) et de Goma (2011) ;
- la finalisation des travaux de construction du bâtiment pour abriter le CDI de Matadi ;
- la modélisation et la modernisation des sièges des DPI en attendant l'installation des CDI dans les Provinces concernées (Bandundu, Equateur, Kasai-Occidental, Kasai-Oriental, Maniema, Province Orientale et Sud Kivu), pour permettre l'extension de l'application de nouvelles procédures fiscales à tous les assujettis à la TVA.

V. 2. Réforme du système fiscal congolais

La réforme de la fiscalité indirecte par l'instauration de la TVA en remplacement de l'ICA constitue la première étape de la réforme du système fiscal congolais. Instituée par l'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 20 août 2010, la TVA sera d'application dès le 1^{er} janvier 2012.

La législation sur la TVA présente les caractéristiques d'un impôt moderne : un champ d'application large, un taux d'imposition unique de 16%, un seuil d'assujettissement unique de **CDF 80.000.000**, un impôt neutre par rapport à l'opérateur économique et la possibilité de remboursement des crédits de TVA pour certaines entreprises éligibles à ce mécanisme.

L'étape suivante de la réforme du système fiscal congolais concerne la réforme de la fiscalité directe par l'institution de l'impôt des sociétés et de l'impôt global sur les revenus des personnes physiques en remplacement du système d'imposition cédulaire sur les revenus.

VI. PERSPECTIVES D'AVENIR

La DGI est consciente que des efforts considérables ont été consentis dans le but de mobiliser efficacement les recettes fiscales en 2011. Cependant, elle doit relever beaucoup de défis :

1° Pour la gestion efficiente de la TVA

- publication des répertoires harmonisés des assujettis TVA ;
- formation des Vérificateurs polyvalents et Gestionnaires des comptes en matière de contrôle de la TVA ;
- vulgarisation de la législation sur la TVA, notamment par la production des supports de sensibilisation en langues nationales, des affiches, des spots et des scénettes ;
- organisation efficace des vérifications ponctuelles en matière de TVA ;
- organisation du contrôle de la structure des prix avec l'appui du Gouvernement ;

2° Pour l'efficacité de l'action des Services

- renforcement de l'échange d'informations entre services en vue d'un meilleur suivi des contribuables ;
- élaboration des guides sectoriels en fonction des enjeux fiscaux ;
- interpellation des receveurs des impôts par l'Administration Centrale ;
- équipement des services en matériels et consommables informatiques ;
- organisation des visites d'inspection des services ;
- tenue régulière des cadres de concertations avec les opérateurs économiques ;
- sensibilisation du personnel à l'éthique et à la déontologie professionnelle ;
- formation continue des agents ;
- renforcement du parc automobile de la DGI ;

3° Pour l'amélioration de la législation fiscale

- institution d'un nouveau régime d'imposition des entreprises de petite taille;
- imposition en matière d'IBP des prestations de services de toute nature faites par les entreprises non établies en République Démocratique du Congo ;
- actualisation du barème d'imposition des personnes physiques en matière de rémunérations et de profits ;
- introduction, dans la législation sur les procédures fiscales, du droit d'enquête, du droit de visite et de saisie et de la possibilité pour les contribuables de déclarer par voie électronique ;
- modification de la réglementation sur le petit commerce ;
- suppression du Précompte de l'Impôt sur les Bénéfices et Profits ;
- édicton d'autres mesures d'exécution de la législation sur la Taxe sur la Valeur Ajoutée dans le cadre de la consolidation de la réforme.

Fait à Kinshasa, le

Dieudonné LOKADI MOGA

ANNEXES

TABLEAU N° 1. REALISATIONS 2009 DE LA DGI PAR CENTRE DE PERCEPTION

CENTRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	CUMUL	TAUX DE PART.
DGE	29 142 515 523,47	23 319 183 524,22	38 123 922 586,27	32 297 932 007,33	26 011 381 825,00	22 415 839 881,00	54 521 335 194,00	27 385 795 854,28	28 875 890 137,70	27 237 556 439,61	58 153 691 239,50	33 888 126 293,54	401 373 170 505,92	71,11%
DUI-KINSHASA	1 660 016 826,00	1 481 479 002,77	1 998 662 377,00	1 992 025 324,00	1 674 436 332,00	1 644 563 378,00	2 387 832 407,00	1 828 515 359,07	1 848 333 728,00	1 872 808 298,23	2 741 501 957,64	1 763 024 649,68	22 893 199 639,39	4,06%
BANDUNDU	23 066 268,34	18 744 977,31	22 518 948,80	29 810 599,35	26 848 307,00	21 349 209,00	27 601 276,00	22 944 436,50	24 761 036,37	33 891 625,00	32 190 636,40	37 929 198,13	321 656 518,20	0,06%
BAS-CONGO	376 957 250,73	370 400 553,93	490 897 530,31	833 592 614,06	508 509 168,00	327 728 120,00	497 148 902,00	420 053 627,58	493 383 286,63	639 796 969,18	621 766 322,74	525 124 948,71	6 105 359 293,87	1,08%
EQUATEUR	18 681 864,00	25 307 389,94	28 877 569,98	38 234 064,30	34 130 803,00	21 532 975,00	25 811 931,00	27 624 649,00	27 228 793,00	20 772 819,39	23 325 004,48	24 227 009,70	315 754 872,79	0,06%
KASAI OCCIDENTAL	35 672 412,16	29 883 793,84	42 382 004,07	34 401 360,51	32 895 495,00	28 394 434,00	27 779 860,00	35 195 090,22	32 957 882,38	47 315 832,07	50 310 675,86	46 440 364,33	443 629 204,44	0,08%
KASAI ORIENTAL	34 371 306,29	68 292 081,00	50 380 650,06	78 690 616,00	43 804 419,00	42 315 416,00	42 035 562,00	35 138 260,00	52 777 125,00	50 743 036,05	54 851 094,00	53 025 027,15	606 424 592,55	0,11%
KATANGA	7 195 037 545,30	5 737 774 138,92	10 959 320 765,29	13 428 895 350,88	6 527 804 517,00	8 747 085 220,00	12 857 296 031,00	7 791 093 272,27	10 946 129 921,43	14 949 577 890,03	10 531 431 979,81	11 529 242 138,60	121 200 688 770,53	21,47%
MANIEMA	36 569 189,00	37 808 120,00	45 047 778,00	45 204 699,00	43 243 403,00	42 921 708,00	46 768 485,00	44 466 437,62	58 029 733,40	61 036 739,86	69 662 619,30	73 767 848,18	604 526 760,36	0,11%
NORD KIVU	344 892 341,70	378 472 770,61	459 317 570,71	541 675 464,71	498 524 090,00	473 385 478,00	517 615 078,00	511 171 753,65	576 063 549,17	605 115 890,84	608 333 785,08	631 245 594,86	6 145 813 367,33	1,09%
PROVINCE ORIENTALE	121 523 092,68	142 845 400,57	130 200 381,25	165 372 328,98	159 468 408,00	181 814 995,00	150 259 767,00	155 342 608,42	151 734 023,03	147 746 574,85	196 834 902,80	183 022 986,53	1 886 165 469,11	0,33%
SUD KIVU	166 902 751,76	163 082 519,00	200 362 239,31	312 601 134,08	151 472 956,00	128 385 929,00	222 011 630,00	214 976 854,81	193 464 228,48	279 444 753,94	265 303 614,50	256 917 730,66	2 554 926 341,54	0,45%
TOTAL RECETTES en CDF	39 156 206 371,43	31 773 274 272,11	52 551 890 401,05	49 798 435 563,20	35 712 519 723,00	34 075 316 743,00	71 323 496 123,00	38 472 318 203,42	43 280 753 444,59	45 945 806 869,05	73 349 203 832,11	49 012 093 790,07	564 451 315 336,03	100,00%
RECETTES en USD	54 986 948,98	42 412 999,27	65 510 527,93	59 671 003,01	45 743 057,34	44 968 481,77	90 536 178,58	47 039 074,44	50 289 033,10	52 053 799,73	80 527 417,86	54 234 916,22	687 973 438,23	
TAUX DE CHANGE MOYEN	712,10	749,14	802,19	834,55	780,72	757,76	787,79	817,88	860,64	882,66	910,86	903,70		

TABLEAU N° 2. PREVISIONS ET REALISATIONS DE LA DGI PAR CENTRE DE PERCEPTION AU 1^{er} QUADRIMESTRE 2009

CENTRE	JANVIER			FEVRIER			MARS			AVRIL		
	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.
DGE	28 480 650 352,37	29 142 515 523,47	102,32%	22 887 644 972,75	23 319 183 524,22	101,89%	50 600 358 924,64	38 123 922 586,27	75,34%	24 518 507 975,27	32 297 932 007,33	131,73%
DUI-KINSHASA	1 497 706 949,99	1 660 016 826,00	110,84%	1 512 555 812,75	1 481 479 002,77	97,95%	1 758 293 153,47	1 998 662 377,00	113,67%	1 700 027 545,04	1 992 025 324,00	117,18%
BANDUNDU	20 895 838,04	23 066 268,34	110,39%	20 620 859,91	18 744 977,31	90,90%	23 341 722,72	22 518 948,80	96,48%	28 050 663,75	29 810 599,35	106,27%
BAS-CONGO	314 523 701,46	376 957 250,73	119,85%	337 369 266,84	370 400 553,93	109,79%	359 106 531,21	490 897 530,31	136,70%	415 357 132,63	833 592 614,06	200,69%
EQUATEUR	22 901 121,06	18 681 864,00	81,58%	22 973 526,36	25 307 389,94	110,16%	24 433 145,15	28 877 569,98	118,19%	26 543 510,52	38 234 064,30	144,04%
KASAI OCCIDENTAL	171 430 445,97	35 672 412,16	20,81%	178 093 901,74	29 883 793,84	16,78%	183 585 255,27	42 382 004,07	23,09%	189 714 486,03	34 401 360,51	18,13%
KASAI ORIENTAL	41 608 454,23	34 371 306,29	82,61%	41 323 168,57	68 292 081,00	165,26%	53 426 325,90	50 380 650,06	94,30%	65 133 593,32	78 690 616,00	120,81%
KATANGA	7 788 259 425,92	7 195 037 545,30	92,38%	7 383 814 815,15	5 737 774 138,92	77,71%	14 229 119 183,81	10 959 320 765,29	77,02%	10 639 672 915,86	13 428 895 350,88	126,22%
MANIEMA	15 280 984,64	36 569 189,00	239,31%	20 543 357,82	37 808 120,00	184,04%	26 423 248,36	45 047 778,00	170,49%	26 235 628,37	45 204 699,00	172,30%
NORD KIVU	254 888 311,30	344 892 341,70	135,31%	271 081 261,30	378 472 770,61	139,62%	280 795 381,46	459 317 570,71	163,58%	297 987 557,93	541 675 464,71	181,78%
PROVINCE ORIENTALE	166 095 752,74	121 523 092,68	73,16%	136 361 282,32	142 845 400,57	104,76%	151 173 778,78	130 200 381,25	86,13%	177 852 958,33	165 372 328,98	92,98%
SUD KIVU	186 028 852,30	166 902 751,76	89,72%	172 574 677,34	163 082 519,00	94,50%	195 946 356,96	200 362 239,31	102,25%	207 336 944,73	312 601 134,08	150,77%
TOTAL RECETTES en CDF	38 960 270 190,03	39 156 206 371,43	100,50%	32 984 956 902,85	31 773 274 272,11	96,33%	67 886 003 007,71	52 551 890 401,05	77,41%	38 292 420 911,78	49 798 435 563,20	130,05%

TABLEAU N° 3. PREVISIONS ET REALISATIONS DE LA DGI PAR CENTRE DE PERCEPTION AU 2^{ème} QUADRIMESTRE 2009

CENTRE	MAI			JUIN			JUILLET			AOÛT		
	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.
DGE	23 543 170 024,15	26 011 381 825,00	110,48%	25 868 081 534,07	22 415 839 881,00	86,65%	55 657 616 742,60	54 521 335 194,00	97,96%	31 261 476 675,96	27 385 795 854,28	87,60%
DUI-KINSHASA	1 601 785 073,29	1 674 436 332,00	104,54%	1 529 909 981,12	1 644 563 378,00	107,49%	2 193 375 424,60	2 387 832 407,00	108,87%	1 622 820 986,38	1 828 515 359,07	112,68%
BANDUNDU	28 745 021,41	26 848 307,00	93,40%	28 277 211,41	21 349 209,00	75,50%	31 756 322,98	27 601 276,00	86,92%	31 815 991,92	22 944 436,50	72,12%
BAS-CONGO	430 278 384,89	508 509 168,00	118,18%	433 802 521,48	327 728 120,00	75,55%	471 100 751,01	497 148 902,00	105,53%	459 706 985,39	420 053 627,58	91,37%
EQUATEUR	26 153 152,52	34 130 803,00	130,50%	26 372 502,26	21 532 975,00	81,65%	25 301 922,67	25 811 931,00	102,02%	25 937 777,95	27 624 649,00	106,50%
KASAI OCCIDENTAL	188 985 487,39	32 895 495,00	17,41%	186 546 036,79	28 394 434,00	15,22%	191 609 240,29	27 779 860,00	14,50%	191 599 899,96	35 195 090,22	18,37%
KASAI ORIENTAL	65 692 552,81	43 804 419,00	66,68%	65 130 544,10	42 315 416,00	64,97%	76 476 652,59	42 035 562,00	54,97%	76 616 799,41	35 138 260,00	45,86%
KATANGA	8 854 012 438,39	6 527 804 517,00	73,73%	8 891 461 731,17	8 747 085 220,00	98,38%	16 734 226 588,86	12 857 296 031,00	76,83%	8 743 905 197,13	7 791 093 272,27	89,10%
MANIEMA	26 761 024,79	43 243 403,00	161,59%	26 102 936,63	42 921 708,00	164,43%	38 735 917,62	46 768 485,00	120,74%	38 397 695,98	44 466 437,62	115,80%
NORD KIVU	319 702 190,57	498 524 090,00	155,93%	338 908 220,57	473 385 478,00	139,68%	350 534 614,00	517 615 078,00	147,66%	342 737 210,91	511 171 753,65	149,14%
PROVINCE ORIENTALE	177 374 155,94	159 468 408,00	89,91%	177 932 976,39	181 814 995,00	102,18%	185 127 833,00	150 259 767,00	81,17%	185 544 054,32	155 342 608,42	83,72%
SUD KIVU	206 788 487,82	151 472 956,00	73,25%	206 212 834,92	128 385 929,00	62,26%	208 291 854,64	222 011 630,00	106,59%	206 899 312,57	214 976 854,81	103,90%
TOTAL RECETTES en CDF	35 469 447 993,99	35 712 519 723,00	100,69%	37 778 739 030,90	34 075 316 743,00	90,20%	76 164 153 864,86	71 323 496 123,00	93,64%	43 187 458 587,88	38 472 318 203,42	89,08%

TABLEAU N° 4. PREVISIONS ET REALISATIONS DE LA DGI PAR CENTRE DE PERCEPTION AU 3^{ème} QUADRIMESTRE 2009

CENTRE	SEPTEMBRE			OCTOBRE			NOVEMBRE			DECEMBRE		
	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.
DGE	31 597 429 267,83	28 875 890 137,70	91,39%	29 019 516 460,95	27 237 556 439,61	93,86%	57 102 463 826,43	58 153 691 239,50	101,84%	25 617 961 139,02	33 888 126 293,54	132,28%
DUI-KINSHASA	1 755 946 647,07	1 848 333 728,00	105,26%	1 737 941 920,26	1 872 808 298,23	107,76%	2 363 232 880,66	2 741 501 957,64	116,01%	1 802 228 067,68	1 763 024 649,68	97,82%
BANDUNDU	33 712 012,81	24 761 036,37	73,45%	33 815 339,13	33 891 625,00	100,23%	33 044 498,02	32 190 636,40	97,42%	33 262 256,30	37 929 198,13	114,03%
BAS-CONGO	459 754 664,01	493 383 286,63	107,31%	472 806 324,27	639 796 969,18	135,32%	512 638 174,51	621 766 322,74	121,29%	479 525 501,02	525 124 948,71	109,51%
EQUATEUR	25 812 603,28	27 228 793,00	105,49%	25 597 315,97	20 772 819,39	81,15%	25 951 244,77	23 325 004,48	89,88%	25 970 142,51	24 227 009,70	93,29%
KASAI OCCIDENTAL	190 877 642,02	32 957 882,38	17,27%	191 941 187,62	47 315 832,07	24,65%	193 114 606,60	50 310 675,86	26,05%	192 885 739,69	46 440 364,33	24,08%
KASAI ORIENTAL	76 312 212,30	52 777 125,00	69,16%	76 652 755,77	50 743 036,05	66,20%	77 863 514,98	54 851 094,00	70,45%	76 952 003,37	53 025 027,15	68,91%
KATANGA	9 826 723 964,08	10 946 129 921,43	111,39%	10 965 417 515,52	14 949 577 890,03	136,33%	16 796 739 666,61	10 531 431 979,81	62,70%	10 889 727 518,22	11 529 242 138,60	105,87%
MANIEMA	42 161 456,36	58 029 733,40	137,64%	42 168 480,47	61 036 739,86	144,74%	42 136 406,99	69 662 619,30	165,33%	42 282 482,18	73 767 848,18	174,46%
NORD KIVU	344 039 903,16	576 063 549,17	167,44%	359 254 257,49	605 115 890,84	168,44%	359 865 309,00	608 333 785,08	169,04%	336 750 763,24	631 245 594,86	187,45%
PROVINCE ORIENTALE	185 695 215,19	151 734 023,03	81,71%	185 924 732,23	147 746 574,85	79,47%	185 441 346,04	196 834 902,80	106,14%	185 089 837,62	183 022 986,53	98,88%
SUD KIVU	206 127 468,28	193 464 228,48	93,86%	206 083 668,88	279 444 753,94	135,60%	207 742 468,09	265 303 614,50	127,71%	206 279 246,49	256 917 730,66	124,55%
TOTAL RECETTES en CDF	44 744 593 056,39	43 280 753 444,59	96,73%	43 317 119 958,58	45 945 806 869,05	106,07%	77 900 233 942,70	73 349 203 832,11	94,16%	39 888 914 697,33	49 012 093 790,07	122,87%

TABLEAU N° 5. REALISATIONS 2010 DE LA DGI PAR CENTRE DE PERCEPTION

CENTRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	CUMUL	TAUX DE PART.
DGE	41 945 253 038,42	30 820 791 733,64	121 371 066 416,83	53 301 793 723,01	37 666 846 256,85	46 507 541 379,37	75 441 787 350,10	41 898 007 312,20	46 214 867 430,07	41 985 410 101,94	74 299 180 918,49	50 637 970 036,71	662 090 515 697,63	85,05%
DUI-KINSHASA	2 517 493 784,76	2 003 939 173,75	2 759 515 727,84	2 586 504 324,81	2 163 329 439,69	2 065 898 435,49	3 034 553 595,84	2 889 273 329,49	3 421 712 777,61	2 410 636 472,30	3 792 920 298,42	2 887 107 800,00	32 532 885 160,00	4,18%
BANDUNDU	23 168 106,00	29 675 293,00	33 641 691,93	44 593 044,00	34 375 889,00	36 340 297,08	49 957 609,49	45 730 466,31	50 187 223,79	57 709 138,12	66 631 679,47	75 275 819,20	547 286 257,39	0,07%
BAS-CONGO	570 709 314,23	531 764 204,53	650 080 520,48	1 092 408 103,72	595 855 983,19	660 477 588,04	800 883 164,96	522 776 094,62	653 076 335,94	614 024 197,38	914 011 319,21	713 245 043,92	8 319 311 870,22	1,07%
EQUATEUR	28 522 105,39	24 639 477,48	49 310 892,00	57 301 337,94	34 461 806,10	29 589 119,25	44 370 518,17	38 845 621,50	50 956 260,91	50 132 172,25	49 892 255,18	51 027 160,56	509 048 726,73	0,07%
KASAI OCCIDENTAL	33 204 141,56	33 413 439,59	44 037 769,72	53 335 255,15	41 246 817,93	33 195 449,21	64 004 799,63	46 495 727,73	41 424 771,13	39 299 788,92	50 376 930,84	56 020 451,23	536 055 342,64	0,07%
KASAI ORIENTAL	44 498 883,00	58 103 292,00	83 252 339,24	117 808 901,17	81 631 269,00	69 819 935,00	89 938 209,07	98 243 897,52	81 679 724,99	83 503 267,00	88 936 291,00	115 121 610,00	1 012 537 618,99	0,13%
KATANGA	11 484 569 681,15	4 515 276 998,22	4 967 830 480,48	3 385 951 487,51	2 729 177 660,84	2 910 654 730,38	4 776 174 898,47	4 317 783 434,23	4 761 681 710,60	3 278 823 910,59	5 069 584 882,59	3 282 185 909,51	55 479 695 784,57	7,13%
MANIEMA	71 497 840,34	64 905 103,87	89 192 266,72	95 123 657,27	86 624 220,53	91 690 534,86	96 394 223,55	91 364 053,54	99 242 214,74	97 015 217,18	84 902 106,25	130 568 771,72	1 098 520 210,57	0,14%
NORD KIVU	700 800 844,33	630 854 440,19	777 639 658,71	689 825 119,53	690 894 030,00	612 535 604,44	684 885 695,23	573 745 450,94	648 554 051,03	591 912 909,54	626 920 513,08	732 755 417,51	7 961 323 734,53	1,02%
PROVINCE ORIENTALE	312 614 655,39	269 869 643,10	314 216 500,73	537 836 661,65	291 966 059,57	253 595 551,87	332 214 297,77	404 656 066,81	291 793 537,94	332 694 668,92	319 618 470,79	658 215 191,11	4 319 291 305,65	0,55%
SUD KIVU	264 710 053,67	246 688 375,46	439 921 430,33	367 293 814,44	364 502 958,76	308 285 170,75	340 505 495,03	311 620 320,32	308 232 498,88	330 284 974,29	315 918 298,36	452 096 844,95	4 050 060 235,24	0,52%
TOTAL RECETTES en CDF	57 997 042 448,24	39 229 921 174,83	131 579 705 695,01	62 329 775 430,20	44 780 912 391,46	53 579 623 795,74	85 755 669 857,31	51 238 541 775,21	56 623 408 537,63	49 871 446 818,43	85 678 893 963,68	59 791 590 056,42	778 456 531 944,16	100,00%
RECETTES en USD	63 062 883,91	42 803 126,15	146 287 445,46	69 617 316,08	49 864 609,31	59 427 925,99	95 492 038,06	56 696 109,25	62 578 365,83	54 851 405,97	94 244 804,22	65 337 431,22	860 263 461,44	
TAUX DE CHANGE MOYEN	919,67	916,52	899,46	895,32	898,05	901,59	898,04	903,74	904,84	909,21	909,11	915,12		

TABLEAU N° 6. PREVISIONS ET REALISATIONS DE LA DGI PAR CENTRE DE PERCEPTION AU 1^{er} QUADRIMESTRE 2010

CENTRE	JANVIER			FEVRIER			MARS			AVRIL		
	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.
DGE	36 412 000 000,00	41 945 253 038,42	115,20%	38 919 481 982,61	30 820 791 733,64	79,19%	78 726 385 177,43	121 371 066 416,83	154,17%	52 329 236 059,08	53 301 793 723,01	101,86%
DUI-KINSHASA	2 300 000 000,00	2 517 493 784,76	109,46%	1 987 209 785,83	2 003 939 173,75	100,84%	2 480 157 665,02	2 759 515 727,84	111,26%	2 180 991 671,23	2 586 504 324,81	118,59%
BANDUNDU	33 000 000,00	23 168 106,00	70,21%	31 353 905,59	29 675 293,00	94,65%	35 020 400,91	33 641 691,93	96,06%	36 612 865,20	44 593 044,00	121,80%
BAS-CONGO	600 000 000,00	570 709 314,23	95,12%	516 745 495,14	531 764 204,53	102,91%	577 886 718,02	650 080 520,48	112,49%	569 411 335,20	1 092 408 103,72	191,85%
EQUATEUR	30 000 000,00	28 522 105,39	95,07%	29 034 119,61	24 639 477,48	84,86%	33 179 959,19	49 310 892,00	148,62%	34 531 796,85	57 301 337,94	165,94%
KASAI OCCIDENTAL	55 000 000,00	33 204 141,56	60,37%	58 340 733,32	33 413 439,59	57,27%	59 131 413,51	44 037 769,72	74,47%	60 246 023,47	53 335 255,15	88,53%
KASAI ORIENTAL	60 000 000,00	44 498 883,00	74,16%	63 052 103,42	58 103 292,00	92,15%	64 144 553,93	83 252 339,24	129,79%	66 264 030,48	117 808 901,17	177,79%
KATANGA	10 800 000 000,00	11 484 569 681,15	106,34%	3 504 972 491,53	4 515 276 998,22	128,82%	6 636 598 133,71	4 967 830 480,48	74,86%	4 570 735 538,06	3 385 951 487,51	74,08%
MANIEMA	70 000 000,00	71 497 840,34	102,14%	69 746 775,06	64 905 103,87	93,06%	74 844 526,67	89 192 266,72	119,17%	73 327 186,27	95 123 657,27	129,72%
NORD KIVU	650 000 000,00	700 800 844,33	107,82%	612 572 548,27	630 854 440,19	102,98%	665 803 548,32	777 639 658,71	116,80%	673 506 456,67	689 825 119,53	102,42%
PROVINCE ORIENTALE	270 000 000,00	312 614 655,39	115,78%	260 650 789,94	269 869 643,10	103,54%	305 118 264,68	314 216 500,73	102,98%	301 462 118,40	537 836 661,65	178,41%
SUD KIVU	220 000 000,00	264 710 053,67	120,32%	250 006 836,67	246 688 375,46	98,67%	297 643 916,21	439 921 430,33	147,80%	281 887 049,99	367 293 814,44	130,30%
TOTAL RECETTES en CDF	51 500 000 000,00	57 997 042 448,24	112,62%	46 303 167 567,00	39 229 921 174,83	84,72%	89 955 914 277,60	131 579 705 695,01	146,27%	61 178 212 130,91	62 329 775 430,20	101,88%

TABLEAU N° 7. PREVISIONS ET REALISATIONS DE LA DGI PAR CENTRE DE PERCEPTION AU 2^{ème} QUADRIMESTRE 2010

CENTRE	MAI			JUIN			JUILLET			AOÛT		
	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.
DGE	45 541 532 110,84	37 666 846 256,85	82,71%	44 153 968 590,25	46 507 541 379,37	105,33%	84 834 691 188,85	75 441 787 350,10	88,93%	46 955 798 924,20	41 898 007 312,20	89,23%
DUI-KINSHASA	2 111 374 193,27	2 163 329 439,69	102,46%	2 151 926 265,92	2 065 898 435,49	96,00%	2 615 539 060,89	3 034 553 595,84	116,02%	2 324 808 394,85	2 889 273 329,49	124,28%
BANDUNDU	38 317 738,48	34 375 889,00	89,71%	41 636 405,97	36 340 297,08	87,28%	42 280 494,11	49 957 609,49	118,16%	43 605 705,00	45 730 466,31	104,87%
BAS-CONGO	577 149 364,37	595 855 983,19	103,24%	568 086 285,70	660 477 588,04	116,26%	580 425 217,33	800 883 164,96	137,98%	570 921 579,19	522 776 094,62	91,57%
EQUATEUR	35 022 741,37	34 461 806,10	98,40%	37 115 449,11	29 589 119,25	79,72%	39 125 296,70	44 370 518,17	113,41%	40 457 947,47	38 845 621,50	96,01%
KASAI OCCIDENTAL	61 798 111,07	41 246 817,93	66,74%	63 689 140,82	33 195 449,21	52,12%	65 584 429,47	64 004 799,63	97,59%	67 217 426,94	46 495 727,73	69,17%
KASAI ORIENTAL	66 942 122,51	81 631 269,00	121,94%	68 929 472,84	69 819 935,00	101,29%	70 964 646,08	89 938 209,07	126,74%	72 482 622,75	98 243 897,52	135,54%
KATANGA	5 007 691 296,54	2 729 177 660,84	54,50%	4 722 623 287,77	2 910 654 730,38	61,63%	7 132 425 716,30	4 776 174 898,47	66,96%	4 747 957 117,70	4 317 783 434,23	90,94%
MANIEMA	74 742 921,18	86 624 220,53	115,90%	77 477 262,30	91 690 534,86	118,35%	79 663 562,89	96 394 223,55	121,00%	79 442 000,80	91 364 053,54	115,01%
NORD KIVU	673 695 943,52	690 894 030,00	102,55%	688 268 670,78	612 535 604,44	89,00%	699 033 300,12	684 885 695,23	97,98%	701 197 435,89	573 745 450,94	81,82%
PROVINCE ORIENTALE	317 716 693,11	291 966 059,57	91,90%	313 997 843,14	253 595 551,87	80,76%	325 047 287,91	332 214 297,77	102,20%	317 302 728,92	404 656 066,81	127,53%
SUD KIVU	283 962 287,10	364 502 958,76	128,36%	292 969 784,86	308 285 170,75	105,23%	300 632 647,66	340 505 495,03	113,26%	298 441 120,73	311 620 320,32	104,42%
TOTAL RECETTES en CDF	54 789 945 523,36	44 780 912 391,46	81,73%	53 180 688 459,45	53 579 623 795,74	100,75%	96 785 412 848,32	85 755 669 857,31	88,60%	56 219 633 004,45	51 238 541 775,21	91,14%

TABLEAU N° 8. PREVISIONS ET REALISATIONS DE LA DGI PAR CENTRE DE PERCEPTION AU 3^{ème} QUADRIMESTRE 2010

CENTRE	SEPTEMBRE			OCTOBRE			NOVEMBRE			DECEMBRE		
	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.
DGE	49 218 377 171,14	46 214 867 430,07	93,90%	51 473 095 286,66	41 985 410 101,94	81,57%	93 702 146 884,78	74 299 180 918,49	79,29%	52 275 588 718,19	50 637 970 036,71	96,87%
DUI-KINSHASA	2 259 490 932,61	3 421 712 777,61	151,44%	2 349 343 486,25	2 410 636 472,30	102,61%	2 787 890 685,79	3 792 920 298,42	136,05%	2 317 749 751,91	2 887 107 800,00	124,57%
BANDUNDU	43 612 627,45	50 187 223,79	115,07%	44 080 971,13	57 709 138,12	130,92%	46 392 663,86	66 631 679,47	143,63%	43 861 252,97	75 275 819,20	171,62%
BAS-CONGO	586 591 018,18	653 076 335,94	111,33%	584 930 021,07	614 024 197,38	104,97%	591 147 882,94	914 011 319,21	154,62%	572 809 470,26	713 245 043,92	124,52%
EQUATEUR	41 511 603,69	50 956 260,91	122,75%	41 398 092,79	50 132 172,25	121,10%	44 268 653,81	49 892 255,18	112,70%	42 735 788,72	51 027 160,56	119,40%
KASAI OCCIDENTAL	68 286 695,84	41 424 771,13	60,66%	65 806 958,37	39 299 788,92	59,72%	69 474 765,28	50 376 930,84	72,51%	68 139 128,67	56 020 451,23	82,21%
KASAI ORIENTAL	73 272 950,21	81 679 724,99	111,47%	70 071 846,42	83 503 267,00	119,17%	74 988 331,19	88 936 291,00	118,60%	71 521 870,41	115 121 610,00	160,96%
KATANGA	4 945 427 126,25	4 761 681 710,60	96,28%	4 921 346 809,53	3 278 823 910,59	66,62%	7 452 601 265,42	5 069 584 882,59	68,02%	5 451 490 167,08	3 282 185 909,51	60,21%
MANIEMA	80 457 392,39	99 242 214,74	123,35%	80 497 558,48	97 015 217,18	120,52%	81 990 929,89	84 902 106,25	103,55%	79 492 381,16	130 568 771,72	164,25%
NORD KIVU	718 411 933,17	648 554 051,03	90,28%	726 504 441,01	591 912 909,54	81,47%	728 362 252,49	626 920 513,08	86,07%	726 698 735,95	732 755 417,51	100,83%
PROVINCE ORIENTALE	323 711 167,11	291 793 537,94	90,14%	329 427 019,34	332 694 668,92	100,99%	332 964 040,04	319 618 470,79	95,99%	311 560 129,06	658 215 191,11	211,26%
SUD KIVU	299 973 424,36	308 232 498,88	102,75%	308 753 988,83	330 284 974,29	106,97%	321 253 218,92	315 918 298,36	98,34%	306 571 261,44	452 096 844,95	147,47%
TOTAL RECETTES en CDF	58 659 124 042,40	56 623 408 537,63	96,53%	60 995 256 479,88	49 871 446 818,43	81,76%	106 233 481 574,38	85 678 893 963,68	80,65%	62 268 218 655,84	59 791 590 056,42	96,02%

TABLEAU N° 9. REALISATIONS 2011 DE LA DGI PAR CENTRE DE PERCEPTION

CENTRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	CUMUL	Taux de part.
DGE	56 781 281 125,97	50 837 778 257,96	76 892 167 876,33	49 256 800 549,92	78 796 558 190,00	62 852 559 248,42	115 986 797 217,95	60 395 278 033,01	60 770 102 352,12	54 124 440 024,87	89 442 269 926,82	54 829 758 847,23	810 965 791 650,60	84,82%
DUI-KINSHASA	2 229 227 430,52	2 265 510 426,79	2 933 145 804,26	2 584 882 465,24	3 386 281 884,76	3 919 176 250,67	4 094 458 644,56	3 578 349 023,02	3 820 677 382,69	3 328 166 313,54	4 660 877 545,49	3 580 182 930,42	40 380 936 101,96	4,22%
BANDUNDU	62 029 654,72	46 326 875,04	85 002 099,12	59 461 053,38	62 248 282,73	66 339 929,28	73 121 095,98	72 454 328,61	85 344 984,00	102 382 119,44	90 333 841,12	63 096 918,98	868 141 182,40	0,09%
BAS-CONGO	546 356 969,54	639 405 916,52	736 216 128,85	746 891 506,15	642 808 443,51	662 970 293,11	709 603 139,96	893 434 611,79	748 900 110,79	787 590 367,39	816 903 600,18	345 902 383,58	8 276 983 471,37	0,87%
EQUATEUR	40 818 570,56	46 060 724,67	100 907 691,92	53 982 977,50	48 693 811,47	69 465 927,43	79 504 020,84	80 008 936,88	80 142 661,98	104 902 007,75	62 520 424,00	59 377 970,58	826 385 725,58	0,09%
KASAI OCCIDENTAL	42 194 644,38	62 352 079,27	67 079 926,41	71 206 668,91	106 027 759,00	77 311 085,93	103 471 211,91	73 990 026,34	82 154 814,27	67 647 612,90	95 802 304,45	68 882 118,95	918 120 252,72	0,10%
KASAI ORIENTAL	86 804 432,00	88 510 771,00	131 216 470,00	117 781 800,85	132 551 574,00	96 255 286,00	126 393 555,00	93 470 315,00	102 400 047,00	83 134 185,00	119 707 765,00	95 889 321,00	1 274 115 521,85	0,13%
KATANGA	4 623 797 366,15	3 565 314 927,82	4 966 690 112,66	8 417 645 034,21	4 942 013 892,48	4 177 695 728,31	7 753 405 713,52	5 757 704 870,17	8 213 455 725,59	4 508 814 444,78	8 472 146 975,57	5 755 500 889,26	71 154 185 680,52	7,44%
MANIEMA	94 714 636,98	69 458 705,72	157 678 269,65	123 939 289,13	102 503 764,65	96 491 099,97	126 742 510,35	85 307 490,87	106 315 323,23	81 900 883,42	106 280 724,30	94 621 094,81	1 245 953 793,08	0,13%
NORD KIVU	767 024 017,92	687 789 828,53	922 774 066,06	744 860 152,47	809 587 391,67	669 717 697,18	844 898 948,61	657 928 780,78	761 646 833,18	786 868 035,16	870 198 627,50	762 672 952,68	9 285 967 331,74	0,97%
PROVINCE ORIENTALE	350 489 815,86	346 699 536,63	482 400 113,58	446 415 252,48	655 636 461,87	482 388 912,31	391 081 989,96	338 350 458,45	320 953 556,03	348 948 405,46	450 460 752,20	493 023 276,91	5 106 848 531,74	0,53%
SUD KIVU	404 753 420,37	324 096 117,30	546 746 278,24	461 597 721,67	430 151 907,73	426 617 468,51	515 313 528,49	456 458 425,32	506 234 037,25	497 157 122,56	608 803 618,65	643 641 110,35	5 821 570 756,44	0,61%
TOTAL RECETTES en CDF	66 029 492 084,97	58 979 304 167,25	88 022 024 837,08	63 085 464 471,91	90 115 063 363,87	73 596 988 927,12	130 804 791 577,13	72 482 735 300,24	75 598 327 828,13	64 821 951 522,27	105 796 306 105,28	66 792 549 814,75	956 125 000 000,00	100,00%
RECETTES en USD	71 707 274,04	63 826 961,93	95 619 989,18	68 453 595,43	97 234 579,26	80 008 902,36	142 335 380,77	78 735 943,97	81 913 001,08	70 398 192,34	119 115 839,25	73 332 326,71	1 042 681 986,31	
TAUX DE CHANGE MOYEN	920,82	924,05	920,54	921,58	926,78	919,86	918,99	920,58	922,91	920,79	888,18	910,82		

TABLEAU N° 10. PREVISIONS ET REALISATIONS DE LA DGI PAR CENTRE DE PERCEPTION AU 1^{er} QUADRIMESTRE 2011

CENTRE	JANVIER			FEVRIER			MARS			AVRIL		
	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.
DGE	59 671 208 537,98	56 781 281 125,97	95,16%	46 202 336 627,00	50 837 778 257,96	110,03%	129 466 382 723,10	76 892 167 876,33	59,39%	64 584 811 050,92	49 256 800 549,92	76,27%
DUI-KINSHASA	3 661 684 456,84	2 229 227 430,52	60,88%	2 835 175 992,61	2 265 510 426,79	79,91%	6 648 839 713,21	2 933 145 804,26	44,12%	3 963 204 442,60	2 584 882 465,24	65,22%
BANDUNDU	83 215 580,09	62 029 654,72	74,54%	64 432 317,33	46 326 875,04	71,90%	151 101 783,93	85 002 099,12	56,25%	90 067 934,74	59 461 053,38	66,02%
BAS-CONGO	768 142 752,86	546 356 969,54	71,13%	594 759 028,93	639 405 916,52	107,51%	1 394 783 767,10	736 216 128,85	52,78%	831 395 169,78	746 891 506,15	89,84%
EQUATEUR	76 594 057,46	40 818 570,56	53,29%	59 305 392,21	46 060 724,67	77,67%	139 078 507,99	100 907 691,92	72,55%	82 901 165,40	53 982 977,50	65,12%
KASAI OCCIDENTAL	70 882 430,61	42 194 644,38	59,53%	54 882 982,94	62 352 079,27	113,61%	128 707 409,16	67 079 926,41	52,12%	76 719 216,86	71 206 668,91	92,81%
KASAI ORIENTAL	118 723 095,10	86 804 432,00	73,12%	91 925 143,46	88 510 771,00	96,29%	215 575 874,67	131 216 470,00	60,87%	128 499 302,30	117 781 800,85	91,66%
KATANGA	4 754 727 563,04	4 623 797 366,15	97,25%	3 681 499 483,92	3 565 314 927,82	96,84%	8 633 573 378,39	4 966 690 112,66	57,53%	5 146 253 759,25	8 417 645 034,21	163,57%
MANIEMA	106 349 270,63	94 714 636,98	89,06%	82 344 315,15	69 458 705,72	84,35%	193 107 642,76	157 678 269,65	81,65%	115 106 560,05	123 939 289,13	107,67%
NORD KIVU	780 367 462,09	767 024 017,92	98,29%	604 224 400,00	687 789 828,53	113,83%	1 416 981 237,46	922 774 066,06	65,12%	844 626 517,95	744 860 152,47	88,19%
PROVINCE ORIENTALE	421 966 350,74	350 489 815,86	83,06%	326 720 907,11	346 699 536,63	106,11%	766 201 092,28	482 400 113,58	62,96%	456 713 006,15	446 415 252,48	97,75%
SUD KIVU	406 662 782,13	404 753 420,37	99,53%	314 871 630,96	324 096 117,30	102,93%	738 413 068,51	546 746 278,24	74,04%	440 149 271,13	461 597 721,67	104,87%
TOTAL RECETTES en CDF	70 920 524 339,56	66 029 492 084,97	93,10%	54 912 478 221,61	58 979 304 167,25	107,41%	149 892 746 198,60	88 022 024 837,08	58,72%	76 760 447 397,12	63 085 464 471,91	82,18%

TABLEAU N° 11. PREVISIONS ET REALISATIONS DE LA DGI PAR CENTRE DE PERCEPTION AU 2^{ème} QUADRIMESTRE 2011

CENTRE	MAI			JUN			JUILLET			AOÛT		
	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.
DGE	61 029 239 124,91	78 796 558 190,00	129,11%	63 019 404 714,27	62 852 559 248,42	99,74%	131 821 193 274,85	115 986 797 217,95	87,99%	63 482 599 029,64	60 395 278 033,01	95,14%
DUI-KINSHASA	3 745 019 110,42	3 386 281 884,76	90,42%	3 867 144 312,57	3 919 176 250,67	101,35%	6 769 772 712,07	4 094 458 644,56	60,48%	3 895 567 927,01	3 578 349 023,02	91,86%
BANDUNDU	85 109 446,59	62 248 282,73	73,14%	87 884 868,57	66 339 929,28	75,49%	153 850 111,86	73 121 095,98	47,53%	88 530 824,72	72 454 328,61	81,84%
BAS-CONGO	785 624 573,31	642 808 443,51	81,82%	811 243 817,70	662 970 293,11	81,72%	1 420 152 912,84	709 603 139,96	49,97%	817 206 481,52	893 434 611,79	109,33%
EQUATEUR	78 337 227,66	48 693 811,47	62,16%	80 891 807,35	69 465 927,43	85,88%	141 608 149,52	79 504 020,84	56,14%	81 486 364,31	80 008 936,88	98,19%
KASAI OCCIDENTAL	72 495 612,43	106 027 759,00	146,25%	74 859 696,85	77 311 085,93	103,27%	131 048 415,06	103 471 211,91	78,96%	75 409 917,63	73 990 026,34	98,12%
KASAI ORIENTAL	121 425 061,40	132 551 574,00	109,16%	125 384 736,83	96 255 286,00	76,77%	219 496 895,20	126 393 555,00	57,58%	126 306 318,01	93 470 315,00	74,00%
KATANGA	4 862 938 300,20	4 942 013 892,48	101,63%	5 021 518 885,62	4 177 695 728,31	83,20%	8 790 605 877,97	7 753 405 713,52	88,20%	5 058 427 184,15	5 757 704 870,17	113,82%
MANIEMA	108 769 626,54	102 503 764,65	94,24%	112 316 607,81	96 491 099,97	85,91%	196 619 997,90	126 742 510,35	64,46%	113 142 137,89	85 307 490,87	75,40%
NORD KIVU	798 127 499,28	809 587 391,67	101,44%	824 154 464,51	669 717 697,18	81,26%	1 442 754 123,83	844 898 948,61	58,56%	830 212 021,94	657 928 780,78	79,25%
PROVINCE ORIENTALE	431 569 695,89	655 636 461,87	151,92%	445 643 198,53	482 388 912,31	108,25%	780 137 207,43	391 081 989,96	50,13%	448 918 687,99	338 350 458,45	75,37%
SUD KIVU	415 917 840,14	430 151 907,73	103,42%	429 480 935,23	426 617 468,51	99,33%	751 843 758,77	515 313 528,49	68,54%	432 637 631,63	456 458 425,32	105,51%
TOTAL RECETTES en CDF	72 534 573 118,76	90 115 063 363,87	124,24%	74 899 928 045,84	73 596 988 927,12	98,26%	152 619 083 437,31	130 804 791 577,13	85,71%	75 450 444 526,43	72 482 735 300,24	96,07%

TABLEAU N° 12. PREVISIONS ET REALISATIONS DE LA DGI PAR CENTRE DE PERCEPTION AU 3^{ème} QUADRIMESTRE 2011

CENTRE	SEPTEMBRE			OCTOBRE			NOVEMBRE			DECEMBRE		
	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.
DGE	62 733 241 815,44	60 770 102 352,12	96,87%	63 688 970 315,48	54 124 440 024,87	84,98%	136 513 845 262,92	89 442 269 926,82	65,52%	65 675 957 635,77	54 829 758 847,23	83,49%
DUI-KINSHASA	3 849 584 114,53	3 820 677 382,69	99,25%	3 908 231 765,21	3 328 166 313,54	85,16%	7 010 767 248,58	4 660 877 545,49	66,48%	4 030 161 934,96	3 580 182 930,42	88,83%
BANDUNDU	87 485 794,85	85 344 984,00	97,55%	88 818 623,58	102 382 119,44	115,27%	159 326 962,85	90 333 841,12	56,70%	91 589 613,25	63 096 918,98	68,89%
BAS-CONGO	807 560 065,31	748 900 110,79	92,74%	819 863 082,78	787 590 367,39	96,06%	1 470 708 390,49	816 903 600,18	55,54%	845 441 413,56	345 902 383,58	40,91%
EQUATEUR	80 524 488,20	80 142 661,98	99,53%	81 751 262,81	104 902 007,75	128,32%	146 649 203,60	62 520 424,00	42,63%	84 301 762,87	59 377 970,58	70,44%
KASAI OCCIDENTAL	74 519 768,73	82 154 814,27	110,25%	75 655 062,63	67 647 612,90	89,42%	135 713 557,21	95 802 304,45	70,59%	78 015 371,63	68 882 118,95	88,29%
KASAI ORIENTAL	124 815 381,09	102 400 047,00	82,04%	126 716 918,67	83 134 185,00	65,61%	227 310 680,80	119 707 765,00	52,66%	130 670 270,56	95 889 321,00	73,38%
KATANGA	4 998 716 823,19	8 213 455 725,59	164,31%	5 074 871 282,82	4 508 814 444,78	88,85%	9 103 539 277,56	8 472 146 975,57	93,06%	5 233 198 617,07	5 755 500 889,26	109,98%
MANIEMA	111 806 592,74	106 315 323,23	95,09%	113 509 944,01	81 900 883,42	72,15%	203 619 397,63	106 280 724,30	52,20%	117 051 260,79	94 621 094,81	80,84%
NORD KIVU	820 412 086,56	761 646 833,18	92,84%	832 910 902,03	786 868 035,16	94,47%	1 494 114 173,29	870 198 627,50	58,24%	858 896 302,53	762 672 952,68	88,80%
PROVINCE ORIENTALE	443 619 590,88	320 953 556,03	72,35%	450 378 047,38	348 948 405,46	77,48%	807 909 011,99	450 460 752,20	55,76%	464 429 074,82	493 023 276,91	106,16%
SUD KIVU	427 530 718,31	506 234 037,25	118,41%	434 044 064,03	497 157 122,56	114,54%	778 608 355,74	608 803 618,65	78,19%	447 585 499,03	643 641 110,35	143,80%
TOTAL RECETTES en CDF	74 559 817 239,82	75 598 327 828,13	101,39%	75 695 721 271,43	64 821 951 522,27	85,63%	158 052 111 522,68	105 796 306 105,28	66,94%	78 057 298 756,85	66 792 549 814,75	85,57%

TABLEAU N° 13. REALISATIONS 2009 DE LA DGI PAR NATURE D'IMPÔT

LIBELLE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	CUMUL	TAUX DE PART.
IMPÔT SUR LES REVENUS, BÉNÉFICES & GAINS EN CAPITAL														
IMPÔT SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES														
Impôt sur les revenus des nationaux	11 580 785 025,11	7 810 251 023,44	8 607 130 456,94	11 748 835 863,13	9 435 510 322,82	8 969 458 495,87	9 626 949 517,29	10 539 507 169,33	12 690 849 487,66	9 779 873 809,84	11 423 129 353,12	9 706 848 830,45	121 919 129 355,00	21,60%
IPR/ NAT. Institutions Politiques	0,00	446 250,00	952 848 093,00	453 525 189,88	427 706 129,30	325 802 261,59	323 335 574,65	265 669 099,59	320 124 319,49	14 245 664,08	252 654 803,77	0,00	3 336 357 385,35	0,59%
Impôt sur les rev. des Expatriés	2 920 677 395,19	2 002 126 551,60	2 062 585 015,04	3 097 677 505,18	2 169 234 705,41	1 938 453 580,12	2 418 593 290,55	2 415 617 851,62	2 379 428 224,27	2 311 170 236,31	2 916 953 455,31	2 391 094 962,67	29 023 612 773,26	5,14%
Impôt sur les rev. des Prof. Libérales	3 080 220,56	0,00	5 427 477,67	24 512 198,34	5 787 272,38		13 990 323,87	19 408 525,69	21 827 517,17	6 838 908,08	9 950 460,98	13 312 794,40	124 135 699,14	0,02%
S/TOTAL	14 504 542 640,85	9 812 823 825,04	11 627 991 042,65	15 324 550 756,53	12 038 238 429,91	11 233 714 337,57	12 382 868 706,37	13 240 202 646,23	15 412 229 548,59	12 112 128 618,31	14 602 688 073,18	12 111 256 587,51	154 403 235 212,74	27,35%
IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES DES SOCIÉTÉS ET AUTRES ENTREPRISES														
Impôt sur les bén. des Stés non pétrolières	1 521 745 290,70	2 156 102 435,56	21 549 585 634,72	7 525 804 502,64	1 177 106 144,71	101 687 973,69	30 842 225 673,37	3 917 697 760,72	2 047 781 538,32	7 090 472 588,43	32 581 154 968,86	9 870 961 890,06	120 382 326 401,80	21,33%
Impôt sur les bén. des Eses Individuelles	896 355 382,92	637 740 897,49	1 302 594 870,65	2 061 116 065,17	1 142 925 955,76	2 662 928 924,18	2 216 357 586,87	1 265 958 627,66	1 533 714 692,33	1 299 561 653,37	1 002 946 966,37	1 266 779 064,43	17 288 980 687,21	3,06%
S/TOTAL	2 418 100 673,62	2 793 843 333,05	22 852 180 505,37	9 586 920 567,82	2 320 032 100,47	2 764 616 897,87	33 058 583 260,24	5 183 656 388,39	3 581 496 230,65	8 390 034 241,80	33 584 101 935,24	11 137 740 954,49	137 671 307 089,01	24,39%
IMPÔT SUR LES GAINS EN CAPITAL														
Impôt sur les revenus des cap. mobilières nat.	892 786 224,21	914 206 553,94	1 308 909 737,47	1 256 066 069,11	2 187 044 501,79	1 595 575 347,10	1 821 325 763,52	796 526 165,27	1 148 967 862,60	689 785 202,74	982 043 400,26	1 907 465 243,40	15 500 702 071,42	2,75%
S/TOTAL	892 786 224,21	914 206 553,94	1 308 909 737,47	1 256 066 069,11	2 187 044 501,79	1 595 575 347,10	1 821 325 763,52	796 526 165,27	1 148 967 862,60	689 785 202,74	982 043 400,26	1 907 465 243,40	15 500 702 071,42	2,75%
AMENDES ET PÉNALITÉS SUR LES IMPÔTS SUR LES REVENUS, BÉNÉFICES ET GAINS EN CAPITAL														
Amendes et pénalités sur les impôts s/rev., bén. et gains en capital	397 107 306,80	350 816 396,90	227 458 065,45	326 677 998,15	335 226 069,80	393 370 382,00	829 480 631,35	552 170 505,25	1 390 530 506,00	1 684 139 105,70	1 140 348 443,05	1 076 600 374,25	8 703 925 784,70	1,54%
S/TOTAL	397 107 306,80	350 816 396,90	227 458 065,45	326 677 998,15	335 226 069,80	393 370 382,00	829 480 631,35	552 170 505,25	1 390 530 506,00	1 684 139 105,70	1 140 348 443,05	1 076 600 374,25	8 703 925 784,70	1,54%
IMPÔT EXCEPTIONNEL SUR LES REMUNÉRATIONS DES EXPATRIÉS														
Impôt Excep.s/ les Rém. des Expatriés (IERE)	1 385 394 883,37	949 918 009,92	987 723 713,37	1 262 262 012,29	1 025 255 059,66	921 227 198,53	1 144 458 884,76	1 147 852 542,16	1 127 539 531,60	1 104 104 512,18	1 384 622 456,68	1 135 485 195,05	13 575 843 999,58	2,41%
S/TOTAL	1 385 394 883,37	949 918 009,92	987 723 713,37	1 262 262 012,29	1 025 255 059,66	921 227 198,53	1 144 458 884,76	1 147 852 542,16	1 127 539 531,60	1 104 104 512,18	1 384 622 456,68	1 135 485 195,05	13 575 843 999,58	2,41%
IMPÔTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES														
ICA / I sur les ventes locales	7 636 025 729,32	6 606 575 964,05	6 417 859 199,34	8 247 070 635,25	7 109 714 673,64	6 532 471 739,43	8 435 099 175,21	6 861 760 304,07	7 843 221 599,33	8 402 992 167,89	8 334 594 375,13	7 697 176 403,97	90 124 561 966,64	15,97%
ICA / I sur les prestations de services	11 281 719 790,88	9 797 720 469,54	8 563 892 536,14	12 939 122 014,88	10 094 799 662,52	10 093 450 569,77	12 826 632 124,63	9 867 696 558,17	11 906 475 212,99	12 746 170 156,29	12 456 533 362,30	13 275 710 499,40	135 849 922 957,50	24,07%
ICA / I sur les travaux immobiliers	456 558 642,75	388 683 700,10	398 126 741,47	636 143 459,42	442 307 873,83	406 049 397,51	528 927 350,76	475 547 479,61	558 115 123,52	510 906 659,53	577 293 827,16	518 729 255,32	5 897 389 510,98	1,04%
S/TOTAL	19 374 304 162,95	16 792 980 133,69	15 379 878 476,94	21 822 336 109,55	17 646 822 209,99	17 031 971 706,71	21 790 658 650,60	17 205 004 341,85	20 307 811 935,84	21 660 068 983,71	21 368 421 564,59	21 491 616 158,69	231 871 874 435,12	41,08%
TAXES SUR L'UTILISATION OU L'AUTORISATION D'UTILISER DES BIENS OU D'EXERCER DES ACTIVITÉS														
Immatriculation des véhicules routiers (plaques)	150 663 842,99	74 209 011,92	129 490 521,71	180 962 260,18	129 533 258,88	108 112 350,04	260 877 554,39	317 747 785,02	284 949 777,20	275 138 280,66	259 149 689,55	123 087 826,29	2 293 922 158,84	0,41%
S/TOTAL	150 663 842,99	74 209 011,92	129 490 521,71	180 962 260,18	129 533 258,88	108 112 350,04	260 877 554,39	317 747 785,02	284 949 777,20	275 138 280,66	259 149 689,55	123 087 826,29	2 293 922 158,84	0,41%
VENTES RESIDUELLES DES ÉTABLISSEMENTS NON MARCHANDS														
Ventes des Imprimés	33 306 636,63	84 477 007,65	38 258 338,09	38 659 789,58	30 368 092,49	26 728 523,18	35 242 671,78	29 157 829,25	27 228 052,11	30 407 923,95	27 828 269,57	28 841 450,37	430 504 584,62	0,08%
S/TOTAL	33 306 636,63	84 477 007,65	38 258 338,09	38 659 789,58	30 368 092,49	26 728 523,18	35 242 671,78	29 157 829,25	27 228 052,11	30 407 923,95	27 828 269,57	28 841 450,37	430 504 584,62	0,08%
TOTAL RECETTES en CDF	39 156 206 371,43	31 773 274 272,11	52 551 890 401,05	49 798 435 563,20	35 712 519 723,00	34 075 316 743,00	71 323 496 123,00	38 472 318 203,42	43 280 753 444,59	45 945 806 869,05	73 349 203 832,11	49 012 093 790,07	564 451 315 336,03	100,00%
RECETTES en USD	54 986 948,98	42 412 999,27	65 510 527,93	59 671 003,01	45 743 057,34	44 968 481,77	90 536 178,58	47 039 074,44	50 289 033,10	52 053 799,73	80 527 417,86	54 234 916,22	687 973 438,23	
TAUX DE CHANGE MOYEN	712,10	749,14	802,19	834,55	780,72	757,76	787,79	817,88	860,64	882,66	910,86	903,70		

TABLEAU N° 14. PREVISIONS ET REALISATIONS DE LA DGI PAR NATURE D'IMPÔT AU 1er QUADRIMESTRE 2009

LIBELLE	JANVIER			FEVRIER			MARS			AVRIL		
	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.
IMPÔT SUR LES REVENUS, BENEFICES & GAINS EN CAPITAL												
IMPÔT SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES												
Impôt sur les revenus des nationaux	7 876 861 030,81	11 580 785 025,11	147,02%	6 668 791 575,72	7 810 251 023,44	117,12%	13 724 971 850,06	8 607 130 456,94	62,71%	7 741 837 430,39	11 748 835 863,13	151,76%
IPR / NAT. Institutions Politiques					446 250,00			952 848 093,00			453 525 189,88	
Impôt sur les rev. des Expatriés	1 885 174 254,80	2 920 677 395,19	154,93%	1 596 046 209,27	2 002 126 551,60	125,44%	3 284 806 406,82	2 062 585 015,04	62,79%	1 852 858 969,02	3 097 677 505,18	167,18%
Impôt sur les rev.des Prof. Libérales	86 688 994,68	3 080 220,56	3,55%	73 393 555,53	0,00	0,00%	151 050 527,24	5 427 477,67	3,59%	85 202 989,01	24 512 198,34	28,77%
S/TOTAL	9 848 724 280,30	14 504 542 640,85	147,27%	8 338 231 340,52	9 812 823 825,04	117,68%	17 160 828 784,12	11 627 991 042,65	67,76%	9 679 899 388,42	15 324 550 756,53	158,31%
IMPÔT SUR LES BENEFICES DES SOCIETES ET AUTRES ENTREPRISES												
Impôt sur les bén.des Stés non pétrolières	11 205 143 221,31	1 521 745 290,70	13,58%	9 486 617 121,55	2 156 102 435,56	22,73%	19 524 309 834,44	21 549 585 634,72	110,37%	11 013 066 863,10	7 525 804 502,64	68,34%
Impôt sur les bén.des Eses Individuelles	922 828 064,74	896 355 382,92	97,13%	781 294 477,57	637 740 897,49	81,63%	1 607 974 186,86	1 302 594 870,65	81,01%	907 009 127,81	2 061 116 065,17	227,24%
S/TOTAL	12 127 971 286,05	2 418 100 673,62	19,94%	10 267 911 599,13	2 793 843 333,05	27,21%	21 132 284 021,29	22 852 180 505,37	108,14%	11 920 075 990,90	9 586 920 567,82	80,43%
IMPÔT SUR LES GAINS EN CAPITAL												
Impôt sur les revenus des cap.mobilières nat.	1 006 748 545,02	892 786 224,21	88,68%	852 344 124,09	914 206 553,94	107,26%	1 754 200 738,91	1 308 909 737,47	74,62%	989 491 059,75	1 256 066 069,11	126,94%
S/TOTAL	1 006 748 545,02	892 786 224,21	88,68%	852 344 124,09	914 206 553,94	107,26%	1 754 200 738,91	1 308 909 737,47	74,62%	989 491 059,75	1 256 066 069,11	126,94%
AMENDES ET PENALITES SUR LES IMPÔTS SUR LES REVENUS, BENEFICES ET GAINS EN CAPITAL												
Amendes et pénalités sur les impôts s/rev., bén., et gains en capital	498 638 055,18	397 107 306,80	79,64%	422 162 235,53	350 816 396,90	83,10%	868 847 786,44	227 458 065,45	26,18%	490 090 499,85	326 677 998,15	66,66%
S/TOTAL	498 638 055,18	397 107 306,80	79,64%	422 162 235,53	350 816 396,90	83,10%	868 847 786,44	227 458 065,45	26,18%	490 090 499,85	326 677 998,15	66,66%
IMPÔT EXCEPTIONNEL SUR LES REMUNERATIONS DES EXPATRIÉS												
Impôt Excep.s/ les Rém.desExpatriés (IERE)	874 505 751,74	1 385 394 883,37	158,42%	740 383 328,75	949 918 009,92	128,30%	1 523 775 369,19	987 723 713,37	64,82%	859 515 146,38	1 262 262 012,29	146,86%
S/TOTAL	874 505 751,74	1 385 394 883,37	158,42%	740 383 328,75	949 918 009,92	128,30%	1 523 775 369,19	987 723 713,37	64,82%	859 515 146,38	1 262 262 012,29	146,86%
IMPÔTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES												
ICA / I sur les ventes locales	5 969 585 582,43	7 636 025 729,32	127,92%	5 054 033 819,68	6 606 575 964,05	130,72%	10 401 655 399,89	6 417 859 199,34	61,70%	5 867 256 122,10	8 247 070 635,25	140,56%
ICA / I sur les prestations de services	8 088 442 510,68	11 281 719 790,88	139,48%	6 847 922 930,84	9 797 720 469,54	143,08%	14 093 640 263,01	8 563 892 536,14	60,76%	7 949 792 022,21	12 939 122 014,88	162,76%
ICA / I sur les travaux immobiliers	354 463 016,36	456 558 642,75	128,80%	300 099 236,00	388 683 700,10	129,52%	617 631 173,44	398 126 741,47	64,46%	348 386 881,15	636 143 459,42	182,60%
S/TOTAL	14 412 491 109,47	19 374 304 162,95	134,43%	12 202 055 986,52	16 792 980 133,69	137,62%	25 112 926 836,34	15 379 878 476,94	61,24%	14 165 435 025,46	21 822 336 109,55	154,05%
TAXES SUR L'UTILISATION OU L'AUTORISATION D'UTILISER DES BIENS OU D'EXERCER DES ACTIVITES												
Immatriculation des véhicules routiers (plaques)	159 907 628,87	150 663 842,99	94,22%	135 382 691,67	74 209 011,92	54,81%	278 629 735,40	129 490 521,71	46,47%	157 166 523,79	180 962 260,18	115,14%
S/TOTAL	159 907 628,87	150 663 842,99	94,22%	135 382 691,67	74 209 011,92	54,81%	278 629 735,40	129 490 521,71	46,47%	157 166 523,79	180 962 260,18	115,14%
VENTES RESIDUELLES DES ETABLISSEMENTS NON MARCHANDS												
Ventes des Imprimés	31 283 533,41	33 306 636,63	106,47%	26 485 596,64	84 477 007,65	318,95%	54 509 736,02	38 258 338,09	70,19%	30 747 277,24	38 659 789,58	125,73%
S/TOTAL	31 283 533,41	33 306 636,63	106,47%	26 485 596,64	84 477 007,65	318,95%	54 509 736,02	38 258 338,09	70,19%	30 747 277,24	38 659 789,58	125,73%
TOTAL RECETTES en CDF	38 960 270 190,03	39 156 206 371,43	100,50%	32 984 956 902,85	31 773 274 272,11	96,33%	67 886 003 007,71	52 551 890 401,05	77,41%	38 292 420 911,78	49 798 435 563,20	130,05%

TABLEAU N° 15. PREVISIONS ET REALISATIONS DE LA DGI PAR NATURE D'IMPÔT AU 2^{ème} QUADRIMESTRE 2009

LIBELLE	MAI			JUIN			JUILLET			AOÛT		
	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.
IMPÔT SUR LES REVENUS, BENEFICES & GAINS EN CAPITAL												
IMPÔT SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES												
Impôt sur les revenus des nationaux	7 171 097 924,26	9 435 510 322,82	131,58%	7 637 982 894,22	8 969 458 495,87	117,43%	15 398 621 534,10	9 626 949 517,29	62,52%	8 731 500 267,10	10 539 507 169,33	120,71%
IPR / NAT. Institutions Politiques		427 706 129,30			325 802 261,59			323 335 574,65			265 669 099,59	
Impôt sur les rev. des Expatriés	1 716 263 513,17	2 169 234 705,41	126,39%	1 828 003 395,58	1 938 453 580,12	106,04%	3 685 362 070,25	2 418 593 290,55	65,63%	2 089 715 617,04	2 415 617 851,62	115,60%
Impôt sur les rev. des Prof. Libérales	78 921 700,84	5 787 272,38	7,33%	84 060 015,27		0,00%	169 469 921,47	13 990 323,87	8,26%	96 094 748,56	19 408 525,69	20,20%
S/TOTAL	8 966 283 138,26	12 038 238 429,91	134,26%	9 550 046 305,06	11 233 714 337,57	117,63%	19 253 453 525,82	12 382 868 706,37	64,32%	10 917 310 632,70	13 240 202 646,23	121,28%
IMPÔT SUR LES BENEFICES DES SOCIETES ET AUTRES ENTREPRISES												
Impôt sur les bén. des Stés non pétrolières	10 201 167 569,29	1 177 106 144,71	11,54%	10 865 329 719,15	101 687 973,69	0,94%	21 905 142 038,87	30 842 225 673,37	140,80%	12 420 900 996,87	3 917 697 760,72	31,54%
Impôt sur les bén. des Eses Individuelles	840 143 096,80	1 142 925 955,76	136,04%	894 841 859,62	2 662 928 924,18	297,59%	1 804 053 677,52	2 216 357 586,87	122,85%	1 022 954 888,02	1 265 958 627,66	123,76%
S/TOTAL	11 041 310 666,09	2 320 032 100,47	21,01%	11 760 171 578,77	2 764 616 897,87	23,51%	23 709 195 716,39	33 058 583 260,24	139,43%	13 443 855 884,89	5 183 656 388,39	38,56%
IMPÔT SUR LES GAINS EN CAPITAL												
Impôt sur les revenus des cap. mobilières nat.	916 544 340,85	2 187 044 501,79	238,62%	976 217 320,02	1 595 575 347,10	163,44%	1 968 111 378,91	1 821 325 763,52	92,54%	1 115 980 738,44	796 526 165,27	71,37%
S/TOTAL	916 544 340,85	2 187 044 501,79	238,62%	976 217 320,02	1 595 575 347,10	163,44%	1 968 111 378,91	1 821 325 763,52	92,54%	1 115 980 738,44	796 526 165,27	71,37%
AMENDES ET PENALITES SUR LES IMPÔTS SUR LES REVENUS, BENEFICES ET GAINS EN CAPITAL												
Amendes et pénalités sur les impôts s/rev., bén. et gains en capital	453 960 315,98	335 226 069,80	73,84%	483 516 075,88	393 370 382,00	81,36%	974 796 770,46	829 480 631,35	85,09%	552 740 272,42	552 170 505,25	99,90%
S/TOTAL	453 960 315,98	335 226 069,80	73,84%	483 516 075,88	393 370 382,00	81,36%	974 796 770,46	829 480 631,35	85,09%	552 740 272,42	552 170 505,25	99,90%
IMPÔT EXCEP. S/ LES REM. DES EXPATRIÉS												
Impôt Excep.s/ les Rém. des Expatriés (IERE)	796 150 440,70	1 025 255 059,66	128,78%	847 984 996,37	921 227 198,53	108,64%	1 709 587 492,75	1 144 458 884,76	66,94%	969 389 605,20	1 147 852 542,16	118,41%
S/TOTAL	796 150 440,70	1 025 255 059,66	128,78%	847 984 996,37	921 227 198,53	108,64%	1 709 587 492,75	1 144 458 884,76	66,94%	969 389 605,20	1 147 852 542,16	118,41%
IMPOTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES												
ICA / I sur les ventes locales	5 434 713 474,23	7 109 714 673,64	130,82%	5 788 548 558,34	6 532 471 739,43	112,85%	11 670 053 431,14	8 435 099 175,21	72,28%	6 617 285 477,50	6 861 760 304,07	103,69%
ICA / I sur les prestations de services	7 363 721 801,35	10 094 799 662,52	137,09%	7 843 147 834,63	10 093 450 569,77	128,69%	15 812 246 088,28	12 826 632 124,63	81,12%	8 966 038 332,55	9 867 696 558,17	110,06%
ICA / I sur les travaux immobiliers	322 703 293,98	442 307 873,83	137,06%	343 713 370,72	406 049 397,51	118,14%	692 946 316,49	528 927 350,76	76,33%	392 922 245,29	475 547 479,61	121,03%
S/TOTAL	13 121 138 569,57	17 646 822 209,99	134,49%	13 975 409 763,69	17 031 971 706,71	121,87%	28 175 245 835,91	21 790 658 650,60	77,34%	15 976 246 055,34	17 205 004 341,85	107,69%
TAXES SUR L'UTILISATION OU L'AUTORISATION D'UTILISER DES BIENS OU D'EXERCER DES ACTIVITES												
Immatriculation des véhicules routiers (plaques)	145 579 979,25	129 533 258,88	88,98%	155 058 179,80	108 112 350,04	69,72%	312 606 385,68	260 877 554,39	83,45%	177 257 602,83	317 747 785,02	179,26%
S/TOTAL	145 579 979,25	129 533 258,88	88,98%	155 058 179,80	108 112 350,04	69,72%	312 606 385,68	260 877 554,39	83,45%	177 257 602,83	317 747 785,02	179,26%
VENTES RESIDUELLES DES ETABLISSEMENTS NON MARCHANDS												
Ventes des Imprimés	28 480 543,28	30 368 092,49	106,63%	30 334 811,31	26 728 523,18	88,11%	61 156 758,94	35 242 671,78	57,63%	34 677 796,05	29 157 829,25	84,08%
S/TOTAL	28 480 543,28	30 368 092,49	106,63%	30 334 811,31	26 728 523,18	88,11%	61 156 758,94	35 242 671,78	57,63%	34 677 796,05	29 157 829,25	84,08%
TOTAL RECETTES en CDF	35 469 447 993,99	35 712 519 723,00	100,69%	37 778 739 030,90	34 075 316 743,00	90,20%	76 164 153 864,86	71 323 496 123,00	93,64%	43 187 458 587,88	38 472 318 203,42	89,08%

TABLEAU N° 16. PREVISIONS ET REALISATIONS DE LA DGI PAR NATURE D'IMPÔT AU 3^{ème} QUADRIMESTRE 2009

LIBELLE	SEPTEMBRE			OCTOBRE			NOVEMBRE			DECEMBRE		
	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.
IMPÔT SUR LES REVENUS, BENEFICES & GAINS EN CAPITAL												
IMPÔT SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES												
Impôt sur les revenus des nationaux	9 046 316 662,24	12 690 849 487,66	140,29%	8 757 714 782,38	9 779 873 809,84	111,67%	15 749 616 571,99	11 423 129 353,12	72,53%	8 064 611 364,56	9 706 848 830,45	120,36%
IPR / NAT. Institutions Politiques		320 124 319,49			14 245 664,08			252 654 803,77			0,00	
Impôt sur les rev. des Expatriés	2 165 060 828,89	2 379 428 224,27	109,90%	2 095 989 553,97	2 311 170 236,31	110,27%	3 769 365 940,12	2 916 953 455,31	77,39%	1 930 108 663,84	2 391 094 962,67	123,88%
Impôt sur les rev.des Prof. Libérales	99 559 468,42	21 827 517,17	21,92%	96 383 253,08	6 838 908,08	7,10%	173 332 806,29	9 950 460,98	5,74%	88 755 285,76	13 312 794,40	15,00%
S/TOTAL	11 310 936 959,55	15 412 229 548,59	136,26%	10 950 087 589,43	12 112 128 618,31	110,61%	19 692 315 318,40	14 602 688 073,18	74,15%	10 083 475 314,16	12 111 256 587,51	120,11%
IMPÔT SUR LES BENEFICES DES SOCIETES ET AUTRES ENTREPRISES												
Impôt sur les bén.des Stés non pétrolières	12 868 739 645,04	2 047 781 538,32	15,91%	12 458 192 171,23	7 090 472 588,43	56,91%	22 404 446 222,88	32 581 154 968,86	145,42%	11 472 225 422,10	9 870 961 890,06	86,04%
Impôt sur les bén.des Eses Individuelles	1 059 837 778,75	1 533 714 692,33	144,71%	1 026 026 097,52	1 299 561 653,37	126,66%	1 845 175 143,33	1 002 946 966,37	54,36%	944 824 298,58	1 266 779 064,43	134,08%
S/TOTAL	13 928 577 423,79	3 581 496 230,65	25,71%	13 484 218 268,75	8 390 034 241,80	62,22%	24 249 621 366,21	33 584 101 935,24	138,49%	12 417 049 720,68	11 137 740 954,49	89,70%
IMPÔT SUR LES GAINS EN CAPITAL												
Impôt sur les revenus des cap.mobiliers	1 156 217 699,14	1 148 967 862,60	99,37%	1 119 331 238,73	689 785 202,74	61,62%	2 012 972 363,80	982 043 400,26	48,79%	1 030 745 080,52	1 907 465 243,40	185,06%
S/TOTAL	1 156 217 699,14	1 148 967 862,60	99,37%	1 119 331 238,73	689 785 202,74	61,62%	2 012 972 363,80	982 043 400,26	48,79%	1 030 745 080,52	1 907 465 243,40	185,06%
AMENDES ET PENALITES SUR LES IMPÔTS SUR LES REVENUS, BENEFICES ET GAINS EN CAPITAL												
Amendes et pénalités sur les impôts s/rev., bén. et gains en capital	572 669 459,24	1 390 530 506,00	242,82%	554 399 760,24	1 684 139 105,70	303,78%	997 016 215,79	1 140 348 443,05	114,38%	510 523 431,97	1 076 600 374,25	210,88%
S/TOTAL	572 669 459,24	1 390 530 506,00	242,82%	554 399 760,24	1 684 139 105,70	303,78%	997 016 215,79	1 140 348 443,05	114,38%	510 523 431,97	1 076 600 374,25	210,88%
IMPÔT EXCEP. S/ LES REM. DES EXPATRIÉS												
Impôt Excep. s/ les Rém.des Expatriés (IERE)	1 004 341 186,45	1 127 539 531,60	112,27%	972 299 996,06	1 104 104 512,18	113,56%	1 748 555 703,34	1 384 622 456,68	79,19%	895 350 190,42	1 135 485 195,05	126,82%
S/TOTAL	1 004 341 186,45	1 127 539 531,60	112,27%	972 299 996,06	1 104 104 512,18	113,56%	1 748 555 703,34	1 384 622 456,68	79,19%	895 350 190,42	1 135 485 195,05	126,82%
IMPOTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES												
ICA / I sur les ventes locales	6 855 873 337,07	7 843 221 599,33	114,40%	6 637 152 502,17	8 402 992 167,89	126,61%	11 936 059 764,06	8 334 594 375,13	69,83%	6 111 874 710,17	7 697 176 403,97	125,94%
ICA / I sur les prestations de services	9 289 311 055,47	11 906 475 212,99	128,17%	8 992 956 999,64	12 746 170 156,29	141,74%	16 172 669 253,60	12 456 533 362,30	77,02%	8 281 236 032,74	13 275 710 499,40	160,31%
ICA / I sur les travaux immobiliers	407 089 153,73	558 115 123,52	137,10%	394 101 912,69	510 906 659,53	129,64%	708 741 283,47	577 293 827,16	81,45%	362 911 883,16	518 729 255,32	142,94%
S/TOTAL	16 552 273 546,27	20 307 811 935,84	122,69%	16 024 211 414,49	21 660 068 983,71	135,17%	28 817 470 301,12	21 368 421 564,59	74,15%	14 756 022 626,06	21 491 616 158,69	145,65%
TAXES SUR L'UTILISATION OU L'AUTORISATION D'UTILISER DES BIENS OU D'EXERCER DES ACTIVITES												
Immatriculation des véhicules routiers	183 648 669,41	284 949 777,20	155,16%	177 789 781,95	275 138 280,66	154,75%	319 731 912,46	259 149 689,55	81,05%	163 719 135,83	123 087 826,29	75,18%
S/TOTAL	183 648 669,41	284 949 777,20	155,16%	177 789 781,95	275 138 280,66	154,75%	319 731 912,46	259 149 689,55	81,05%	163 719 135,83	123 087 826,29	75,18%
VENTES RESIDUELLES DES ETABLISSEMENTS NON MARCHANDS												
Ventes des Imprimés	35 928 112,54	27 228 052,11	75,78%	34 781 908,93	30 407 923,95	87,42%	62 550 761,57	27 828 269,57	44,49%	32 029 197,68	28 841 450,37	90,05%
S/TOTAL	35 928 112,54	27 228 052,11	75,78%	34 781 908,93	30 407 923,95	87,42%	62 550 761,57	27 828 269,57	44,49%	32 029 197,68	28 841 450,37	90,05%
TOTAL RECETTES en CDF	44 744 593 056,39	43 280 753 444,59	96,73%	43 317 119 958,58	45 945 806 869,05	106,07%	77 900 233 942,70	73 349 203 832,11	94,16%	39 888 914 697,33	49 012 093 790,07	122,87%

TABLEAU N° 17. REALISATIONS 2010 DE LA DGI PAR NATURE D'IMPÔT

LIBELLE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	CUMUL	TAUX DE PART.
IMPÔT SUR LES REVENUS, BENEFICES & GAINS EN CAPITAL														
IMPÔT SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES														
Impôt sur les revenus des nationaux	14 811 169 155,39	9 032 383 789,24	11 308 040 981,00	10 315 749 615,30	11 471 989 094,03	11 634 792 201,49	15 074 762 420,00	15 658 129 204,72	16 089 337 964,14	14 136 279 439,49	16 501 457 860,43	16 896 739 959,91	162 930 831 685,15	20,93%
IPR / NAT. Institutions Politiques	184 747 702,66	234 095 953,07	303 538 514,02	0,00	0,00	862 528 532,91	0,00	0,00	0,00	0,00	257 223 444,28	0,00	1 842 134 146,94	0,24%
Impôt sur les rev. des Expatriés	4 359 383 709,11	2 658 509 026,24	3 328 305 098,47	3 036 243 156,25	3 376 560 082,81	3 366 159 576,77	4 436 967 349,61	4 608 670 180,11	3 883 554 176,88	2 047 492 342,12	4 598 835 412,71	4 078 440 343,11	43 779 120 454,20	5,62%
Impôt sur les rev. des Prof. Libérales	2 464 211,04	189 635,05	5 833 767,62	14 885 613,64	3 082 063,30	3 538 897,92	473 025,70	6 651 255,43	3 198 794,87	269 656,54	414 630,89	3 359 318,15	44 360 870,14	0,01%
S/TOTAL	19 357 764 778,20	11 925 178 403,60	14 945 718 361,11	13 366 878 385,20	14 851 631 240,14	15 867 019 209,10	19 512 202 795,30	20 273 450 640,26	19 976 090 935,89	16 184 041 438,15	21 357 931 348,31	20 978 539 621,18	208 596 447 156,43	26,80%
IMPÔT SUR LES BENEFICES DES SOCIETES ET AUTRES ENTREPRISES														
Impôt sur les bén. des Stés non pétrolières	3 077 770 653,29	2 284 187 234,17	86 655 014 647,88	8 782 755 300,92	3 470 055 115,33	9 471 930 530,52	38 273 778 953,68	531 678 991,56	2 165 443 264,34	5 537 222 284,08	32 234 310 026,36	2 274 110 458,55	194 758 257 460,68	25,02%
Impôt sur les bén. des Eses Individuelles	1 382 883 278,23	1 568 243 407,68	2 391 988 592,89	1 708 028 421,56	1 173 275 489,46	1 776 064 728,86	1 346 390 538,05	1 476 870 842,70	1 667 699 180,76	1 166 601 861,60	2 087 247 222,78	2 078 069 936,13	19 823 363 500,70	2,55%
S/TOTAL	4 460 653 931,53	3 852 430 641,85	89 047 003 240,77	10 490 783 722,48	4 643 330 604,79	11 247 995 259,38	39 620 169 491,73	2 008 549 834,26	3 833 142 445,10	6 703 824 145,68	34 321 557 249,14	4 352 180 394,68	214 581 620 961,37	27,57%
IMPÔT SUR LES GAINS EN CAPITAL														
Impôts sur les revenus des cap. mobiliers.	3 135 156 396,53	493 529 291,48	2 703 683 310,49	1 782 494 422,49	860 049 075,83	984 791 184,04	3 701 528 059,32	1 085 895 570,97	2 356 823 066,65	1 279 967 255,20	2 496 824 015,06	2 475 094 163,44	23 355 835 811,51	3,00%
S/TOTAL	3 135 156 396,53	493 529 291,48	2 703 683 310,49	1 782 494 422,49	860 049 075,83	984 791 184,04	3 701 528 059,32	1 085 895 570,97	2 356 823 066,65	1 279 967 255,20	2 496 824 015,06	2 475 094 163,44	23 355 835 811,51	3,00%
AMENDES ET PEN. SUR IMPÔTS S/LES REV., BEN. ET GAINS EN CAP.														
Amendes et pénalités	786 032 884,49	750 447 899,28	1 001 864 314,26	818 811 797,91	1 895 673 270,06	1 615 640 110,06	1 957 665 080,65	1 800 221 392,67	1 205 042 293,72	1 204 140 746,41	1 219 393 579,41	1 199 962 176,92	15 454 895 545,85	1,99%
S/TOTAL	786 032 884,49	750 447 899,28	1 001 864 314,26	818 811 797,91	1 895 673 270,06	1 615 640 110,06	1 957 665 080,65	1 800 221 392,67	1 205 042 293,72	1 204 140 746,41	1 219 393 579,41	1 199 962 176,92	15 454 895 545,85	1,99%
IMPÔT SUR LES SALAIRES & LA MAIN D'ŒUVRE														
Impôt Excep. s/ les Rém. des Expatriés (IERE)	1 975 459 386,06	1 064 746 056,93	1 362 878 542,64	1 261 440 073,33	1 568 087 968,54	2 080 565 920,81	773 116 775,38	1 220 047 707,31	1 073 647 779,52	738 915 431,22	1 123 157 555,81	1 127 526 028,69	15 369 589 226,25	1,97%
S/TOTAL	1 975 459 386,06	1 064 746 056,93	1 362 878 542,64	1 261 440 073,33	1 568 087 968,54	2 080 565 920,81	773 116 775,38	1 220 047 707,31	1 073 647 779,52	738 915 431,22	1 123 157 555,81	1 127 526 028,69	15 369 589 226,25	1,97%
IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES														
ICA / I sur les ventes locales	10 631 714 134,98	7 783 878 287,53	8 896 618 661,05	12 425 790 295,06	8 212 448 308,25	8 137 733 733,71	7 487 204 691,73	8 719 829 179,59	9 962 662 683,96	8 475 164 790,33	8 808 245 533,92	10 462 613 256,95	110 003 903 557,06	14,13%
ICA / I sur les prestations de services	16 879 154 574,29	12 335 244 774,03	12 812 095 023,01	20 984 758 556,56	12 078 997 803,77	12 972 747 977,83	12 016 103 607,70	15 393 096 441,81	17 359 683 585,94	14 588 432 251,92	15 621 220 160,30	18 296 386 666,94	181 337 921 424,10	23,29%
ICA / I sur les travaux immobiliers	473 472 681,07	476 864 799,59	382 635 250,96	669 150 374,30	382 626 279,86	442 763 551,07	435 446 576,47	507 134 494,11	581 090 138,04	494 329 160,20	513 558 467,16	610 250 650,31	5 969 322 423,14	0,77%
S/TOTAL	27 984 341 390,34	20 595 987 861,16	22 091 348 935,02	34 079 699 225,92	20 674 072 391,88	21 553 245 262,62	19 938 754 875,90	24 620 060 115,51	27 903 436 407,94	23 557 926 202,45	24 943 024 161,37	29 369 250 574,21	297 311 147 404,30	38,19%
TAXES SUR L'UTILISATION OU L'AUTORISATION D'UTILISER DES BIENS OU D'EXERCER DES ACTIVITES														
Immatriculation des véhicules routiers (plaques)	135 082 005,15	391 869 832,63	217 488 333,97	340 088 974,35	122 364 514,36	91 413 077,33	217 876 126,46	220 197 378,74	264 038 623,09	200 398 809,31	202 477 855,36	277 288 721,50	2 680 584 252,26	0,34%
S/TOTAL	135 082 005,15	391 869 832,63	217 488 333,97	340 088 974,35	122 364 514,36	91 413 077,33	217 876 126,46	220 197 378,74	264 038 623,09	200 398 809,31	202 477 855,36	277 288 721,50	2 680 584 252,26	0,34%
VENTES RESIDUELLES DES ETABLISSEMENTS NON MARCHANDS														
Ventes des Imprimés	162 551 675,94	155 731 187,90	209 720 656,75	189 578 828,51	165 703 325,86	138 953 772,41	34 356 652,58	10 119 135,50	11 186 985,74	2 232 790,00	14 528 199,22	11 748 375,81	1 106 411 586,20	0,14%
S/TOTAL	162 551 675,94	155 731 187,90	209 720 656,75	189 578 828,51	165 703 325,86	138 953 772,41	34 356 652,58	10 119 135,50	11 186 985,74	2 232 790,00	14 528 199,22	11 748 375,81	1 106 411 586,20	0,14%
TOTAL RECETTES en CDF	57 997 042 448,24	39 229 921 174,83	131 579 705 695,01	62 329 775 430,20	44 780 912 391,46	53 579 623 795,74	85 755 669 857,31	51 238 541 775,21	56 623 408 537,63	49 871 446 818,43	85 678 893 963,69	59 791 590 056,42	778 456 531 944,17	100,00%
RECETTES en USD	63 062 883,91	42 803 126,15	146 287 445,46	69 617 316,08	49 864 609,31	59 427 925,99	95 492 038,06	56 696 109,25	62 578 365,83	54 851 405,97	94 244 804,22	65 337 431,22	860 263 461,44	
TAUX DE CHANGE MOYEN	919,67	916,52	899,46	895,32	898,05	901,59	898,04	903,74	904,84	909,21	909,11	915,12		

TABLEAU N° 18. PREVISIONS ET REALISATIONS DE LA DGI PAR NATURE D'IMPÔT AU 1er QUADRIMESTRE 2010

LIBELLE	JANVIER			FEVRIER			MARS			AVRIL		
	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.
IMPÔT SUR LES REVENUS, BENEFICES & GAINS EN CAPITAL												
IMPÔT SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES												
Impôt sur les revenus des nationaux	7 505 740 208,26	14 811 169 155,39	197,33%	6 804 329 115,06	9 032 383 789,24	132,74%	13 566 595 722,42	11 308 040 981,00	83,35%	9 108 628 952,23	10 315 749 615,30	113,25%
IPR / NAT. Institutions Politiques	1 782 620 876,17	184 747 702,66	10,36%	1 782 620 876,17	234 095 953,07	13,13%	1 782 620 876,17	303 538 514,02	17,03%	1 782 620 876,17	0,00	0,00%
Impôt sur les rev. des Expatriés	1 974 847 187,41	4 359 383 709,11	220,75%	1 790 297 804,37	2 658 509 026,24	148,50%	3 569 528 475,77	3 328 305 098,47	93,24%	2 396 585 782,13	3 036 243 156,25	126,69%
Impôt sur les rev.des Prof. Libérales	137 212 518,49	2 464 211,04	1,80%	124 390 014,66	189 635,05	0,15%	248 011 084,15	5 833 767,62	2,35%	166 514 945,08	14 885 613,64	8,94%
S/TOTAL	11 400 420 790,33	19 357 764 778,20	169,80%	10 501 637 810,26	11 925 178 403,60	113,56%	19 166 756 158,51	14 945 718 361,11	77,98%	13 454 350 555,61	13 366 878 385,20	99,35%
IMPÔT SUR LES BENEFICES DES SOCIETES ET AUTRES ENTREPRISES												
Impôt sur les bén.des Stés non pétrolières	13 409 832 730,25	3 077 770 653,29	22,95%	11 605 938 915,03	2 284 187 234,17	19,68%	22 547 546 982,41	86 655 014 647,88	384,32%	15 334 384 886,19	8 782 755 300,92	57,27%
Impôt sur les bén.des Eses Individuelles	1 127 051 656,75	1 382 883 278,23	122,70%	1 021 728 728,86	1 568 243 407,68	153,49%	2 037 141 409,25	2 391 988 592,89	117,42%	1 367 739 232,43	1 708 028 421,56	124,88%
S/TOTAL	14 536 884 387,00	4 460 653 931,53	30,69%	12 627 667 643,89	3 852 430 641,85	30,51%	24 584 688 391,66	89 047 003 240,77	362,21%	16 702 124 118,62	10 490 783 722,48	62,81%
IMPÔT SUR LES GAINS EN CAPITAL												
Impôts sur les revenus des cap.mobilières.	990 876 917,84	3 135 156 396,53	316,40%	898 279 513,34	493 529 291,48	54,94%	1 791 006 107,60	2 703 683 310,49	150,96%	1 202 483 690,02	1 782 494 422,49	148,23%
S/TOTAL	990 876 917,84	3 135 156 396,53	316,40%	898 279 513,34	493 529 291,48	54,94%	1 791 006 107,60	2 703 683 310,49	150,96%	1 202 483 690,02	1 782 494 422,49	148,23%
AMENDES ET PEN. SUR IMPÔTS S/LES REV., BEN. ET GAINS EN CAP.												
Amendes et pénalités	1 095 175 608,70	786 032 884,49	71,77%	992 831 496,11	750 447 899,28	75,59%	1 979 525 578,57	1 001 864 314,26	50,61%	1 329 055 893,28	818 811 797,91	61,61%
S/TOTAL	1 095 175 608,70	786 032 884,49	71,77%	992 831 496,11	750 447 899,28	75,59%	1 979 525 578,57	1 001 864 314,26	50,61%	1 329 055 893,28	818 811 797,91	61,61%
IMPÔT SUR LES SALAIRES & LA MAIN D'ŒUVRE												
Impôt Excep.s/ les Rém.desExpatriés (IERE)	1 194 566 259,30	1 975 459 386,06	165,37%	1 082 934 094,77	1 064 746 056,93	98,32%	2 159 173 786,18	1 362 878 542,64	63,12%	1 449 671 919,48	1 261 440 073,33	87,02%
S/TOTAL	1 194 566 259,30	1 975 459 386,06	165,37%	1 082 934 094,77	1 064 746 056,93	98,32%	2 159 173 786,18	1 362 878 542,64	63,12%	1 449 671 919,48	1 261 440 073,33	87,02%
IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES												
ICA / I sur les ventes locales	9 015 999 452,48	10 631 714 134,98	117,92%	8 173 454 699,15	7 783 878 287,53	95,23%	16 296 383 329,48	8 896 618 661,05	54,59%	10 941 411 688,58	12 425 790 295,06	113,57%
ICA / I sur les prestations de services	12 048 912 991,22	16 879 154 574,29	140,09%	10 922 942 600,74	12 335 244 774,03	112,93%	21 778 362 547,96	12 812 095 023,01	58,83%	14 622 019 237,21	20 984 758 556,56	143,51%
ICA / I sur les travaux immobiliers	672 742 512,35	473 472 681,07	70,38%	609 874 754,08	476 864 799,59	78,19%	1 215 979 428,69	382 635 250,96	31,47%	816 410 074,87	669 150 374,30	81,96%
S/TOTAL	21 737 654 956,05	27 984 341 390,34	128,74%	19 706 272 053,97	20 595 987 861,16	104,51%	39 290 725 306,13	22 091 348 935,02	56,23%	26 379 841 000,66	34 079 699 225,92	129,19%
TAXES SUR L'UTILISATION OU L'AUTORISATION D'UTILISER DES BIENS OU D'EXERCER DES ACTIVITES												
Immatriculation des véhicules routiers (plaques)	364 596 714,23	135 082 005,15	37,05%	330 525 167,28	391 869 832,63	118,56%	659 007 118,08	217 488 333,97	33,00%	442 458 184,67	340 088 974,35	76,86%
S/TOTAL	364 596 714,23	135 082 005,15	37,05%	330 525 167,28	391 869 832,63	118,56%	659 007 118,08	217 488 333,97	33,00%	442 458 184,67	340 088 974,35	76,86%
VENTES RESIDUELLES DES ETABLISSEMENTS NON MARCHANDS												
Ventes des Imprimés	179 824 366,55	162 551 675,94	90,39%	163 019 787,38	155 731 187,90	95,53%	325 031 830,87	209 720 656,75	64,52%	218 226 768,58	189 578 828,51	86,87%
S/TOTAL	179 824 366,55	162 551 675,94	90,39%	163 019 787,38	155 731 187,90	95,53%	325 031 830,87	209 720 656,75	64,52%	218 226 768,58	189 578 828,51	86,87%
TOTAL RECETTES en CDF	51 500 000 000,00	57 997 042 448,24	112,62%	46 303 167 567,00	39 229 921 174,83	84,72%	89 955 914 277,60	131 579 705 695,01	146,27%	61 178 212 130,92	62 329 775 430,20	101,88%

TABLEAU N° 19. PREVISIONS ET REALISATIONS DE LA DGI PAR NATURE D'IMPÔT AU 2^{ème} QUADRIMESTRE 2010

LIBELLE	MAI			JUN			JUILLET			AOÛT		
	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.
IMPÔT SUR LES REVENUS, BENEFICES & GAINS EN CAPITAL												
IMPÔT SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES												
Impôt sur les revenus des nationaux	8 119 019 701,63	11 471 989 094,03	141,30%	7 869 728 966,77	11 634 792 201,49	147,84%	14 624 556 414,69	15 074 762 420,00	103,08%	8 340 493 231,72	15 658 129 204,72	187,74%
IPR / NAT. Institutions Politiques	1 782 620 876,17	0,00	0,00%	1 782 620 876,17	862 528 532,91	48,39%	1 782 620 876,17	0,00	0,00%	1 782 620 876,17	0,00	0,00%
Impôt sur les rev. des Expatriés	2 136 208 125,70	3 376 560 082,81	158,06%	2 070 616 845,83	3 366 159 576,77	162,57%	3 847 890 188,21	4 436 967 349,61	115,31%	2 194 480 376,78	4 608 670 180,11	210,01%
Impôt sur les rev. des Prof. Libérales	148 423 887,59	3 082 063,30	2,08%	143 866 600,95	3 538 897,92	2,46%	267 351 675,09	473 025,70	0,18%	152 472 647,60	6 651 255,43	4,36%
S/TOTAL	12 186 272 591,09	14 851 631 240,14	121,87%	11 866 833 289,72	15 867 019 209,10	133,71%	20 522 419 154,16	19 512 202 795,30	95,08%	12 470 067 132,27	20 273 450 640,26	162,58%
IMPÔT SUR LES BENEFICES DES SOCIETES ET AUTRES ENTREPRISES												
Impôt sur les bén. des Stés non pétrolières	13 733 158 967,62	3 470 055 115,33	25,27%	13 329 796 948,05	9 471 930 530,52	71,06%	24 259 368 168,67	38 273 778 953,68	157,77%	14 091 511 677,49	531 678 991,56	3,77%
Impôt sur les bén. des Eses Individuelles	1 219 140 864,45	1 173 275 489,46	96,24%	1 181 707 709,57	1 776 064 728,86	150,30%	2 196 003 335,98	1 346 390 538,05	61,31%	1 252 397 026,02	1 476 870 842,70	117,92%
S/TOTAL	14 952 299 832,07	4 643 330 604,79	31,05%	14 511 504 657,62	11 247 995 259,38	77,51%	26 455 371 504,65	39 620 169 491,73	149,76%	15 343 908 703,51	2 008 549 834,26	13,09%
IMPÔT SUR LES GAINS EN CAPITAL												
Impôts sur les revenus des cap. mobiliers.	1 071 839 551,41	860 049 075,83	80,24%	1 038 929 215,04	984 791 184,04	94,79%	1 930 673 722,10	3 701 528 059,32	191,72%	1 101 077 574,95	1 085 895 570,97	98,62%
S/TOTAL	1 071 839 551,41	860 049 075,83	80,24%	1 038 929 215,04	984 791 184,04	94,79%	1 930 673 722,10	3 701 528 059,32	191,72%	1 101 077 574,95	1 085 895 570,97	98,62%
AMENDES ET PEN. SUR IMPÔTS S/LES REV., BEN. ET GAINS EN CAP.												
Amendes et pénalités	1 184 660 286,27	1 895 673 270,06	160,02%	1 148 285 841,55	1 615 640 110,06	140,70%	2 133 894 463,31	1 957 665 080,65	91,74%	1 216 975 874,26	1 800 221 392,67	147,93%
S/TOTAL	1 184 660 286,27	1 895 673 270,06	160,02%	1 148 285 841,55	1 615 640 110,06	140,70%	2 133 894 463,31	1 957 665 080,65	91,74%	1 216 975 874,26	1 800 221 392,67	147,93%
IMPÔT SUR LES SALAIRES & LA MAIN D'ŒUVRE												
Impôt Excep. s/ les Rém. des Expatriés (IERE)	1 292 171 954,40	1 568 087 968,54	121,35%	1 252 496 413,77	2 080 565 920,81	166,11%	2 327 552 135,49	773 116 775,38	33,22%	1 327 420 284,22	1 220 047 707,31	91,91%
S/TOTAL	1 292 171 954,40	1 568 087 968,54	121,35%	1 252 496 413,77	2 080 565 920,81	166,11%	2 327 552 135,49	773 116 775,38	33,22%	1 327 420 284,22	1 220 047 707,31	91,91%
IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES												
ICA / I sur les ventes locales	9 752 679 303,23	8 212 448 308,25	84,21%	9 453 227 807,89	8 137 733 733,71	86,08%	17 567 220 416,51	7 487 204 691,73	42,62%	10 018 716 385,60	8 719 829 179,59	87,04%
ICA / I sur les prestations de services	13 033 406 332,29	12 078 997 803,77	92,68%	12 633 221 634,91	12 972 747 977,83	102,69%	23 476 699 550,80	12 016 103 607,70	51,18%	13 388 936 262,70	15 393 096 441,81	114,97%
ICA / I sur les travaux immobiliers	727 710 999,90	382 626 279,86	52,58%	705 366 971,11	442 763 551,07	62,77%	1 310 804 870,87	435 446 576,47	33,22%	747 561 761,44	507 134 494,11	67,84%
S/TOTAL	23 513 796 635,42	20 674 072 391,88	87,92%	22 791 816 413,91	21 553 245 262,62	94,57%	42 354 724 838,18	19 938 754 875,90	47,08%	24 155 214 409,74	24 620 060 115,51	101,92%
TAXES SUR L'UTILISATION OU L'AUTORISATION D'UTILISER DES BIENS OU D'EXERCER DES ACTIVITES												
Immatriculation des véhicules routiers (plaques)	394 387 205,51	122 364 514,36	31,03%	382 277 729,26	91 413 077,33	23,91%	710 398 317,55	217 876 126,46	30,67%	405 145 441,09	220 197 378,74	54,35%
S/TOTAL	394 387 205,51	122 364 514,36	31,03%	382 277 729,26	91 413 077,33	23,91%	710 398 317,55	217 876 126,46	30,67%	405 145 441,09	220 197 378,74	54,35%
VENTES RESIDUELLES DES ETABLISSEMENTS NON MARCHANDS												
Ventes des Imprimés	194 517 467,21	165 703 325,86	85,19%	188 544 898,58	138 953 772,41	73,70%	350 378 712,87	34 356 652,58	9,81%	199 823 584,41	10 119 135,50	5,06%
S/TOTAL	194 517 467,21	165 703 325,86	85,19%	188 544 898,58	138 953 772,41	73,70%	350 378 712,87	34 356 652,58	9,81%	199 823 584,41	10 119 135,50	5,06%
TOTAL RECETTES en CDF	54 789 945 523,38	44 780 912 391,46	81,73%	53 180 688 459,45	53 579 623 795,74	100,75%	96 785 412 848,31	85 755 669 857,31	88,60%	56 219 633 004,45	51 238 541 775,21	91,14%

TABLEAU N° 20. PREVISIONS ET REALISATIONS DE LA DGI PAR NATURE D'IMPÔT AU 3^{ème} QUADRIMESTRE 2010

LIBELLE	SEPTEMBRE			OCTOBRE			NOVEMBRE			DECEMBRE		
	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.
IMPÔT SUR LES REVENUS, BENEFICES & GAINS EN CAPITAL												
IMPÔT SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES												
Impôt sur les revenus des nationaux	8 718 395 884,54	16 089 337 964,14	184,54%	9 080 287 210,12	14 136 279 439,49	155,68%	16 191 793 540,41	16 501 457 860,43	101,91%	9 277 482 352,78	16 896 739 959,91	182,13%
IPR / NAT. Institutions Politiques	1 782 620 876,17	0,00	0,00%	1 782 620 876,17	0,00	0,00%	1 782 620 876,17	257 223 444,28	14,43%	1 782 620 876,17	0,00	0,00%
Impôt sur les rev. des Expatriés	2 293 910 941,97	3 883 554 176,88	169,30%	2 389 128 741,50	2 047 492 342,12	85,70%	4 260 248 429,21	4 598 835 412,71	107,95%	2 441 013 067,63	4 078 440 343,11	167,08%
Impôt sur les rev. des Prof. Libérales	159 381 090,12	3 198 794,87	2,01%	165 996 829,38	269 656,54	0,16%	296 002 354,05	414 630,89	0,14%	169 601 755,93	3 359 318,15	1,98%
S/TOTAL	12 954 308 792,80	19 976 090 935,89	154,20%	13 418 033 657,17	16 184 041 438,15	120,61%	22 530 665 199,84	21 357 931 348,31	94,79%	13 670 718 052,51	20 978 539 621,18	153,46%
IMPÔT SUR LES BENEFICES DES SOCIETES ET AUTRES ENTREPRISES												
Impôt sur les bén. des Stés non pétrolières	14 702 972 738,53	2 165 443 264,34	14,73%	15 288 526 854,84	5 537 222 284,08	36,22%	26 126 234 631,82	32 234 310 026,36	123,38%	15 607 596 197,85	2 274 110 458,55	14,57%
Impôt sur les bén. des Eses Individuelles	1 309 142 370,13	1 667 699 180,76	127,39%	1 363 483 475,30	1 166 601 861,60	85,56%	2 431 337 513,56	2 087 247 222,78	85,85%	1 393 094 027,50	2 078 069 936,13	149,17%
S/TOTAL	16 012 115 108,66	3 833 142 445,10	23,94%	16 652 010 330,14	6 703 824 145,68	40,26%	28 557 572 145,38	34 321 557 249,14	120,18%	17 000 690 225,35	4 352 180 394,68	25,60%
IMPÔT SUR LES GAINS EN CAPITAL												
Impôts sur les revenus des cap. mobilières.	1 150 966 727,19	2 356 823 066,65	204,77%	1 198 742 129,92	1 279 967 255,20	106,78%	2 137 573 914,43	2 496 824 015,06	116,81%	1 224 775 020,72	2 475 094 163,44	202,09%
S/TOTAL	1 150 966 727,19	2 356 823 066,65	204,77%	1 198 742 129,92	1 279 967 255,20	106,78%	2 137 573 914,43	2 496 824 015,06	116,81%	1 224 775 020,72	2 475 094 163,44	202,09%
AMENDES ET PEN. SUR IMPÔTS S/LES REV., BEN. ET GAINS EN CAP.												
Amendes et pénalités	1 272 116 307,63	1 205 042 293,72	94,73%	1 324 920 500,39	1 204 140 746,41	90,88%	2 362 572 758,26	1 219 393 579,41	51,61%	1 353 693 586,64	1 199 962 176,92	88,64%
S/TOTAL	1 272 116 307,63	1 205 042 293,72	94,73%	1 324 920 500,39	1 204 140 746,41	90,88%	2 362 572 758,26	1 219 393 579,41	51,61%	1 353 693 586,64	1 199 962 176,92	88,64%
IMPÔT SUR LES SALAIRES & LA MAIN D'ŒUVRE												
Impôt Excep.s/ les Rém. des Expatriés (IERE)	1 387 564 886,33	1 073 647 779,52	77,38%	1 445 161 226,60	738 915 431,22	51,13%	2 576 983 709,03	1 123 157 555,81	43,58%	1 476 545 561,44	1 127 526 028,69	76,36%
S/TOTAL	1 387 564 886,33	1 073 647 779,52	77,38%	1 445 161 226,60	738 915 431,22	51,13%	2 576 983 709,03	1 123 157 555,81	43,58%	1 476 545 561,44	1 127 526 028,69	76,36%
IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES												
ICA / I sur les ventes locales	10 472 658 304,24	9 962 662 683,96	95,13%	10 907 367 194,07	8 475 164 790,33	77,70%	19 449 807 433,28	8 808 245 533,92	45,29%	11 144 240 740,04	10 462 613 256,95	93,88%
ICA / I sur les prestations de services	13 995 580 784,98	17 359 683 585,94	124,04%	14 576 522 434,07	14 588 432 251,92	100,08%	25 992 574 499,88	15 621 220 160,30	60,10%	14 893 078 436,57	18 296 386 666,94	122,85%
ICA / I sur les travaux immobiliers	781 433 328,13	581 090 138,04	74,36%	813 869 793,13	494 329 160,20	60,74%	1 451 276 964,51	513 558 467,16	35,39%	831 544 473,05	610 250 650,31	73,39%
S/TOTAL	25 249 672 417,35	27 903 436 407,94	110,51%	26 297 759 421,27	23 557 926 202,45	89,58%	46 893 658 897,67	24 943 024 161,37	53,19%	26 868 863 649,66	29 369 250 574,21	109,31%
TAXES SUR L'UTILISATION OU L'AUTORISATION D'UTILISER DES BIENS OU D'EXERCER DES ACTIVITES												
Immatriculation des véhicules routiers (plaques)	423 502 333,51	264 038 623,09	62,35%	441 081 464,22	200 398 809,31	45,43%	786 527 985,06	202 477 855,36	25,74%	450 660 359,71	277 288 721,50	61,53%
S/TOTAL	423 502 333,51	264 038 623,09	62,35%	441 081 464,22	200 398 809,31	45,43%	786 527 985,06	202 477 855,36	25,74%	450 660 359,71	277 288 721,50	61,53%
VENTES RESIDUELLES DES ETABLISSEMENTS NON MARCHANDS												
Ventes des Imprimés	208 877 468,94	11 186 985,74	5,36%	217 547 750,16	2 232 790,00	1,03%	387 926 964,68	14 528 199,22	3,75%	222 272 199,80	11 748 375,81	5,29%
S/TOTAL	208 877 468,94	11 186 985,74	5,36%	217 547 750,16	2 232 790,00	1,03%	387 926 964,68	14 528 199,22	3,75%	222 272 199,80	11 748 375,81	5,29%
TOTAL RECETTES en CDF	58 659 124 042,41	56 623 408 537,63	96,53%	60 995 256 479,87	49 871 446 818,43	81,76%	106 233 481 574,35	85 678 893 963,69	80,65%	62 268 218 655,83	59 791 590 056,42	96,02%

TABLEAU N° 21. REALISATIONS 2011 DE LA DGI PAR NATURE D'IMPÔT

LIBELLE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	CUMUL	TAUX DE PART.
IMPÔT SUR LES REVENUS, BÉNÉFICES & GAINS EN CAPITAL														
IMPÔT SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES														
Impôt sur les revenus des nationaux	25 757 569 160,46	19 186 344 288,52	19 547 596 409,03	18 157 412 154,57	17 568 346 572,85	15 865 625 380,50	17 775 974 824,94	18 627 838 603,72	19 078 539 311,95	17 595 631 891,15	19 582 187 809,26	20 139 700 946,15	228 882 767 353,09	23,94%
IPR / NAT. Institutions Politiques	629 874 034,83	493 967 628,34	647 428 095,47	862 232 411,11	794 440 126,15	2 489 364 090,36	1 274 395 650,72	1 485 366 167,28	1 258 135 351,32	1 455 666 565,05	1 206 720 011,80	777 901 955,09	13 375 492 087,52	1,40%
Impôt sur les rev. des Expatriés	1 047 964 505,99	2 330 314 085,72	2 539 536 238,75	2 016 591 065,31	2 280 468 464,23	3 245 191 403,17	3 686 616 866,31	3 181 250 779,15	3 456 975 625,92	2 870 675 571,18	2 138 472 901,72	2 576 723 719,20	31 370 781 226,64	3,28%
Impôt sur les rev. des Prof. Libérales	278 374,57	767 944,64	935 549,61	7 327 273,42	201 920 471,38	205 838 910,78	372 490 528,81	226 946 895,14	199 914 665,55	101 540 015,97	835 658,48	592 678,63	1 319 388 966,99	0,14%
S/TOTAL														
IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES DES SOCIÉTÉS ET AUTRES ENTREPRISES														
Impôt sur les bén. des Stés non pétrolières	334 376 566,97	472 236 688,10	37 375 808 011,05	548 235 546,46	28 400 629 051,72	11 900 019 500,00	65 999 142 685,51	6 412 693 413,04	8 325 628 394,51	2 201 548 268,92	40 499 189 737,39	961 383 618,03	203 430 891 481,70	21,28%
Impôt sur les bén. des Eses Individuelles	1 167 651 514,01	1 860 513 483,92	1 678 862 051,06	4 425 474 662,35	1 860 252 362,86	482 292 864,97	2 596 410 259,84	1 914 608 067,63	2 027 465 195,62	1 462 820 978,97	2 378 114 540,30	1 499 266 443,72	23 353 732 425,27	2,44%
S/TOTAL	1 502 028 080,99	2 332 750 172,02	39 054 670 062,11	4 973 710 208,80	30 260 881 414,58	12 382 312 364,97	68 595 552 945,35	8 327 301 480,67	10 353 093 590,14	3 664 369 247,89	42 877 304 277,69	2 460 650 061,75	226 784 623 906,97	23,72%
IMPÔT SUR LES GAINS EN CAPITAL														
Impôts sur les revenus des cap. mobiliers.	1 643 245 920,19	712 656 491,21	733 834 848,93	2 993 786 832,35	4 554 023 429,11	3 267 492 195,24	1 408 525 112,35	1 713 413 646,37	1 610 969 379,36	2 918 579 205,20	2 865 269 852,59	2 631 048 481,60	27 052 845 394,49	2,83%
S/TOTAL	1 643 245 920,19	712 656 491,21	733 834 848,93	2 993 786 832,35	4 554 023 429,11	3 267 492 195,24	1 408 525 112,35	1 713 413 646,37	1 610 969 379,36	2 918 579 205,20	2 865 269 852,59	2 631 048 481,60	27 052 845 394,49	2,83%
AMENDES ET PEN. SUR IMPÔTS S/LES REV., BEN. ET GAINS EN CAP.														
Amendes et pénalités	1 008 212 716,13	2 081 800 836,57	975 458 755,39	411 938 498,35	593 118 523,17	508 143 130,45	908 173 683,05	1 896 656 475,34	2 413 560 588,76	1 010 933 350,61	1 325 942 850,78	1 603 511 030,96	14 737 450 439,56	1,54%
S/TOTAL	1 008 212 716,13	2 081 800 836,57	975 458 755,39	411 938 498,35	593 118 523,17	508 143 130,45	908 173 683,05	1 896 656 475,34	2 413 560 588,76	1 010 933 350,61	1 325 942 850,78	1 603 511 030,96	14 737 450 439,56	1,54%
IMPÔT SUR LES SALAIRES & LA MAIN D'ŒUVRE														
Impôt Excep.s/ les Rém. des Expatriés (IERE)	1 016 647 935,05	1 326 010 394,09	1 073 458 432,23	1 400 239 017,69	1 909 479 400,63	1 888 945 788,62	1 375 580 004,53	1 536 820 891,55	1 812 545 738,32	1 418 379 866,17	1 936 501 494,87	1 412 819 624,27	18 107 428 588,03	1,89%
S/TOTAL	1 016 647 935,05	1 326 010 394,09	1 073 458 432,23	1 400 239 017,69	1 909 479 400,63	1 888 945 788,62	1 375 580 004,53	1 536 820 891,55	1 812 545 738,32	1 418 379 866,17	1 936 501 494,87	1 412 819 624,27	18 107 428 588,03	1,89%
IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES														
ICA / I sur les ventes locales	10 121 963 207,47	10 490 781 511,96	5 160 859 555,52	7 507 250 198,99	9 620 130 947,10	11 782 021 551,01	11 720 863 756,18	11 048 401 195,31	11 166 390 857,12	10 236 844 665,34	10 035 391 443,77	10 125 136 110,94	119 016 035 000,71	12,45%
ICA / I sur les prestations de services	23 022 869 172,95	19 528 277 821,31	17 921 110 168,25	24 216 981 831,18	20 767 077 296,81	20 424 189 284,09	21 989 057 603,28	22 719 863 904,48	22 625 795 503,63	22 163 820 887,54	22 192 372 586,11	23 869 857 242,80	261 441 273 302,43	27,34%
ICA / I sur les travaux immobiliers	252 366,83	3 916 021,83	60 237 528,25	14 894 464,53	915 647 866,82	905 801 435,36	998 639 485,70	1 040 347 499,96	964 638 241,04	841 889 027,47	965 437 660,62	584 975 610,77	7 296 677 209,17	0,76%
S/TOTAL	33 145 084 747,25	30 022 975 355,10	23 142 207 252,02	31 739 126 494,70	31 302 856 110,72	33 112 012 270,46	34 708 560 845,16	34 808 612 599,75	34 756 824 601,79	33 242 554 580,35	33 193 201 690,50	34 579 968 964,51	387 753 985 512,32	40,55%
TAXES SUR L'UTILISATION OU L'AUTORISATION D'UTILISER DES BIENS OU D'EXERCER DES ACTIVITÉS														
Immatriculation des véhicules routiers (plaques)	110 606 280,54	181 492 123,51	197 374 221,83	209 479 313,29	340 402 947,34	331 249 707,22	389 015 809,57	380 500 929,31	393 812 112,75	317 156 025,83	388 393 073,43	383 156 748,82	3 622 639 293,44	0,38%
S/TOTAL	110 606 280,54	181 492 123,51	197 374 221,83	209 479 313,29	340 402 947,34	331 249 707,22	389 015 809,57	380 500 929,31	393 812 112,75	317 156 025,83	388 393 073,43	383 156 748,82	3 622 639 293,44	0,38%
VENTES RESIDUELLES DES ÉTABLISSEMENTS NON MARCHANDS														
Ventes des Imprimés	167 980 328,97	310 224 847,52	109 524 971,73	313 621 202,30	309 125 903,69	300 813 685,34	309 905 306,35	298 026 831,97	263 956 862,28	226 465 202,88	281 476 484,16	226 475 603,77	3 117 597 230,96	0,33%
S/TOTAL	167 980 328,97	310 224 847,52	109 524 971,73	313 621 202,30	309 125 903,69	300 813 685,34	309 905 306,35	298 026 831,97	263 956 862,28	226 465 202,88	281 476 484,16	226 475 603,77	3 117 597 230,96	0,33%
TOTAL RECETTES en CDF	66 029 492 084,97	58 979 304 167,25	88 022 024 837,08	63 085 464 471,91	90 115 063 363,87	73 596 988 927,12	130 804 791 577,13	72 482 735 300,24	75 598 327 828,13	64 821 951 522,27	105 796 306 105,28	66 792 549 814,75	956 125 000 000,00	100,00%
RECETTES en USD	71 707 274,04	63 826 961,93	95 619 989,18	68 453 595,43	97 234 579,26	80 008 902,36	142 335 380,77	78 735 943,97	81 913 001,08	70 398 192,34	119 115 839,25	73 332 326,71	1 042 681 986,31	
TAUX DE CHANGE MOYEN	920,82	924,05	920,54	921,58	926,78	919,86	918,99	920,58	922,91	920,79	888,18	910,82		

TABLEAU N° 22. PREVISIONS ET REALISATIONS DE LA DGI PAR NATURE D'IMPÔT AU 1er QUADRIMESTRE 2011

LIBELLE	JANVIER			FEVRIER			MARS			AVRIL		
	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.
IMPÔT SUR LES REVENUS, BENEFICES & GAINS EN												
IMPÔT SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES												
Impôt sur les revenus des nationaux	16 792 407 777,76	25 757 569 160,46	153,39%	12 678 082 029,71	19 186 344 288,52	151,33%	12 990 678 025,64	19 547 596 409,03	150,47%	15 347 547 076,33	18 157 412 154,57	118,31%
IPR / NAT. Institutions Politiques	2 126 963 180,28	629 874 034,83	29,61%	2 126 963 180,28	493 967 628,34	23,22%	2 126 963 180,28	647 428 095,47	30,44%	2 126 963 180,28	862 232 411,11	40,54%
Impôt sur les rev. des Expatriés	4 276 318 858,60	1 047 964 505,99	24,51%	3 083 231 285,66	2 330 314 085,72	75,58%	3 513 767 892,04	2 539 536 238,75	72,27%	4 813 715 830,92	2 016 591 065,31	41,89%
Impôt sur les rev. des Prof. Libérales	129 926 823,96	278 374,57	0,21%	122 419 671,41	767 944,64	0,63%	541 520 984,27	935 549,61	0,17%	202 014 230,12	7 327 273,42	3,63%
S/TOTAL	23 325 616 640,59	27 435 686 075,85	117,62%	18 010 696 167,06	22 011 393 947,22	122,21%	19 172 930 082,23	22 735 496 292,85	118,58%	22 490 240 317,65	21 043 562 904,41	93,57%
IMPÔT SUR LES BENEFICES DES SOCIETES ET AUTRES ENTREPRISES												
Impôt sur les bén. des Stés non pétrolières	2 091 549 490,03	334 376 566,97	15,99%	1 916 327 634,10	472 236 688,10	24,64%	80 124 245 854,21	37 375 808 011,05	46,65%	8 642 497 955,66	548 235 546,46	6,34%
Impôt sur les bén. des Eses Individuelles	315 294 485,03	1 167 651 514,01	370,34%	288 880 343,22	1 860 513 483,92	644,04%	9 000 031 229,63	1 678 862 051,06	18,65%	2 049 045 313,63	4 425 474 662,35	215,98%
S/TOTAL	2 406 843 975,07	1 502 028 080,99	62,41%	2 205 207 977,32	2 332 750 172,02	105,78%	89 124 277 083,85	39 054 670 062,11	43,82%	10 691 543 269,30	4 973 710 208,80	46,52%
IMPÔT SUR LES GAINS EN CAPITAL												
Impôts sur les revenus des cap. mobiliers.	713 926 359,56	1 643 245 920,19	230,17%	683 952 545,82	712 656 491,21	104,20%	5 999 380 589,64	733 834 848,93	12,23%	3 426 296 387,19	2 993 786 832,35	87,38%
S/TOTAL	713 926 359,56	1 643 245 920,19	230,17%	683 952 545,82	712 656 491,21	104,20%	5 999 380 589,64	733 834 848,93	12,23%	3 426 296 387,19	2 993 786 832,35	87,38%
AMENDES ET PEN. SUR IMPÔTS S/LES REV., BEN. ET GAINS EN CAP.												
Amendes et pénalités	868 911 913,46	1 008 212 716,13	116,03%	652 487 985,23	2 081 800 836,57	319,06%	998 526 681,11	975 458 755,39	97,69%	1 036 551 323,83	411 938 498,35	39,74%
S/TOTAL	868 911 913,46	1 008 212 716,13	116,03%	652 487 985,23	2 081 800 836,57	319,06%	998 526 681,11	975 458 755,39	97,69%	1 036 551 323,83	411 938 498,35	39,74%
IMPÔT SUR LES SALAIRES & LA MAIN D'ŒUVRE												
Impôt Excep.s/ les Rém. des Expatriés (IERE)	2 489 139 237,29	1 016 647 935,05	40,84%	1 494 169 281,04	1 326 010 394,09	88,75%	2 003 484 738,16	1 073 458 432,23	53,58%	2 860 070 776,79	1 400 239 017,69	48,96%
S/TOTAL	2 489 139 237,29	1 016 647 935,05	40,84%	1 494 169 281,04	1 326 010 394,09	88,75%	2 003 484 738,16	1 073 458 432,23	53,58%	2 860 070 776,79	1 400 239 017,69	48,96%
IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES												
ICA / I sur les ventes locales	16 118 642 594,97	10 121 963 207,47	62,80%	11 367 367 330,11	10 490 781 511,96	92,29%	11 600 083 157,86	5 160 859 555,52	44,49%	13 142 254 090,18	7 507 250 198,99	57,12%
ICA / I sur les prestations de services	23 009 144 299,81	23 022 869 172,95	100,06%	18 741 860 448,57	19 528 277 821,31	104,20%	19 250 891 862,08	17 921 110 168,25	93,09%	21 319 168 917,09	24 216 981 831,18	113,59%
ICA / I sur les travaux immobiliers	1 143 610 694,14	252 366,83	0,02%	1 022 243 242,43	3 916 021,83	0,38%	1 008 678 759,63	60 237 528,25	5,97%	1 059 829 071,07	14 894 464,53	1,41%
S/TOTAL	40 271 397 588,92	33 145 084 747,25	82,30%	31 131 471 021,11	30 022 975 355,10	96,44%	31 859 653 779,58	23 142 207 252,02	72,64%	35 521 252 078,34	31 739 126 494,70	89,35%
TAXES SUR L'UTILISATION OU L'AUTORISATION D'UTILISER DES BIENS OU D'EXERCER DES ACTIVITES												
Immatriculation des véhicules routiers (plaques)	384 930 807,42	110 606 280,54	28,73%	384 930 807,42	181 492 123,51	47,15%	384 930 807,42	197 374 221,83	51,28%	384 930 807,42	209 479 313,29	54,42%
S/TOTAL	384 930 807,42	110 606 280,54	28,73%	384 930 807,42	181 492 123,51	47,15%	384 930 807,42	197 374 221,83	51,28%	384 930 807,42	209 479 313,29	54,42%
VENTES RESIDUELLES DES ETABLISSEMENTS NON MARCHANDS												
Ventes des Imprimés	459 757 817,25	167 980 328,97	36,54%	349 562 436,61	310 224 847,52	88,75%	349 562 436,61	109 524 971,73	31,33%	349 562 436,61	313 621 202,30	89,72%
S/TOTAL	459 757 817,25	167 980 328,97	36,54%	349 562 436,61	310 224 847,52	88,75%	349 562 436,61	109 524 971,73	31,33%	349 562 436,61	313 621 202,30	89,72%
TOTAL RECETTES en CDF	70 920 524 339,56	66 029 492 084,97	93,10%	54 912 478 221,61	58 979 304 167,25	107,41%	149 892 746 198,60	88 022 024 837,08	58,72%	76 760 447 397,12	63 085 464 471,91	82,18%

TABLEAU N° 23. PREVISIONS ET REALISATIONS DE LA DGI PAR NATURE D'IMPÔT AU 2^{ème} QUADRIMESTRE 2011

LIBELLE	MAI			JUIN			JUILLET			AOÛT		
	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.
IMPÔT SUR LES REVENUS, BENEFICES & GAINS EN												
IMPÔT SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES												
Impôt sur les revenus des nationaux	14 566 932 828,03	17 568 346 572,85	120,60%	15 808 478 624,47	15 865 625 380,50	100,36%	15 030 931 695,68	17 775 974 824,94	118,26%	15 460 259 248,50	18 627 838 603,72	120,49%
IPR / NAT. Institutions Politiques	2 126 963 180,28	794 440 126,15	37,35%	2 126 963 180,28	2 489 364 090,36	117,04%	2 126 963 180,28	1 274 395 650,72	59,92%	2 126 963 180,28	1 485 366 167,28	69,84%
Impôt sur les rev. des Expatriés	3 709 584 139,98	2 280 468 464,23	61,48%	3 771 095 678,89	3 245 191 403,17	86,05%	3 067 745 105,01	3 686 616 866,31	120,17%	3 986 145 171,98	3 181 250 779,15	79,81%
Impôt sur les rev. des Prof. Libérales	228 333 540,27	201 920 471,38	88,43%	239 196 401,99	205 838 910,78	86,05%	549 167 652,85	372 490 528,81	67,83%	217 698 429,41	226 946 895,14	104,25%
S/TOTAL	20 631 813 688,55	20 845 175 634,61	101,03%	21 945 733 885,63	21 806 019 784,81	99,36%	20 774 807 633,82	23 109 477 870,77	111,24%	21 791 066 030,16	23 521 402 445,29	107,94%
IMPÔT SUR LES BENEFICES DES SOCIETES ET AUTRES ENTREPRISES												
Impôt sur les bén. des Stés non pétrolières	6 453 079 329,30	28 400 629 051,72	440,11%	7 717 867 695,40	11 900 019 500,00	154,19%	81 784 762 854,92	65 999 142 685,51	80,70%	8 213 167 312,40	6 412 693 413,04	78,08%
Impôt sur les bén. des Eses Individuelles	972 781 344,02	1 860 252 362,86	191,23%	560 451 459,68	482 292 864,97	86,05%	9 004 625 532,77	2 596 410 259,84	28,83%	610 669 547,96	1 914 608 067,63	313,53%
S/TOTAL	7 425 860 673,32	30 260 881 414,58	407,51%	8 278 319 155,07	12 382 312 364,97	149,58%	90 789 388 387,69	68 595 552 945,35	75,55%	8 823 836 860,36	8 327 301 480,67	94,37%
IMPÔT SUR LES GAINS EN CAPITAL												
Impôts sur les revenus des cap. mobiliers.	4 934 467 854,77	4 554 023 429,11	92,29%	3 797 009 873,66	3 267 492 195,24	86,05%	2 076 606 974,15	1 408 525 112,35	67,83%	1 832 037 109,99	1 713 413 646,37	93,53%
S/TOTAL	4 934 467 854,77	4 554 023 429,11	92,29%	3 797 009 873,66	3 267 492 195,24	86,05%	2 076 606 974,15	1 408 525 112,35	67,83%	1 832 037 109,99	1 713 413 646,37	93,53%
AMENDES ET PEN. SUR IMPÔTS S/LES REV., BEN. ET GAINS EN CAP.												
Amendes et pénalités	2 479 998 749,98	593 118 523,17	23,92%	2 914 603 512,99	508 143 130,45	17,43%	3 000 093 646,92	908 173 683,05	30,27%	3 279 597 601,84	1 896 656 475,34	57,83%
S/TOTAL	2 479 998 749,98	593 118 523,17	23,92%	2 914 603 512,99	508 143 130,45	17,43%	3 000 093 646,92	908 173 683,05	30,27%	3 279 597 601,84	1 896 656 475,34	57,83%
IMPÔT SUR LES SALAIRES & LA MAIN D'ŒUVRE												
Impôt Excep.s/ les Rém. des Expatriés (IERE)	2 159 257 001,68	1 909 479 400,63	88,43%	2 195 061 344,19	1 888 945 788,62	86,05%	2 028 035 571,31	1 375 580 004,53	67,83%	2 362 028 803,10	1 536 820 891,55	65,06%
S/TOTAL	2 159 257 001,68	1 909 479 400,63	88,43%	2 195 061 344,19	1 888 945 788,62	86,05%	2 028 035 571,31	1 375 580 004,53	67,83%	2 362 028 803,10	1 536 820 891,55	65,06%
IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES												
ICA / I sur les ventes locales	13 140 151 760,57	9 620 130 947,10	73,21%	13 691 372 308,73	11 782 021 551,01	86,05%	13 091 703 531,87	11 720 863 756,18	89,53%	14 632 902 571,43	11 048 401 195,31	75,50%
ICA / I sur les prestations de services	19 993 107 052,60	20 767 077 296,81	103,87%	20 290 742 461,74	20 424 189 284,09	100,66%	19 095 550 139,30	21 989 057 603,28	115,15%	20 909 777 308,19	22 719 863 904,48	108,66%
ICA / I sur les travaux immobiliers	1 035 423 093,25	915 647 866,82	88,43%	1 052 592 259,79	905 801 435,36	86,05%	1 028 404 308,20	998 639 485,70	97,11%	1 084 704 997,32	1 040 347 499,96	95,91%
S/TOTAL	34 168 681 906,42	31 302 856 110,72	91,61%	35 034 707 030,26	33 112 012 270,46	94,51%	33 215 657 979,38	34 708 560 845,16	104,49%	36 627 384 876,94	34 808 612 599,75	95,03%
TAXES SUR L'UTILISATION OU L'AUTORISATION OU D'UTILISER DES BIENS OU D'EXERCER DES ACTIVITES												
Immatriculation des véhicules routiers (plaques)	384 930 807,42	340 402 947,34	88,43%	384 930 807,42	331 249 707,22	86,05%	384 930 807,42	389 015 809,57	101,06%	384 930 807,42	380 500 929,31	98,85%
S/TOTAL	384 930 807,42	340 402 947,34	88,43%	384 930 807,42	331 249 707,22	86,05%	384 930 807,42	389 015 809,57	101,06%	384 930 807,42	380 500 929,31	98,85%
VENTES RESIDUELLES DES ETABLISSEMENTS NON MARCHANDS												
Ventes des Imprimés	349 562 436,61	309 125 903,69	88,43%	349 562 436,61	300 813 685,34	86,05%	349 562 436,61	309 905 306,35	88,66%	349 562 436,61	298 026 831,97	85,26%
S/TOTAL	349 562 436,61	309 125 903,69	88,43%	349 562 436,61	300 813 685,34	86,05%	349 562 436,61	309 905 306,35	88,66%	349 562 436,61	298 026 831,97	85,26%
TOTAL RECETTES en CDF	72 534 573 118,76	90 115 063 363,87	124,24%	74 899 928 045,84	73 596 988 927,12	98,26%	152 619 083 437,31	130 804 791 577,13	85,71%	75 450 444 526,43	72 482 735 300,24	96,07%

TABLEAU N° 24. PREVISIONS ET REALISATIONS DE LA DGI PAR NATURE D'IMPÔT AU 3^{ème} QUADRIMESTRE 2011

LIBELLE	SEPTEMBRE			OCTOBRE			NOVEMBRE			DECEMBRE		
	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.	PREVISIONS	REALISATIONS	TAUX D'EXEC.
IMPÔT SUR LES REVENUS, BENEFICES & GAINS EN												
IMPÔT SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES												
Impôt sur les revenus des nationaux	15 613 886 610,50	19 078 539 311,95	122,19%	15 680 012 440,89	17 595 631 891,15	112,22%	15 842 220 757,44	19 582 187 809,26	123,61%	17 797 702 976,24	20 139 700 946,15	113,16%
IPR / NAT. Institutions Politiques	2 126 963 180,28	1 258 135 351,32	59,15%	2 126 963 180,28	1 455 666 565,05	68,44%	2 126 963 180,27	1 206 720 011,80	56,73%	2 126 963 180,26	777 901 955,09	36,57%
Impôt sur les rev. des Expatriés	3 925 267 589,32	3 456 975 625,92	88,07%	3 993 038 627,42	2 870 675 571,18	71,89%	3 838 072 551,32	2 138 472 901,72	55,72%	4 779 530 472,05	2 576 723 719,20	53,91%
Impôt sur les rev. des Prof. Libérales	186 090 766,08	199 914 665,55	107,43%	251 781 952,73	101 540 015,97	40,33%	575 987 096,92	835 658,48	0,15%	123 405 466,88	592 678,63	0,48%
S/TOTAL	21 852 208 146,18	23 993 564 954,75	109,80%	22 051 796 201,32	22 023 514 043,35	99,87%	22 383 243 585,95	22 928 216 381,26	102,43%	24 827 602 095,43	23 494 919 299,07	94,63%
IMPÔT SUR LES BENEFICES DES SOCIETES ET AUTRES ENTREPRISES												
Impôt sur les bén. des Stés non pétrolières	7 001 930 670,28	8 325 628 394,51	118,90%	6 489 609 588,18	2 201 548 268,92	33,92%	84 197 425 460,38	40 499 189 737,39	48,10%	5 603 066 133,15	961 383 618,03	17,16%
Impôt sur les bén. des Eses Individuelles	722 376 843,69	2 027 465 195,62	280,67%	1 430 532 719,56	1 462 820 978,97	102,26%	9 076 471 884,02	2 378 114 540,30	26,20%	1 447 637 276,27	1 499 266 443,72	103,57%
S/TOTAL	7 724 307 513,97	10 353 093 590,14	134,03%	7 920 142 307,74	3 664 369 247,89	46,27%	93 273 897 344,39	42 877 304 277,69	45,97%	7 050 703 409,42	2 460 650 061,75	34,90%
IMPÔT SUR LES GAINS EN CAPITAL												
Impôts sur les revenus des cap. mobiliers.	1 747 767 801,87	1 610 969 379,36	92,17%	1 647 122 533,74	2 918 579 205,20	177,19%	996 580 912,18	2 865 269 852,59	287,51%	989 032 278,41	2 631 048 481,60	266,02%
S/TOTAL	1 747 767 801,87	1 610 969 379,36	92,17%	1 647 122 533,74	2 918 579 205,20	177,19%	996 580 912,18	2 865 269 852,59	287,51%	989 032 278,41	2 631 048 481,60	266,02%
AMENDES ET PEN. SUR IMPÔTS S/LES REV., BEN. ET GAINS EN CAP.												
Amendes et pénalités	3 295 852 760,11	2 413 560 588,76	73,23%	2 940 906 746,66	1 010 933 350,61	34,37%	1 398 555 350,96	1 325 942 850,78	94,81%	1 272 767 705,03	1 603 511 030,96	125,99%
S/TOTAL	3 295 852 760,11	2 413 560 588,76	73,23%	2 940 906 746,66	1 010 933 350,61	34,37%	1 398 555 350,96	1 325 942 850,78	94,81%	1 272 767 705,03	1 603 511 030,96	125,99%
IMPÔT SUR LES SALAIRES & LA MAIN D'ŒUVRE												
Impôt Excep.s/ les Rém. des Expatriés (IERE)	2 284 800 992,76	1 812 545 738,32	79,33%	2 424 248 834,62	1 418 379 866,17	58,51%	2 366 877 009,62	1 936 501 494,87	81,82%	2 549 216 159,83	1 412 819 624,27	55,42%
S/TOTAL	2 284 800 992,76	1 812 545 738,32	79,33%	2 424 248 834,62	1 418 379 866,17	58,51%	2 366 877 009,62	1 936 501 494,87	81,82%	2 549 216 159,83	1 412 819 624,27	55,42%
IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES												
ICA / I sur les ventes locales	14 404 482 660,67	11 166 390 857,12	77,52%	14 644 209 046,16	10 236 844 665,34	69,90%	14 278 839 027,70	10 035 391 443,77	70,28%	15 513 247 003,25	10 125 136 110,94	65,27%
ICA / I sur les prestations de services	21 420 279 231,88	22 625 795 503,63	105,63%	22 218 261 144,17	22 163 820 887,54	99,75%	21 436 689 703,93	22 192 372 586,11	103,53%	23 897 817 631,38	23 869 857 242,80	99,88%
ICA / I sur les travaux immobiliers	1 095 624 888,35	964 638 241,04	88,04%	1 114 541 212,99	841 889 027,47	75,54%	1 182 935 343,90	965 437 660,62	81,61%	1 222 419 230,09	584 975 610,77	47,85%
S/TOTAL	36 920 386 780,90	34 756 824 601,79	94,14%	37 977 011 403,32	33 242 554 580,35	87,53%	36 898 464 075,53	33 193 201 690,50	89,96%	40 633 483 864,72	34 579 968 964,51	85,10%
TAXES SUR L'UTILISATION OU L'AUTORISATION D'UTILISER DES BIENS OU D'EXERCER DES ACTIVITES												
Immatriculation des véhicules routiers (plaques)	384 930 807,42	393 812 112,75	102,31%	384 930 807,42	317 156 025,83	82,39%	384 930 807,42	388 393 073,43	100,90%	384 930 807,41	383 156 748,82	99,54%
S/TOTAL	384 930 807,42	393 812 112,75	102,31%	384 930 807,42	317 156 025,83	82,39%	384 930 807,42	388 393 073,43	100,90%	384 930 807,41	383 156 748,82	99,54%
VENTES RESIDUELLES DES ETABLISSEMENTS NON MARCHANDS												
Ventes des Imprimés	349 562 436,61	263 956 862,28	75,51%	349 562 436,61	226 465 202,88	64,79%	349 562 436,61	281 476 484,16	80,52%	349 562 436,60	226 475 603,77	64,79%
S/TOTAL	349 562 436,61	263 956 862,28	75,51%	349 562 436,61	226 465 202,88	64,79%	349 562 436,61	281 476 484,16	80,52%	349 562 436,60	226 475 603,77	64,79%
TOTAL RECETTES en CDF	74 559 817 239,82	75 598 327 828,13	101,39%	75 695 721 271,43	64 821 951 522,27	85,63%	158 052 111 522,68	105 796 306 105,28	66,94%	78 057 298 756,85	66 792 549 814,75	85,57%

TABLEAU N° 25 : EVOLUTION DES RECETTES DE LA DGI PAR GRANDES MASSES DE 2007 A 2011

LIBELLE	2007	2008	2009	2010	2011
IMPÔT SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES	60 634 049 653,72	108 415 762 678,95	154 403 235 212,74	208 596 447 156,43	274 948 429 634,24
IMPÔT SUR LES BÉNÉFICIAIRES DES SOCIÉTÉS ET AUTRES ENTREPRISES	68 196 286 816,85	119 354 813 944,76	137 671 307 089,01	214 581 620 961,37	226 784 623 906,97
IMPÔT SUR LES GAINS EN CAPITAL	12 763 792 617,04	18 902 306 238,92	15 500 702 071,42	23 355 835 811,51	27 052 845 394,49
AMENDES ET PÉNALITÉS SUR IMPÔTS S/LÉS REVENUS, BÉNÉFICIAIRES ET GAINS EN CAPITAL	33 465 087,00	176 038 377,47	8 703 925 784,70	15 454 895 545,85	14 737 450 439,56
IMPÔT SUR LES SALAIRES & LA MAIN D'ŒUVRE	6 491 628 490,66	11 855 947 054,57	13 575 843 999,58	15 369 589 226,25	18 107 428 588,03
IMPÔTS & TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	108 611 682 177,87	170 044 722 780,26	231 871 874 435,12	297 311 147 404,30	387 753 985 512,32
TAXES SUR L'UTILISATION OU L'AUTORISATION D'UTILISER DES BIENS OU D'EXERCER DES ACTIVITÉS	1 240 544 803,86	1 640 485 112,14	2 293 922 158,84	2 680 584 252,26	3 622 639 293,44
VENTES RÉSIDUELLES DES ÉTABLISSEMENTS NON MARCHANDS	82 059 306,00	359 560 606,93	430 504 584,62	1 106 411 586,20	3 117 597 230,96
TOTAL RECETTES DGI en CDF	258 053 508 953,00	430 749 636 794,00	564 451 315 336,03	778 456 531 944,17	956 125 000 000,00
TOTAL RECETTES DGI en USD	502 004 050,77	758 741 630,06	687 973 438,23	860 263 461,44	1 042 681 986,31
TAUX D'ACCROISSEMENT DES RECETTES en CDF		66,92%	31,04%	37,91%	22,82%
TAUX D'ACCROISSEMENT DES RECETTES en USD		51,14%	-9,33%	25,04%	21,20%

TABLE DES MATIERES

Liste de principaux sigles et abréviations.....	2
Sommaire.....	3
Introduction.....	4
I. Organigramme de La Direction Générale des Impôts.....	6
II. Execution des missions de la Direction Générale des Impôts.....	8
II.1. Rappel des missions de la DGI.....	8
II.2. Action de la Haute Direction de la Direction Générale des Impôts.....	8
II.2.1. Supervision et coordination de l'ensemble des activités.....	8
II.2.2. Participation aux rencontres internationales et réunions de de mobilisation des recettes.....	9
II.3. Mission de législation fiscale.....	11
II.3.1. Projets de textes fiscaux initiés par la DGI.....	11
II.3.2. Textes sanctionnés à l'initiative de la DGI.....	12
II.3.3. Ediction des mesures d'exécution de la législation fiscale.....	13
II.3.4. Participation aux travaux préparatifs à l'octroi des avantages fiscaux.....	15
II.3.5. Participation à la conclusion des conventions fiscales internationales.....	15
II.4. Execution du Budget des recettes des impôts.....	16
II.4.1. Mesures d'accompagnement du Budget des recettes des Impôts.....	16
II.4.2. Exécution du Budget des recettes des Impôts par centre de perception.....	17
II.4.3. Exécution du Budget des recettes des Impôts par nature d'impôt.....	18
II.4.4. Justification du niveau d'exécution du Budget des recettes des Impôts.....	21
II.4.4.1. Justification en rapport avec les indicateurs issus du cadrage macroéconomique.....	21
II.4.4.2. Autres faits justificatifs.....	22
II.4.5. Evolution des réalisations de la DGI de 2002 à 2011.....	24
II.4.6. Suivi des paiements du secteur des ressources naturelles.....	25
II.4.7. Suivi des paiements des Pétroliers producteurs.....	25

II.5. Missions d'assiette	27
II.5.1. Attribution du Numéro Impôt	27
II.5.2. Tenue et mise à jour des répertoires	28
II.5.2. 1. Répertoires généraux des services opérationnels	28
II.5.2. 2. Répertoires sectoriels des services opérationnels	29
II.5.3. Mission de contrôle fiscal.....	30
II.5.3.1. Le contrôle fiscal au premier degré	30
II.5.3.2. Le contrôle fiscal au second degré	31
II.5.4. Participation des travaux d'assiette dans les réalisations	32
II.6. Missions de Recouvrement	33
II.6.1. Situation du solde débiteur	33
II.6.2. Justification du niveau élevé du solde débiteur	34
II.6.3. Suivi des exonérations et autres allègements fiscaux.....	34
II.6.3. 1. Exonérations en cours de validité en 2011	34
II.6.3. 2. Manque à gagner résultant des exonérations en cours de validité au profit des grandes entreprises en 2011.....	35
II.6.3. 3. Situation des exonérations contra legem	35
II.7. Mission de traitement du contentieux fiscal.....	37
II.7.1. Situation du contentieux de recouvrement.....	37
II.7.2. Situation du contentieux d'assiette	37
II.7.2.1. Contentieux fiscal en phase administrative	37
II.7.2.2. Contentieux en phase juridictionnelle	38
III. Gestion des moyens mis a la disposition de la Direction Générale des Impôts.....	39
III.1. Gestion des Ressources Humaines	39
III.1.1. Effectifs de la Direction Générale des Impôts.....	39
III.1.2. Evolution globale des effectifs de 2007 à 2011.....	39
III.1.3. Formation du Personnel de la Direction Générale des Impôts	40
III.1.3.1. Formation sur place.....	40

III.1.3.2. Formation à l'étranger.....	42
III.1.4. Politique sociale.....	43
III.1.4.1. Prise en charge des soins de santé.....	43
III.1.4.2. Assistance sociale.....	43
III. 2. Gestion des Ressources Financieres.....	44
III.2.1. Ressources financières de la DGI.....	44
III.2.2. Utilisation de la rétrocession de 5 % des recettes réalisées.....	44
III.2.2.1. Crédits de fonctionnement alloués aux Services.....	44
III.2.2.2. Prime de mobilisation des recettes.....	46
III.2.3. Utilisation des pénalités de service.....	46
III.2.3.1. Primes de contentieux.....	46
III.2.3.2. Dépenses d'investissement.....	47
IV. Informatisation des Services.....	48
V. Etat d'avancement des Réformes Fiscales.....	49
V. 1. Réforme des structures de l'Administration des Impôts.....	49
V. 2. Réforme du système fiscal congolais.....	49
VI. Perspectives d'avenir.....	50
Annexes.....	52
Table des matières.....	78